

**Canberra suspend  
les livraisons d'uranium  
à la France**

LIRE PAGE 32

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurans

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 55 dr. ; Grande-Bretagne, 50 p. ; Inde, 1,200 Rs. ; Liban, 300 P. ; Libye, 2,250 D. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La victoire de M<sup>me</sup> Thatcher

### Suicide mode d'emploi

Bien sûr, M<sup>me</sup> Thatcher a gagné les élections, et ce n'est pas une mince victoire pour un chef de gouvernement qui de réputation a consolidé son pouvoir en ces temps de crise. Il n'en demeure pas moins que si la « dame de fer » a gagné, ce sont surtout les travaillistes qui viennent de perdre, subissant une mémorable déroute. En dépit de la majorité absolue conquise aux Communes par le parti conservateur, on doit, en effet, constater qu'en voix M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas amélioré son score de 1979 : plus d'un Britannique sur deux a refusé de cautionner les dures médications qu'elle prescrit.

Ce paradoxe, qu'illustre le rapport imparfait - c'est le moins qu'on puisse dire - entre le nombre de voix recueillies et le nombre de sièges gagnés, s'explique en partie par le système électoral en vigueur de l'autre côté de la Manche. Mais cette loi électorale injuste - à laquelle tiennent tant les deux grands partis traditionnels - n'explique pourtant pas tout. L'autre « clé » de l'imposante victoire de M<sup>me</sup> Thatcher, c'est dans l'attitude totalement suicidaire adoptée depuis plusieurs années par le parti travailliste qu'il faut aller la chercher.

Aucun des deux grands partis dans un système bipartite ne peut se radicaliser sans peine de s'effondrer. Telle est la dure mais prévisible leçon qu'il reste aujourd'hui à méditer aux dirigeants travaillistes, mais aussi aux syndicalistes radicaux, dont la responsabilité est lourde, depuis des années, dans la lente mais inexorable « dérive » du parti. Cette dérive vers le désarmement unilatéral, le rejet rageur de toute idée européenne, l'exaltation du protectionnisme, la crispation sur un modèle économique dépassé et sur une politique de nationalisations « tous azimuts », a été littéralement imposée au parti par une minorité agissante regroupant péle-mêle sympathisants communistes, trotskistes et pacifistes. Ce conglomérat, nul pour la conquête du parti, a eu recours à deux vieilles méthodes pour parvenir à ses fins : la manipulation des procédures de décision à l'intérieur du parti et l'immolation au niveau local pour éliminer les responsables et les candidats du parti jugés trop « mous ».

Le résultat ne s'est pas fait attendre : dès septembre 1981, les « purs et durs » du nouveau travaillisme britannique avaient suffisamment écorné et évincé d'anciens dirigeants pour que ceux-ci fondent un nouveau parti dans une alliance avec les libéraux. Mais, malgré quelques succès spectaculaires dans des élections partielles, la nouvelle Alliance n'a pas pu s'imposer comme solution de rechange : l'aile libérale de la coalition a amélioré bien son score, mais les transfuges sociaux-démocrates du parti travailliste ont été taillés en pièces. Le parti travailliste, lui, a perdu près de 10 % de ses voix par rapport aux résultats de 1979.

Deux phénomènes devront maintenant retenir l'attention. Quelle leçon le parti travailliste va-t-il tirer de cette expérience ? Va-t-il dériver encore plus loin, dans une sorte d'opposition extra-parlementaire ou compte-t-il encore suffisamment d'éléments modérés dans ses rangs pour se reprendre ?

L'autre question concerne M<sup>me</sup> Thatcher, qui a peut-être tort de crier si fort victoire. Qu'elle le veuille ou non, elle a perdu des voix en quatre ans. Son succès est un peu aussi un succès par défaut. Ce n'est pas parce que les Britanniques ne veulent pas d'un travaillisme dévoyé qu'ils veulent forcément davantage de thatcherisme.

- Le parti conservateur obtient sa plus forte représentation aux Communes depuis la guerre
- L'Alliance des centristes n'a pu profiter de la déroute travailliste

Le parti conservateur a remporté le jeudi 9 juin sa plus large majorité depuis la guerre à la Chambre des communes. Tous les résultats n'étaient pas encore connus vendredi en fin de matinée, mais les dernières projections donnaient 395 élus aux conservateurs (soit 140 sièges de majorité), 210 au parti travailliste, 24 à l'Alliance et 21 aux autres formations. Cette victoire conservatrice n'est cependant pas, en nombre de voix, le raz de marée qu'avaient annoncé certains sondages, et le résultat final devrait faire apparaître une très légère baisse du nombre de votes conservateurs par rapport aux élections de 1979, une baisse de 10 % pour les travaillistes et une poussée de 12 % pour l'Alliance.

A Washington, on soupirait vendredi que, après la victoire du chancelier Kohl en R.F.A., celle de M<sup>me</sup> Thatcher assure l'administration Reagan d'un solide appui en Europe pour sa politique de défense.

A Moscou, l'agence Tass a repris la déclaration de M. Michael Foot selon lequel le résultat des élections constitue « une tragédie » pour la Grande-Bretagne.

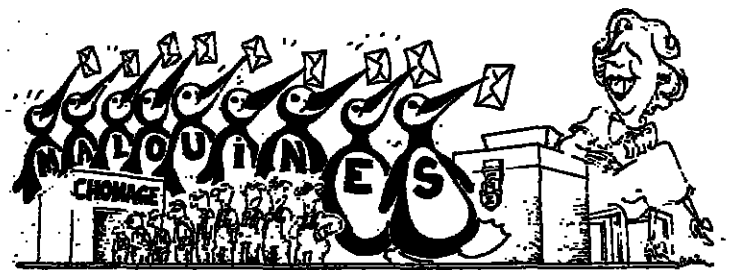
De notre correspondant

Londres. - Ce n'est pas vraiment le raz de marée que prédisaient les derniers sondages, mais M<sup>me</sup> Thatcher a remporté une large victoire que ses partisans ont transformée en

devoir se partager les 21 sièges restants.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)



personnel lorsqu'elle est arrivée, vers 3 heures ce vendredi matin, au siège du parti conservateur. Son double pari s'est révélé payant : des élections anticipées au moment jugé le plus favorable, et une campagne aussi brève que possible.

Alors que les résultats de quelques circonscriptions n'étaient pas encore connus, ce vendredi matin en fin de matinée, les conservateurs étaient crédités d'un peu moins de 43 % des suffrages, soit pas tout à fait le score de 1979, alors que la participation a été légèrement inférieure ; 29 % des voix vont aux travaillistes et 26 % à l'Alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux qui gagnent 12 points par rapport au score du parti libéral en 1979.

Etant donné le système électoral britannique où le candidat arrivé en tête dans chaque circonscription est déclaré vainqueur quelle que soit sa majorité, cette répartition des voix ne se retrouve pas au niveau des sièges. Avec 395 députés conservateurs (selon les dernières estimations), M<sup>me</sup> Thatcher obtient la « Chambre bleu horizon », aux couleurs de son parti, qu'elle appelait de ses vœux. Les travaillistes devraient avoir 210 sièges (contre 268 dans le Parlement élu en 1979) et l'Alliance 24 seulement. Les partis nationalistes gallois et écossais, et les représentants de l'Irlande du Nord

La pendaison jeudi 8 juin à Pretoria de trois militants du Congrès national africain condamnés pour « terrorisme » a suscité le jour même à Paris une suspension de séance de l'Assemblée nationale, à la demande du groupe communiste, en hommage aux suppliciés. Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a dénoncé, pour sa part, la « négation des valeurs humaines » par le régime de l'apartheid. Tandis que des manifestations de protestation se déroulaient en Afrique du Sud même, les condamna-

Addis-Abeba. - « Chaque fois qu'un d'entre nous meurt, des milliers d'autres se disent qu'ils devront faire en sorte que cette mort n'ait pas été vaine. » Quelques heures après la pendaison des trois militants de l'A.N.C., le président du mouvement, M. Oliver Tambo, réaffirmait, dans un entretien avec le Monde, la résolution du congrès national africain de poursuivre la lutte armée jusqu'à la victoire finale sur le régime de l'apartheid.

## La nouvelle stratégie de M. Jacques Chirac

- Relancer l'idée européenne
- Inviter l'opposition à la patience

M. Jacques Chirac doit présenter dimanche 12 juin, devant le comité central du R.P.R., un rapport sur « l'état de l'Europe et les mesures pour une indispensable relance de la construction européenne » qui fixera la doctrine du R.P.R. en la matière.

En consacrant leurs travaux à l'Europe, les amis de M. Chirac veulent, en ce domaine, prendre l'initiative et devancer les autres formations politiques. Il est vrai que le R.P.R. a un sérieux handicap à remonter depuis les élections à l'Assemblée des Communautés européennes du 10 juin 1979. La liste DIFE (Défense des intérêts de la France en Europe), conduite conjointement par M. Chirac et Debré, n'avait, en effet, recueilli alors que 16,31 % des suffrages, obtenus sur des thèmes peu favorables à l'Europe.

La réputation gaulliste de vigilance nationale - M. Chirac avait paré de l'U.D.F. comme du « parti de l'étranger » - l'aversion de M. Debré à l'égard de toute tentative d'intégration avaient alors nui à cette liste. La confusion et les réserves envers cette élection s'étaient encore accrues avec l'introduction - due à M. Pierre Juillet et à M<sup>me</sup> Garaud, alors conseillers de M. Chirac - du système du « tourniquet ».

Quatre ans plus tard, M. Chirac estime que les conditions ne sont

plus les mêmes. L'Assemblée de Strasbourg ne s'est pas révélée comme le « monstre » de supranationalité tant redouté. Ses interventions n'ont pas entamé la souveraineté des nations. M. Jacques Chirac, qui s'estime rassuré, pense qu'il peut désormais, sans outrecuidance, relancer lui-même l'idée européenne. Sa conception se fonde, certes, sur la notion de l'Europe des nations, mais il prône une coopération accrue, plus précise et plus institutionnelle entre celles-ci, afin de combattre les égoïsmes qui, à la faveur de la crise mondiale, ont tendance à se renforcer.

Le maire de Paris ne voit donc aucun inconvénient à ce que les compétences de l'Assemblée de Strasbourg et les pouvoirs du conseil des ministres soient accrus. En revanche, il estime néfaste toute extension du poids de la Commission de Bruxelles, cet organisme que de Gaulle définissait naguère comme un « aréopage de fonctionnaires apatrides ».

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 10.)

## Un entretien avec le président de l'A.N.C.

**Nous sommes engagés en Afrique du Sud dans une lutte armée qui nous a été imposée nous déclare M. Oliver Tambo**

La pendaison jeudi 8 juin à Pretoria de trois militants du Congrès national africain condamnés pour « terrorisme » a suscité le jour même à Paris une suspension de séance de l'Assemblée nationale, à la demande du groupe communiste, en hommage aux suppliciés. Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a dénoncé, pour sa part, la « négation des valeurs humaines » par le régime de l'apartheid. Tandis que des manifestations de protestation se déroulaient en Afrique du Sud même, les condamna-

tions de l'attitude de Pretoria se multipliaient dans le monde entier.

Le Conseil de sécurité, dans un texte adopté à l'unanimité, a exprimé sa « consternation ». Le sommet de l'O.U.A., réuni à Addis-Abeba, a observé jeudi une minute de silence.

Dans une entrevue accordée à notre envoyé spécial, le président du Congrès national africain, M. Oliver Tambo, affirme l'intention de son mouvement de « poursuivre la lutte armée qui lui a été imposée ».

De notre envoyé spécial

« Ceux qui sont morts ce matin, nous dit M. Tambo, luttaient pour une cause juste. Cette cause pour laquelle tant sont déjà tombés, personne ne pourra l'empêcher de triompher. Chaque assassinat, chaque pendaison, chaque massacre ne fait qu'alimenter le désir de revanche et nous mobiliser. Le danger réside dans le fait que les Blancs

d'Afrique du Sud ne sont pas autorisés à savoir ce qui se passe vraiment dans le pays. Ils risquent d'être pris totalement par surprise ».

L'attentat à la bombe de Pretoria - il y a deux semaines - marque-t-il un changement de stratégie de la part de l'A.N.C. ? « Non, il n'y a pas de changement mais seulement développement de la stratégie ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 8.)

## L'affaire des « Irlandais de Vincennes »

Les poursuites engagées contre les « Irlandais de Vincennes » pourraient être abandonnées. Telle est la suite prévisible de cette affaire, jugée au départ - importante - par l'« Elysée », et qui a été marquée, jeudi 9 mai, par l'annonce de la prochaine inculpation de deux officiers de gendarmerie ayant participé à l'opération du 28 août, le commandant Jean-Michel Beau et le major José Windels.

### Boomerang

par EDWY PLENEL

L'affaire des « Irlandais de Vincennes », ou l'affaire boomerang. Elle atteint Elysée et gendarmerie, mêlés par la grâce de la promotion d'une unité d'élite de la seconde en bras armés du premier. Le procureur de la République de Paris a en effet requis le 9 juin l'inculpation pour « subornation de témoin » d'un officier et d'un sous-officier supérieur de la gendarmerie. Accusés d'avoir organisé, à l'automne 1982, une concertation préalable à leur audition par le juge d'instruction des gendarmes ayant participé à l'opération de Vincennes, le commandant Beau et le major Windels seront de plus sanctionnés par le ministre de la défense.

Une affaire qui se retourne donc contre ses instigateurs. Sans aucun doute, la justice ne peut que continuer l'œuvre de clarification entreprise. D'une triple manière. La nouvelle demande de nullité de la procédure déposée par les avocats des trois Irlandais, qui sera examinée prochainement, devrait, à n'en pas douter, être acceptée : certains laissent entendre qu'il serait alors quelque peu dérisoire de poursuivre les Irlandais pour les pièces à conviction qu'ils ont reconnues : un revolver, pour la protection personnelle de Michael Plunkett, des faux papiers, puisqu'ils étaient réfugiés clandestins en France. De plus, le juge désigné pour prononcer l'inculpation des gendarmes pourrait être M. Alain Verleene, déjà chargé depuis septembre 1982 du dossier des Irlandais. Joindre les deux affaires garantirait que l'on ira au fond, jusqu'au « pourquoi » des illégalités commises.

(Lire la suite page 24.)

### M. GASTON DEFFERRE invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, sera l'invité de l'émission hebdomadaire Le grand jury R.T.L.-le Monde, le dimanche 12 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Marseille répondra aux questions d'André Passeron et d'Edwy Plenel du Monde, et de Gilles Leclerc et d'Alain Hamon de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Bailoud.

## Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Josillier, 6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 240 30 65.  
Le Clainville, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mondrian, Paris • 21, bd de la Croisette, Cannes.  
Hôtel Loria, Monte-Carlo • Hôtel Byblos, Saint-Tropez • Aéroport d'Orly.  
20, rue du Maréchal, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

## AU JOUR LE JOUR

### Mélange

Il s'est trouvé que le bouilliant président de la Fédération française de rugby était au Cap le jour où l'on pendait à Pretoria trois membres de l'A.N.C. M. Albert Ferrasse a même eu un entretien avec le premier ministre d'Afrique du Sud.

Cette tournée personnelle, remplaçant celle dont il rêvait pour le XV de France, est terminée par ce qu'il a appelé « un malheureux concours de circonstances ».

M. Ferrasse, pourtant, n'en démord pas. Il refuse tous jours de « s'immiscer dans les affaires intérieures » de cet Etat et de mélanger le sport et la politique. C'est vrai : on ne doit même pas mélanger le sport et la mort.

BRUNO FRAPPAT.

## L'ORCHESTRE DE L'OPÉRA A CARACAS

### Bolivar, nous voilà !

L'Orchestre de l'Opéra de Paris a été accueilli à Caracas pour les fêtes du bicentenaire de Bolivar, avec trois concerts dirigés par Alain Lombard.

De l'aéroport posé sur un dernier radeau au bord de la mer des Caraïbes, l'autoroute monte rapidement par des gorges profondes au milieu des terres rouges. Les pruniers couvrent de bidonvilles, en toile, en briques, en torchis, accrochés aux pentes vertigineuses, et soudain on pénètre dans l'immense vallée de Caracas, à 800 mètres d'altitude, dominée par des montagnes abruptes, au pays de « l'éternel été » (22° C à 28° C en permanence). Sur 40 kilomètres s'étend une ville-champignon à l'américaine, désordonnée et éparpillée entre les branches multiples des autoroutes, surnommées judicieusement « la pleuvre ».

Il ne reste presque rien de l'ancienne cité de Bolivar, sinon quelques maisons où il a vécu, comme le petit paradis du Musée d'art colonial où chaque semaine se donnent des

concerts de musique de chambre. Mais le Libertador reste omniprésent dans les institutions et les discours, surtout en cette année du bicentenaire de sa naissance (le 24 juillet).

Une aubaine pour les Vénézuéliens qui, malgré la grave crise financière, voient venir à eux de grandes manifestations artistiques de l'étranger dans un pays en général assez isolé et d'ailleurs farouchement nationaliste. Le Festival du théâtre, qui vient de s'achever (deux cent trente-trois représentations), leur a permis de découvrir entre autres l'Orchestre par la Schaubühne, Arlequin par le Piccolo Teatro, le Songe d'une nuit d'été par la Lindsay Kemp Company, des spectacles de Kabuki et du Bread and Puppet.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde

# idées

## Un triple effort

par JEAN-JACQUES PAYAN (\*)

**L**a réforme de l'enseignement supérieur préparée sous la responsabilité du ministre de l'éducation nationale vise, au-delà de l'actualisation de textes disparates ou désuets, à donner au complexe universitaire crédibilité et efficacité. Une lecture attentive du projet de loi adopté par le conseil des ministres du 6 avril et des propositions largement diffusées de refonte des carrières universitaires fait apparaître la cohérence d'une démarche tendant à conforter l'autonomie des établissements et à clarifier les finalités des cycles d'études supérieures et leurs modalités d'accès.

Opposer la précision de certains articles du projet de loi et la volonté affirmée d'accroître l'autonomie des établissements est un leurre. Pourquoi s'inquiéter de voir l'élection des conseils d'administration des universités soumise à des règles précises et l'autorité de leurs présidents élus renforcée ? S'inquiète-t-on de la définition détaillée des modalités électorales en vigueur dans nos communes ? Est-elle un obstacle à leur capacité d'initiative ? Les pouvoirs étendus confiés aux maires ne concourent-ils pas à faire reconnaître leur autorité ?

Les projets actuels contiennent de multiples dispositions permettant à l'autonomie des établissements de s'épanouir. Ces derniers, sous leur responsabilité, ont la faculté d'organiser des enseignements conduisant à des diplômes propres. Des facilités juridiques nouvelles leur sont offertes par l'article 18 du projet, en matière de prestations de services à titre onéreux, d'exploitation de brevets et de licences, de commercialisation des produits de leurs activités, de prises de participations et de créations de filiales. Le renforcement de la participation des forces vives extérieures, provenant essentiellement de l'environnement local et régional, viendra opportunément donner du poids à l'université dans sa démarche contractuelle face à l'administration centrale.

Nombre de mesures concernant les personnels vont dans le même sens : l'article 60 instaure, par exem-

ple, une enveloppe horaire annuelle de travail, laissant aux individus et aux établissements une grande souplesse pour gérer leur temps. Les propositions de réforme des carrières universitaires prévoient que nul ne pourra être affecté à un établissement contre la volonté de celui-ci et que c'est à ce niveau que seront contrôlés l'obligation de résidence et le respect des règles sur le cumul d'activités. Les établissements auront encore la possibilité de moduler dans le temps les services d'enseignement, et se verront confier le rôle essentiel dans l'évaluation des activités de formation.

### Choisir un avenir

Toutes ces dispositions sont articulées avec la réforme des cursus, particulièrement celle du premier cycle, étroitement dépendante de la réponse apportée au problème de la sélection. Celle-ci a été reculée à l'entrée du premier cycle où elle risquait de ne faire que photographier la répartition actuelle des étudiants à la sortie du secondaire, répartition largement déterminée par la série de leur baccalauréat et les préjugés véhiculés par la rumeur lycéenne ou familiale : trop d'entrées résignées en lettres, trop peu de volontaires attirés par les études scientifiques et technologiques.

La rénovation urgente du premier cycle des universités doit permettre à chacun de choisir son avenir grâce à une organisation souple de la scolarité, où l'orientation sera une préoccupation majeure, accompagnée d'une amélioration qualitative et quantitative de l'encadrement. Les rapports entre étudiants et universitaires devront être dépouillés du formalisme que suscite l'appréhension des auditeurs nombreux.

(\*) Directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'éducation nationale.

## Le temps des responsabilités

par PHILIPPE LUCAS (\*)

**I**l y a trop de haine et d'avengement dans trop de « jugements » portés à l'endroit du projet de loi sur l'enseignement supérieur pour qu'ils ne soient pas suspects. Combien de condamnations n'ont pas d'autre cible que le gouvernement de gauche ?

Cela ne doit pas faire oublier les interrogations vraies des étudiants — elles intéressent tout autant leur condition, leur avenir, que le projet — ni les critiques sincères qui lui sont faites. Il était temps que s'engage le débat parlementaire — mais tous les vrais problèmes pourront-ils être évoqués ? M. Savary n'a pas manqué d'interlocuteurs, n'en déplaise à certains qui ont déjà oublié sans doute les pratiques de « concertation » de l'ancien ministre des universités ; mais la réforme de l'enseignement supérieur compte encore beaucoup d'interlocuteurs potentiels : par exemple, ceux, nombreux, qui pourraient entrer dans l'enseignement supérieur, ou y revenir, par une formation continue assurée en toute responsabilité par les établissements ; et aussi les usagers de recherches qui auraient plus systématiquement le souci de leurs implications — de leur rapport à la société.

Et les étudiants ? Leurs positions sont très diverses. Je me défends ici d'opposer étudiants de droite et étudiants de gauche : c'est beaucoup moins simple, et les jeux ne sont pas définitivement arrêtés à vingt ans. Mais un étudiant en médecine n'est pas — pour prendre les extrêmes — un étudiant en lettres. Se vérifient aujourd'hui bien des hypothèses contenues dans un petit livre au titre très actuel : *Les étudiants, l'emploi, la crise* (Baudelot et autres, 1981). Force est de constater que les oppositions au projet de loi sont plus manifestes chez les « héritiers » que chez les autres ; plus évidentes chez ceux qui investissent leurs études comme des professionnels, suivant une stratégie qui est aussi celle de leurs familles, que chez les étudiants d'origine populaire qui n'ont pas les mêmes possibilités d'organiser leurs études selon des objectifs bien rigou-

reux et sont obligés de « négocier » le cours de leur scolarité à la petite semaine... Et l'on ne s'étonnera pas que ces derniers se reconnaissent plus souvent dans le projet de loi et les problèmes qu'il entend poser (abandon des études, échecs, débouchés sur la vie active, démocratie, etc., etc.).

### L'ouverture aux missions nouvelles

Mais ce que révèle aussi la situation actuelle c'est l'importance de l'enjeu qu'est l'université dans l'enseignement supérieur — et dans la société. Le débat sur la sélection est, à cet égard, bien significatif. La démagogie s'exprime ici très volontiers et ignore superbement la sélection très réelle que représentent les échecs et les abandons (le taux de succès est de 40 % en lettres, sciences et droit).

Les privilèges et les hiérarchies sont, eux aussi, parties au débat : on trouve dans les grandes écoles — et à droite comme à gauche — les plus farouches adversaires de la sélection à l'université. Voilà qui devrait faire réfléchir. Mais il y a aussi, chez les adversaires de la sélection, la conscience plus ou moins diffuse du rôle historique de l'université : celui qui atteste son ouverture très inégale mais considérable (de 1956 à 1977, le nombre des étudiants a quadruplé) ; celui dont témoigne aussi l'ouverture de l'université aux missions nouvelles (1) ; ainsi la formation continue, dont on parle si peu ; c'est un élément essentiel du débat.

Il y a peut-être enfin cette « culture universitaire » qui, au-delà de la formation et de la recherche scientifique, est lourde de tout ce avec quoi elle entre en correspondance et en consonance lorsqu'on a vingt ou vingt-quatre ans ; c'est elle (\*) Président de l'université de Lyon-II.

Cette démarche devrait faciliter une réhabilitation des filières technologiques et une motivation nouvelle pour celles qui sont a priori considérées comme exigeantes ou rebutantes.

Cette mutation implique un triple effort. Des étudiants d'abord, tenus d'acquiescer des méthodes et une discipline de travail personnelles et informées des difficultés inhérentes aux études longues ; des universitaires, ensuite, appelés à consacrer plus de temps et d'intérêt aux activités valorisées de formation et à en assurer une évaluation différenciée ; de l'Etat, enfin, pour renforcer l'encadrement du premier cycle et le sortir de sa misère matérielle et morale.

Si chacun fait son devoir, la sélection — que l'article 13 du projet de loi aborde sans détours excessifs — ne devrait intervenir à la fin du premier cycle que pour assurer la régulation des flux vers des filières professionnalisées en nombre croissant. De plus en plus d'étudiants de la nouvelle génération préfèrent, me semble-t-il, le débouché probable que prépare une bonne formation courte au séjour prolongé et aléatoire à l'université, tendance accentuée par la conscience des nouvelles chances que pourra leur offrir ultérieurement la formation permanente. Dans ces conditions, les ajustements ne devraient porter que sur des marges formées essentiellement d'optimistes impénitents ou de ceux que la vie active effraie.

Cette opinion va à l'encontre du déferlement de critiques contradictoires et de condamnations sommaires énoncées par d'éminents collègues, qui cultivent trop souvent la nostalgie de l'université d'antan. A déchiffrer l'amalgame opéré entre la légitime défense des disciplines et la péremption de ségrégations héritées du passé, à constater le tout petit nombre de réponses aux questionnaires individuels adressés pour effectuer les retenues réglementaires de traitement en cas de grève, je m'interroge : certains de nos concitoyens universitaires ne confondent-ils pas liberté et licence, franchises universitaires et irresponsabilité ?

qu'inquiète toute modification de la règle du jeu, même s'il s'agit en l'occurrence de reconnaître les correspondances (en élargissant les missions de l'enseignement supérieur) et de les valoriser (par exemple, au prix d'une pluridisciplinarité plus exigeante ou d'autres pédagogies).

Après bien des dénégations et des démentis, l'université prendra-t-elle conscience de ses richesses ? Le débat qui s'est ouvert au Parlement, la réforme elle-même, et la réforme des premiers cycles, c'est l'occasion, pour chaque établissement, de faire le bilan, avant de procéder aux choix nécessaires. Et singulièrement le bilan de l'ouverture, et de toutes ces innovations que trop souvent l'établissement ignore parce qu'elles se font sur ses confins.

L'intérêt du projet de loi, c'est aussi de mettre chaque établissement devant ses responsabilités : finalisation des filières, définition de programmes (pédagogiques, scientifiques) dans le cadre d'un contrat avec le ministère de tutelle, concertation avec des interlocuteurs très différents (région, collectivités locales, professions, entreprises, partenaires sociaux et de la culture, etc.). Aux établissements de trouver leurs interlocuteurs et d'en élargir le cercle. Ils n'ont pas attendu pour le faire. Aucune loi n'y contraindra ; elle peut nous y aider.

(1) Cf. le colloque de Lyon de mars 1982 dont rend compte une récente publication : *Missions nouvelles pour les universités*, Lyon, PUL, 1983.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bouvy-Méry (1964-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimerie : du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

## Que voulez-vous, M. le ministre ?

par CHRISTIAN BENEZECH (\*)

**O**ui, ou non, l'université doit-elle être dépendante du pouvoir politique ? Oui, ou non, sommes-nous condamnés, au gré des majorités parlementaires, à décider que tout est périodiquement à refaire ?

S'il est répondu oui à ces questions, inutile d'espérer que puisse continuer à être reconnue la valeur de l'université française. Et les politiques de tous bords régneront à la place de ceux qui, entre autres missions, doivent être la conscience de la nation.

Restons néanmoins optimistes ; je garde foi dans l'université et dans tous les universitaires qui, quelles que soient leurs opinions et parce qu'ils ont choisi cette voie, sont solidaires de tout ce qui tend à conserver solidité et rayonnement.

Le débat qui agite l'université est, par certains côtés, ridicule, d'abord par les attaques des supporters de la loi Faure, qui ne manquent pas de savoir, car la loi Savary, de l'aveu même du ministre, reprend les principes essentiels (si l'on peut dire) de la précédente, mais en les aggravant, ce qui en fait ressortir l'aspect punitif. Ce faisant, il ne s'agit évidemment pas de nier la nécessité permanente de l'université de s'adapter à son temps. Mais adaptation ne signifie pas censure !

Ces trois fameux principes de participation, d'autonomie et de pluridisciplinarité ne sont en fait que des pétitions de principe qui n'ont correspondu et ne peuvent correspondre à aucune réalité sérieuse.

Participation ? De quoi et à quoi ? Pensons-nous vraiment que les étudiants et le personnel non enseignant puissent être valablement motivés pour déterminer telle ou telle orientation d'une université ? Est-il acceptable que, sous un faux prétexte de démocratie, un pouvoir universitaire important soit donné à des incompetents... dont on espère la sympathie politique ? Est-il acceptable que, sous ce même prétexte, la plupart de ceux qui passent leur vie à l'université soient éliminés au profit de ceux qui ne font qu'y passer ?

Autonomie ? Centralisme ? Inépuisable sujet de discussions stériles autour de termes que chacun définit à sa guise. Que cela plaise ou non, la France est le pays des diplômes nationaux, ce qui n'empêche en rien la légitime autonomie pédagogique ! Donc : coordination nationale des grandes disciplines ? Oui. Reconnaissance de leur légitime diversité ? Oui. Enseigner n'importe quoi à n'importe qui ? Non.

Pluridisciplinarité ? Quand comprendra-t-on que la pluridisciplinarité est une mentalité (d'ailleurs indispensable), mais n'a rien à voir avec une structure pompeusement et ridiculement pluridisciplinaire.

### Le mérite et le succès

Mais, au-delà de ces aspects repris par la loi Savary, sans en lever la nuance ambiguë, plane maintenant un climat idéologique qui est finalement l'essentiel, ce qui vient d'être dit étant du domaine de l'organisation. La vie, monsieur Savary, repose sur la sélection, à laquelle on doit demander qu'elle soit aussi juste que possible. C'est certes votre droit de ne pas vouloir l'imposer à l'entrée des universités (comme d'ailleurs vos prédécesseurs), mais je pense, en ce qui me concerne, le libéralisme de vous dire que c'est là un manque de courage qui, d'ailleurs, ne profite qu'aux plus favorisés ; vous préférez laisser à la vie (ce n'est plus alors votre affaire) le soin de faire, hélas ! souvent mal, ce que vous auriez pu faire bien.

La France entière exulte pour un champion de tennis qui a été durement sélectionné, et nous, les universitaires, nous n'osons pas proposer que le succès ne doit dépendre que du mérite, donc des efforts et du courage.

Luttons contre les inégalités ! Certes, mais reconnaissons que seuls les meilleurs doivent arriver au plus haut. C'est cela, la vraie démocratie, qui n'a rien à voir avec une démagogie politicienne... qui plait en attendant que la vie fasse le reste.

Votre loi refuse aux universitaires la maîtrise de leurs établissements ; elle s'efforce de plaire aux plus jeunes au risque d'abaisser les anciens, ceux qui vous ont formé, monsieur le ministre, et que vous n'osez pas louer si ce n'est en les noyant dans une « communauté universitaire » qui, à défaut d'autre chose, est une belle expression !

Ne pas reconnaître solennellement l'irréversible nécessité de l'effort et du courage prépare lentement mais sûrement la désintégration de notre patrimoine culturel.

Je persiste à croire que les grandes voix qui, de tous horizons, ont exprimé leur angoisse ne peuvent pas ne pas être entendues par le grand maître de l'université française.

(\*) Professeur à la faculté de médecine de Montpellier, président national de la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur.

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
361 F 634 F 887 F 1 140 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'empressement.

**LEOPOLD SEDAR SENGHOR**

DE LA POÉSIE À LA POLITIQUE

Œuvres complètes : Poésie, Théâtre, Essais, Discours

Éditions du Seuil

**AU SEUIL**



الجزيرة

Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### Le conseil atlantique lancerait un appel à l'amélioration des relations Est-Ouest

Le conseil atlantique, réuni pour la première fois à Paris depuis 1966, termine ses travaux ce vendredi 10 juin. Selon les propos du secrétaire général, M. Lane, répondant jeudi soir au discours de M. Mitterrand, qui a reçu les délégations à dîner, le conseil devait lancer un « appel fort » à l'Union soviétique pour améliorer les relations Est-Ouest. Les seize ministres des affaires étrangères alliés approuveront la proposition « Intérimaire » faite fin mars par le président Reagan : limitation du nombre des fusées américaines Pershing-2 et de fusées soviétiques SS-20. Simultanément, le conseil confirmera sa « double décision » de 1979 : installation des croisières américaines à partir de la fin de 1983 et négociations avec l'U.R.S.S.

Les deux séances de jeudi étaient « super restreintes », les ministres n'étant accompagnés que de l'ambassadeur à l'OTAN. On sait cependant que le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a insisté sur l'interdépendance économique et les effets bénéfiques pour tout l'Occident et surtout le tiers-monde du redressement de l'économie américaine.

Le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson, a souligné, comme M. Mitterrand à Williamsburg et M. Mauroy, jeudi matin, devant le conseil atlantique, l'indépendance de la force nucléaire française ; il a répété que son inclusion dans la négociation américano-soviétique était inacceptable et demandé que, à cet égard, le communiqué de l'OTAN soit « clair ». Tout en rappelant l'importance des discussions Est-Ouest et du désarmement, il a insisté sur la crédibilité de la force nucléaire française. La discussion a-t-elle eu substance — ne doit pas pouvoir être mise en doute.

### M. Mitterrand espère que l'équilibre des euromissiles sera établi au « niveau le plus bas possible »

M. Mitterrand, s'adressant jeudi soir 9 juin, au cours d'un dîner à l'Elysée, aux seize ministres des affaires étrangères du Conseil atlantique, a notamment déclaré : « J'ai souvent exprimé le désir que la négociation américano-soviétique de Genève réussisse. Or, sur la base des propositions émanées jusqu'ici de part et d'autre, elle ne peut aboutir avant l'échéance de décembre et le déploiement des fusées américaines. J'espère que les négociateurs sauront fixer l'équilibre des forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques en Europe à un niveau le plus bas possible dans l'intérêt de tous. Et quand je dis « de tous », je pense aux pays d'Asie, et notamment au Japon, soumis à la menace par l'accumulation ou le déplacement des fusées SS-20.

Le président de la République a assuré « que la France, que n'oblige ni la double décision [de l'OTAN sur les euromissiles] ni la négociation [de Genève], a formulé un avis (...) parce que la sécurité sur notre continent est d'abord l'affaire de ceux qui y vivent ».

### LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS STRATÉGIQUES

### Tass voit dans les propositions de M. Reagan un « durcissement » de la position américaine

Moscou. — Les tentatives du président Reagan en vue de débloquent les conversations sur les armements stratégiques (START) ont été fraîchement accueillies à Moscou. L'ensemble de la presse soviétique reproduit ce vendredi un commentaire de l'agence Tass qui dénie toute signification véritable à l'initiative de la Maison Blanche.

« On ne constate », écrit Tass, aucune aspiration à parvenir à un accord mutuellement acceptable dont a parlé le président Reagan. En revanche, sa déclaration laisse percer un élément tout différent : le désir de saborder à tout prix le principe de l'égalité et de la sécurité égale des parties, qui avait présidé aux négociations SALT-1 et SALT-2.

La suite d'une modification des projets du Pentagone — qui prévoient le déploiement de nouveaux types d'engins.

Reprochant au président américain d'avoir « totalement passé sous silence les propositions soviétiques constructives », Tass juge que le geste de M. Reagan n'est destiné en réalité qu'à créer l'impression qu'il « cherche à concrétiser les promesses qu'il a faites au Congrès ».

Nulle part, on le voit, le commentateur n'estime même nécessaire de s'interroger sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à explorer les possibilités ouvertes par la volonté de « souplesse » de la Maison Blanche. La référence aux négociations SALT-1 et SALT-2 est sans doute significative dans la mesure où elle évoque une époque où l'intention du négociateur américain d'aboutir à un accord était réelle. Visiblement Moscou estime que tel n'est pas le cas aujourd'hui. — A.J.

**Mario VARGAS LLOSA**

**La guerre de la fin du monde**

roman

traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan

«Un conte furieux et splendide»  
Mona Ozouf/Le Nouvel Observateur

**GALLIMARD** *nrf*

### Les malentendus transatlantiques

« Notre alliance sert un objectif essentiel : le maintien de la paix, a dit le président dans sa conclusion. Faisons en sorte qu'il n'y ait jamais le moindre doute sur notre volonté de nous défendre, mais restons également toujours ouverts au dialogue, à Genève, à Vienne, à New York et ailleurs. Les pays concernés doivent saisir chaque occasion de

« Il a précisé que si la « prudence » doit prévaloir dans les échanges économiques entre les pays de l'alliance et les pays de l'Est, « notre organisation n'est fondée à se préoccuper que des échanges qui pourraient avoir une utilisation directement militaire ».

### A PROPOS DU QUAI D'ORSAY

### Une mise au point de Matignon et un commentaire du ministère des relations extérieures

A la suite de l'article sur le Quai d'Orsay publié dans le Monde, du 9 juin, le service de presse du premier ministre, M. Mauroy, nous a adressé la mise au point suivante :

« 1) Aucune délégation d'indépendantistes du Porto-Rico n'a été reçue à Matignon depuis le mois de mai 1981. Les services du premier ministre n'ont jamais été informés de difficultés avec les Etats-Unis à ce propos.

« 2) Le premier ministre s'est rendu à New-York (30 septembre 1982) par un vol Concord à l'appel avec quatre de ses collaborateurs et un seul agent de sécurité. Il en est revenu le soir même par le vol régulier (AF 022) sans avoir dîné, car il s'est attardé plus de deux heures au consulat avec la colonie française et les journalistes accrédités auprès des Nations unies. La correspondance du Monde pourrait en témoigner.

« 3) La nomination d'un ambassadeur itinérant et non « extraordinaire » n'a rien de nouveau. M. François-Poncet avait fait de même pour les pays du Golfe. Tous les ambassadeurs français en Amérique latine, sans exception, se félicitent de l'action de M. Blanca. Leurs télégrammes diffusés normalement dans les services en témoignent clairement.

Quant au reste, le débat est ouvert. Remarquons toutefois que, répondant au Sénat à M. Bettencourt, le 2 juin, M. Cheysson, tout en assurant que les opérations immobilières de son ministère « se déroulent normalement », a reconnu que « quelques factures d'électricité sont en retard... ». Tout dépend de ce que veulent dire ces « quelques » et ces points de suspension. Dans un grand conseil général d'Europe, par exemple, le titulaire du poste, harcelé par le propriétaire, a dû récemment avancer de sa poche le loyer impayé des bureaux.

« 4) Le porte-parole a indiqué, selon l'A.F.P., que l'article comporte un grand nombre d'inexactitudes : « Par exemple, les loyers et factures de toutes sortes sont normalement payés, les investissements se poursuivent normalement comme le montre le début des travaux de la nouvelle ambassade de France à Washington. » D'autre part, a-t-il ajouté, le nombre d'agents du Quai d'Orsay bénéficiant d'un détachement dans des postes importants à l'extérieur du ministère est nettement supérieur à celui des personnels venant de l'extérieur.

« 5) Le porte-parole a indiqué, selon l'A.F.P., que l'article comporte un grand nombre d'inexactitudes : « Par exemple, les loyers et factures de toutes sortes sont normalement payés, les investissements se poursuivent normalement comme le montre le début des travaux de la nouvelle ambassade de France à Washington. » D'autre part, a-t-il ajouté, le nombre d'agents du Quai d'Orsay bénéficiant d'un détachement dans des postes importants à l'extérieur du ministère est nettement supérieur à celui des personnels venant de l'extérieur.

« 6) Le porte-parole a indiqué, selon l'A.F.P., que l'article comporte un grand nombre d'inexactitudes : « Par exemple, les loyers et factures de toutes sortes sont normalement payés, les investissements se poursuivent normalement comme le montre le début des travaux de la nouvelle ambassade de France à Washington. » D'autre part, a-t-il ajouté, le nombre d'agents du Quai d'Orsay bénéficiant d'un détachement dans des postes importants à l'extérieur du ministère est nettement supérieur à celui des personnels venant de l'extérieur.

### AU SOMMET D'ADDIS-ABEBA

### Le secrétaire général de l'O.U.A. appelle les Etats africains qui le peuvent à se « lancer dans le nucléaire »

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — L'O.U.A. a ses petites phrases. De cette première vraie journée de travaux du dix-neuvième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, jeudi 9 juin, on en retiendra deux : l'une, clamée de la tribune par M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation, l'autre prononcée dans les jardins de l'hôtel Chihon par M. Mohamed Abdelaziz, président de la République arabe sahraoui démocratique (R.A.S.D.).

Le chef du Polisario n'a livré ni le lieu ni la date de la rencontre. « à cette occasion, a-t-il dit, nous avons pu constater un manque manifeste de volonté chez la partie marocaine », avant de préciser que « la décision de retrait volontaire et temporaire du dix-neuvième sommet n'avait aucun lien avec ces négociations ». Interrogé peu après, M. Boucetta, chef de la délégation marocaine à Addis-Abeba, opposait un démenti catégorique. Le ministre semblait toutefois légèrement agacé par l'annonce des Sahraouis.

« Le devoir des Etats africains qui le peuvent, déclara M. Kodjo, est de se lancer hardiment dans le nucléaire. » L'exhortation était, pour le moins, inédite. « Le temps de la solidarité verbale et des vœux pieux est passé, ajouta-t-il. Il nous faut, dans le cadre de l'O.U.A., créer la communauté africaine de défense, au sein de laquelle sera élaborée une doctrine stratégique commune. Et surtout qu'on ne vienne pas nous parler de dénucléariser l'Afrique alors que l'Afrique du Sud dispose d'un arsenal nucléaire. Contre qui fabrique-t-elle des bombes atomiques ? Contre nous, bien sûr.

Le colonel Kadhafi grand perdant

Celle-ci n'a pas été faite au hasard. A la veille du débat des chefs d'Etat, elle est un des éléments du jeu diplomatique serré qui s'annonce. Et ce n'est sans doute qu'un début. Alors qu'on lui rapportait le démenti marocain, M. Hakim, ministre sahraoui des affaires étrangères, promettait pour bientôt des « photos » de la rencontre. La nécessité d'établir des négociations directes avec le Maroc est une vieille revendication sahraoui. Elle aurait figuré parmi les garanties présentées par les amis du Maroc avant l'obtention du retrait de la R.A.S.D. du dix-neuvième sommet.

Les nations d'Europe, quant à elles, ont, selon M. Mitterrand, « besoin de redécouvrir que leur défense est aussi leur affaire et que leur avenir dépend d'abord de leur propre détermination (...) ».

Dans la salle de l'O.U.A., on a aussi parlé jeudi du Tchad et des finances de l'Organisation. Le budget de l'an dernier — 20 millions de dollars — a été adopté provisoirement, bien que avec retard. La conférence n'a pas soulevé le problème, pourtant crucial, des arriérés de paiement.

Le Tchad a donné lieu à quelques vifs échanges. Ainsi, le ministre des affaires étrangères de N'Djamena, M. Idriss Mikine, aurait qualifié le président Benin, M. Kérékou, de « valet d'une cause coloniale ». Le colonel Kadhafi n'était pas là pour entendre ces amabilités. Il avait quitté Addis-Abeba en grand perdant. Le dix-neuvième sommet se tenait sans lui, sans ses amis sahraouis, mais avec le représentant de son pire ennemi du moment, M. Hissène Habré.

Il était normal que le seul hommage qui lui soit adressé à Addis-Abeba émane de la R.A.S.D. : « Le peuple sahraoui, a déclaré M. Abdelaziz, exprime à notre frère Kadhafi sa reconnaissance et sa gratitude pour sa fidélité à son engagement de ne pas assister à un sommet de l'O.U.A. d'où serait absente la R.A.S.D. Cette décision historique honore les justes causes. » M. Abdelaziz n'a, en revanche, pas soufflé mot de l'Algérie.

### A TRAVERS LE MONDE

- Chili**
  - UN ANCIEN MEMBRE DE LA JUNTE MILITAIRE, le général d'aviation Leigh, s'est réuni le jeudi 9 juin, avec les syndicalistes chiliens à déclarer à l'issue de cette réunion qu'il existait une « lassitude » et une « angosse » dans le pays face à la situation économique, sociale et politique. Il a indiqué, en outre, qu'il participerait « en simple citoyen » à la prochaine journée de protestation fixée au 14 juin. — (A.F.P.)
- Corée du Sud**
  - M. KIM YOUNG-SAM A CESSÉ MERCREDI 8 JUIN LA GREVE DE LA FAIM qu'il avait entreprise depuis le 18 mai dernier pour réclamer le retour à la démocratie dans son pays. Le principal dirigeant de l'opposition a déclaré qu'il avait décidé « sans honte » d'y mettre fin pour intensifier sa campagne politique. — (A.F.P.)
- Cuba**
  - DEUX FOIS PLUS DE SOVIÉTIQUES A CUBA. — L'Union soviétique a doublé récemment ses effectifs militaires à Cuba, selon la chaîne de télévision américaine A.B.C., qui cite des sources proches des services de renseignement. Mille cinq cents soldats de l'Armée rouge avaient rejoint en avril la brigade de trois mille hommes stationnée depuis des années dans l'île. Mille sept cents autres, selon A.B.C., sont arrivés ces derniers jours. — (A.F.P.)

- Maroc**
  - AVERTISSEMENT AMÉRICAIN AU MAROC. — Les Etats-Unis ont menacé de suspendre leur aide, d'un montant de 100 millions de dollars par an (dont 30 millions pour les armes, 30 pour le blé et 16 pour l'assistance technique) si le Maroc ne remboursait pas avant le 15 juin 10 millions de dollars représentant les intérêts dus sur plus de 200 millions de dollars d'aide militaire. Un amendement du sénateur Brooke impose, en effet, l'arrêt automatique de toute aide américaine aux pays en défaut de remboursement de prêts militaires. — (A.F.P.)
- Tchécoslovaquie**
  - MORT DU RÉDACTEUR EN CHEF DE « RUDE PRAVO ». — M. Oldrich Vesveta, rédacteur en chef du quotidien communiste tchécoslovaque Rude Pravo et membre du secrétariat du P.C. tchécoslovaque, est décédé mercredi 8 juin, subitement, à l'âge de soixante et un ans. Journaliste à Rude Pravo depuis 1945, il était devenu rédacteur en chef de ce journal en 1958. Après l'intervention soviétique en août 1968, il avait quitté son poste pour diriger, pendant la période de la « normalisation », l'hebdomadaire idéologique Tribuna, et il exerçait alors des fonctions importantes au sein de la direction du parti communiste. Il avait regagné la rédaction de Rude Pravo en octobre 1975. — (A.F.P.)

# EUROPE

## Portugal

### A LA TÊTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

#### M. Soares se heurtera une fois de plus à l'opposition des communistes

De notre correspondant

Lisbonne. — Un mois et demi après les élections législatives qui ont donné la victoire au parti socialiste, le gouvernement présidé par M. Mario Soares a été investi le jeudi 9 juin, au cours d'une courte cérémonie qui s'est déroulée dans un climat assez froid.

Ce cabinet, le quinzième depuis la « révolution des œillets » d'avril 1974, compte dix-sept membres, dont neuf appartiennent au P.S. (parti social-démocrate), et un est un indépendant proche de ce dernier parti. Onze ministres ont déjà des responsabilités gouvernementales. L'un d'eux, le titulaire de l'Industrie, M. Veiga Simão, a même été ministre sous le régime antérieur, il dirigeait l'éducation dans le gouvernement de M. Marcelo Caetano.

Les deux partis de la coalition se sont profondément engagés dans le nouveau gouvernement. MM. Almeida Santos et Jaime Gama, respectivement ministre d'Etat chargé des affaires parlementaires et ministre des affaires étrangères, sont considérés en effet comme les candidats à la succession de M. Soares à la tête du parti socialiste. Juriste brillant, homme de dialogue, M. Almeida Santos veillera aux bonnes relations entre les partis politiques et supervisera la communication sociale. M. Jaime Gama, qui, à trente-quatre ans, essaiera de mener une politique étrangère dont l'essentiel sera fixé par le premier ministre lui-même.

Un autre dirigeant du P.S. prend des fonctions importantes : M. Eduardo Pereira, candidat à la mairie de Lisbonne aux élections municipales de décembre dernier, occupe le ministère de l'Intérieur. Enfin les ministères du travail et de la qualité de la vie ont été confiés à deux des personnalités les plus influentes du parti social-démocrate, MM. Amândio de Azevedo et António Capucho. On remarque, et c'est significatif, qu'aucun ministre n'appartient aux tendances qui s'opposaient à M. Mario Soares et à

M. Mota Pinto au sein du P.S. et du P.S.D. M. Victor Constancio, un des leaders de la minorité socialiste, a refusé le ministère des finances, qui a été finalement attribué à M. Ernani Lopes, expert des questions européennes.

#### Combattre la crise économique

Le jour même de l'investiture, des critiques très vives ont été faites sur le choix des ministres de la santé et de l'éducation. Le premier, M. Maldonado Goncalves, est un syndicaliste, technicien de la Compagnie portugaise d'électricité ; d'après l'ordre des médecins, il n'a aucune compétence pour le poste qui lui a été confié. Le second, M. Augusto Seabra, intellectuel de Porto, qui a travaillé à Paris avec Roland Barthes, n'a jamais eu de responsabilités administratives. Il est contesté par les milieux catholiques qui lui reprochent ses liens avec la franc-maçonnerie.

Une certaine inquiétude règne aussi dans les secteurs de gauche des forces armées qui s'interrogent sur les objectifs de M. Mota Pinto, lequel cumule les fonctions de vice-premier ministre et de ministre de la défense. Lors de l'élection présidentielle de décembre 1980, M. Pinto avait été en effet le représentant national du général Soares Carneiro, qui s'opposait au général Banaes. Ses liens avec la droite militaire seraient très étroits.

Combattre la crise économique, telle est la priorité que M. Soares fixe à son gouvernement. Dans son discours d'investiture, il s'est dit prêt à reprendre le dialogue avec les confédérations patronales et les organisations syndicales. Au même moment, une grève paralysait les transports de la capitale. Le parti communiste est résolument opposé à la coalition P.S.-P.S.D. « Ce gouvernement ne durera pas plus que le précédent », s'est exclamé récemment M. Carlos Frota, président du groupe parlementaire communiste.

JOSÉ REBELO.

• M. CARLOS MOTA PINTO, vice-premier ministre et ministre de la défense, a suivi ces dernières années un itinéraire politique assez sinuueux. Membre du parti social-démocrate, il a rompu en 1975 avec M. Sa Carneiro et quitté cette formation. Proche du général Banaes, il s'est prononcé en 1978, dit-on, en faveur du renvoi de M. Mario Soares, alors premier ministre du gouvernement de coalition P.S.-C.D.S.

Invité par le président de la République à former un gouvernement, il a dirigé le pays pendant six mois, en 1979, puis s'est séparé du général Banaes pour appuyer la candidature du général Soares Carneiro à la magistrature suprême. Ayant réintégré le P.S.D. après la victoire de la coalition P.S.D.-C.D.S. aux élections législatives de 1979 et 1980, successeur en mars dernier de M. Balsemão à la tête de cette formation, il a négocié avec M. Mario Soares l'accord qui a conduit à la formation de l'actuel gouvernement. Mais quand le conseil national de son parti avait été convoqué pour approuver cet accord, il avait surpris tout le monde en manifestant son opposition. Devant la réaction des conseillers, il revint sur ses positions. Le lendemain, l'accord était signé.

• M. ANTONIO DE ALMEIDA SANTOS, ministre d'Etat chargé des affaires parlementaires, a cinquante-sept ans. Il était avocat au Mozambique avant la révolution d'avril 1974. Ministre de la coordination inter-territoriale dans les quatre premiers gouvernements provisoires, puis ministre de l'information

dans le sixième, il a été l'un des plus importants protagonistes de la décolonisation. L'année dernière, il a représenté le P.S. dans la commission chargée de la révision de la Loi constitutionnelle. Le projet qui a été adopté par quatre-vingt-cinq pour cent des députés lui est en grande partie attribué.

• M. JAIME GAMA, ministre des affaires étrangères, est très représentatif d'un régime qui s'est caractérisé ces dernières années par des retournements constants. Né en 1949, il a été ministre de l'Intérieur à vingt-neuf ans. En dépit de sa faible expérience, il a su éviter les situations délicates. Ayant quitté ce poste après la dissolution de la coalition P.S.-C.D.S., il a gardé une bonne image dans la police et la garde nationale républicaine, secteurs réputés difficiles. Très ambitieux, il rêve de succéder à M. Soares à la tête du P.S. Son entrée au gouvernement aurait été imposée par un autre dauphin du leader socialiste, M. Almeida Santos, soucieux de ne pas laisser à son adversaire le terrain libre au sein du parti. Aux affaires étrangères, M. Gama aura une tâche difficile. Son âge et le fait de ne pas appartenir à la carrière diplomatique constituent de sérieux handicaps.

• M. JOSÉ AUGUSTO SEABRA, ministre de l'éducation, n'est pas indépendant comme il a été indiqué dans le Monde du 10 juin, mais appartient au parti social-démocrate.

## Les élections en Grande-Bretagne

### La victoire de M<sup>me</sup> Thatcher

(Suite de la première page.)

Par suite du nouveau découpage électoral, les Communes comptent 650 députés, soit quinze de plus que dans la précédente assemblée.

Les conservateurs devaient donc disposer d'une majorité de 144 sièges par rapport à l'ensemble des autres partis ; c'est la majorité la plus forte depuis 1935. Seuls les travaillistes avaient fait un petit pas mieux au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Mme Thatcher est un des rares dirigeants d'une démocratie occidentale à survivre à la crise économique. La plupart des collègues qu'elle avait trouvés, en devenant premier ministre en 1979, MM. Carter, Schmidt, Giscard d'Estaing, ont été, depuis, chassés du pouvoir.

La « dame de fer » aura fait mieux que survivre malgré un chômage dépassant largement les trois millions et malgré une politique économique qui n'a rien fait pour y remédier. C'est même sur la rigueur et sur la fermeté que Mme Thatcher a bâti l'essentiel de sa campagne. Ce sont les vertus du courage, du travail, de la discipline qu'elle a voulu faire consacrer par les électeurs. Aussi a-t-elle suscité quelques rires quand, en remerciant les électeurs de sa circonscription, elle a déclaré que sa victoire lui donnait « un grand sens de l'humilité ».

#### La plus lourde défaite travailliste depuis 1922

La gauche des Malouines a confirmé cette image de détermination mais la victoire des forces britanniques n'explique pas, à elle seule, le succès des conservateurs. Et les travaillistes, eux-mêmes, se sont bien gardés de l'évoquer, jeudi soir, pour justifier leur « très vilaine défaite », selon l'expression d'un de leurs porte-parole, M. Denis Healey, leader-adjoint du parti travailliste, a beau remarquer que « 38 % des Britanniques n'ont pas voté pour M<sup>me</sup> Thatcher », il n'en reste pas moins que le premier ministre a réussi à persuader une bonne partie de l'électorat qu'il n'y avait pas de solution de rechange à sa politique, que les vieux remèdes fondés sur

l'intervention de l'Etat, l'augmentation des dépenses publiques, l'extension des nationalisations n'étaient plus crédibles, que l'éradication du « mal anglais » exigeait cinq nouvelles années, au moins, de « théocratie ».

« C'est une tragédie pour la nation », a affirmé M. Michael Foot, leader travailliste, en apprenant l'ampleur de la victoire conservatrice. Son honnêteté et sa sincérité n'ont pu faire oublier qu'il est plus représentatif des batailles des années 50 que des aspirations de la jeunesse. L'incapacité du Labour à exploiter pendant quatre ans les difficultés du gouvernement conservateur, ses divisions et l'hégémonie idéologique de la gauche ont été sanctionnées par sa plus lourde défaite depuis 1922.

Les dirigeants travaillistes incriminent la presse populaire qui, selon eux, a diffamé pendant toute la campagne leur leader et leur politique. S'il est vrai que peu de journaux ont pris position en leur faveur, cela n'explique pas pourquoi moins de la moitié des électeurs des syndicats ont voté pour un candidat travailliste. Le Labour perd des sièges au profit des conservateurs dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, y compris dans certains de ses bastions traditionnels ainsi que dans les Midlands occidentales, vieille région industrielle où le taux de chômage est l'un des plus élevés du pays.

La gauche perd quelques-unes de ses figures de proue, comme M. Tony Benn, qui ne siégera pas au Parlement pour la première fois depuis trente-trois ans, M<sup>me</sup> Joan Lester, ancienne présidente du parti et chanteuse du désarmement unilatéral ou M. Pat Wall, membre notoire de la tendance trotskiste Militant, auquel M. Foot avait apporté un soutien remarqué. Ces revers n'ont pas empêché M. Ken Livingstone, leader du Conseil du Grand Londres - institution dont M<sup>me</sup> Thatcher a promis la disparition - de prédire que désormais l'opposition serait « extra-parlementaire ».

Plus avisé, M. Foot a annoncé une période de réflexion au sein du parti travailliste qu'il considère toujours comme « la seule solution de re-

change possible au conservatisme réactionnaire ». « La campagne pour les élections de 1983 commença dès aujourd'hui », a-t-il dit. On pourrait ajouter : et la bataille pour le leadership du Labour, car il est probable que M. Foot, s'il ne démissionne pas de sa propre initiative, sera poussé dehors par les syndicats. Leurs chefs ne se sont pas encore exprimés, mais, après avoir misé sur un programme radical qui s'est révélé désastreux, ils sont condamnés à des révisions décevantes.

#### L'avenir incertain de l'Alliance

L'agglomération du travaillisme est d'autant plus urgente que l'Alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates enregistre, pour son baptême du feu, un score honorable, même si elle n'a pas réussi à empêcher les conservateurs d'obtenir une majorité absolue ni à ravir le deuxième place aux travaillistes. Les dirigeants du Labour ne s'y sont pas trompés qui ont rejeté sur elle la responsabilité de la victoire conservatrice : « Les renégats travaillistes qui ont créé le parti social-démocrate ont fait du tort à la démocratie », a déclaré M. Healey, tandis que M. Foot dénonçait « les opportunistes sans base ni philosophie » qui ont divisé les voix de l'opposition. Les effets pervers du système électoral britannique sont tels que la poussée de l'Alliance en suffrages a coûté plus de sièges aux travaillistes qu'aux conservateurs.

Bien que les libéraux apportent la plus grande contribution au succès de l'Alliance, leur leader, M. David Steel, s'est montré quelque peu déçu par le petit nombre de sièges qu'ils ont enlevés. La déception est encore plus forte pour les sociaux-

démocrates (S.P.D.), qui se retrouvent avec six députés contre une trentaine dans la précédente Chambre des communes (il est vrai que la plupart d'entre eux avaient été élus en 1979 sous la bannière travailliste). La « bande des Quatre », fondatrice du S.P.D., est coupée en deux. Si M<sup>me</sup> Roy Jenkins et David Owen retrouvent leur siège, M<sup>me</sup> Shirley Williams et M. William Rodgers sont battus.

Le pari de M. Steel, qui consistait à former une coalition avec un parti comportant d'anciens ministres qui apporteraient la respectabilité et l'expérience gouvernementale à des libéraux éloignés du pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, n'a pas été gagné. L'avenir de l'Alliance apparaît incertain. M. Steel a laissé entendre qu'il avait, lui aussi, besoin d'un délai de réflexion, avant de décider s'il convenait de poursuivre la coopération ou d'inviter les sociaux-démocrates à rejoindre les rangs libéraux.

Les dirigeants de l'Alliance n'ont pas totalement tort lorsqu'ils mettent en cause un système électoral qui permet à un député travailliste ou conservateur d'être élu avec quelque trente-cinq mille voix, mais qui en exige plus d'un demi-million pour un député centriste. Même si les dirigeants du S.P.D. issue du Labour s'accrochent parfaitement de ce système quand il leur était favorable, il n'est ni juste ni politiquement sain qu'un quart de l'électorat soit réduit à une représentation parlementaire squelettique. Toutefois l'Alliance n'a encore moyen de faire triompher ses vues puisque travaillistes et conservateurs sont au moins d'accord pour refuser toute réforme introduisant la représentation proportionnelle.

DANIEL VERNET.

## Les rigueurs du mode de scrutin

L'Alliance vient d'éprouver les rigueurs du système électoral britannique pour tout troisième parti, tandis que les conservateurs tirent le meilleur profit du scrutin de liste majoritaire : avec un nombre de voix sensiblement égal à celui qu'ils avaient obtenu en 1979, ils font plus que tripler leur avant en nombre de sièges sur les quatre-vingt-cinq députés.

Le mode de scrutin n'accorde de siège qu'aux candidats arrivés en tête d'une des six cent cinquante circonscriptions électorales. L'opposition a donc d'autant moins de chances d'obtenir les sièges auxquels elle pourrait prétendre dans un système de représentation proportionnelle qu'elle est divisée en courants de force comparable. Ce fut le cas le 9 juin, le parti travailliste remportant environ 29 % des suffrages et l'Alliance environ 26 %.

Cette dernière est la principale victime du système et, quand bien même aurait-elle obtenu plus de voix que les travaillistes, elle aurait pu recueillir, là encore, dix fois moins de sièges. C'est là une question de répartition de l'électorat : les travaillistes disposent en effet de fiefs qu'ils étaient pratiquement assurés de conserver, tandis que l'électorat de l'Alliance est réparti de façon beaucoup plus homogène dans l'ensemble des circonscriptions.

Les libéraux avaient déjà fait cette expérience douloureuse lors des deux élections générales de 1974 où, avec plus de 5 millions de voix (soit près de 20 % de l'électorat), le parti libéral n'avait obtenu que quatorze députés, soit environ 2 % des sièges.

La création, en 1981, du nouveau parti social-démocrate, les négociations engagées avec lui par le parti libéral et la constitution de l'Alliance avaient permis de penser un moment qu'un tournant historique s'annonçait dans l'histoire politique britanni-

que : après un demi-siècle d'alternance entre conservateurs et travaillistes, le carcan du système électoral avait une chance d'être brisé et le centre retrouvait une possibilité de se faire entendre autrement que par une improbable réforme du mode de scrutin. Cet espoir vient une fois de plus d'être déçu.

Il faut remonter à 1945 pour trouver un gouvernement disposant à la Chambre des communes d'une majorité comparable à celle que vient d'obtenir M<sup>me</sup> Thatcher. Un véritable « raz de marée » travailliste, plus sensible en nombre de voix que le score conservateur du 9 juin et d'autant plus significatif que l'adversaire, Churchill, était de taille, portait au pouvoir Clement Attlee au lendemain de la guerre. Parallèle symbolique car ce gouvernement fut celui du Welfare State et de l'Etat-providence, celui des grandes lois sur les nationalisations et la sécurité sociale, toutes choses que M<sup>me</sup> Thatcher s'attache à démanteler, du moins à réviser en profondeur.

Aucun parti n'avait plus obtenu, depuis, un tel nombre de sièges aux Communes, les conservateurs ayant « plafonné » au cours de l'après-guerre avec 385 députés en 1959. Il faut remonter à la période de l'entre-deux-guerres pour trouver des majorités conservatrices à la Chambre supérieures à celle de M<sup>me</sup> Thatcher : en 1931, avec 68 % des voix, le parti avait remporté 473 sièges et 431 en 1935 avec 54 % des suffrages. Encore ces succès étaient-ils beaucoup moins significatifs politiquement. En 1931, notamment, les électeurs n'étaient pas invités à se prononcer sur un programme précis, mais sur la constitution d'une espèce de gouvernement de salut public, coalition entre les conservateurs, une partie des libéraux et une partie des travaillistes.

VIVEZ EN EUROPE 1 LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

# JACQUES CHIRAC

DIMANCHE  
12 JUIN  
à 19h

CLUB DE LA PRESSE  
**EUROPE 1**

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel

01 41 10 13 50



الصحف

# AMÉRIQUES

## Pérou

### Les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans le mouvement de guérilla du Sentier lumineux

Depuis le 30 mai, le Pérou vit sous l'état d'urgence, qui a été décrété pour deux mois. Cette mesure exceptionnelle a été adoptée à la suite d'attentats particulièrement sanglants, à Lima, des guérilleros du Sentier lumineux. Selon les autorités, mille deux cents personnes ont été tuées depuis que les terroristes ont commencé leurs activités, en 1980, au lendemain de l'arrivée à la présidence de la République de M. Belaunde Terry. Selon les mêmes sources, sept cents guérilleros ont été tués et deux mille quatre cents sont en prison.

Lima. — « Nous sommes l'avant-garde armée de la révolution mondiale. » La militante du Sentier lumineux se lance dans son discours comme on récite une leçon. Elle a un visage dur, sec, fermé, les yeux tournés vers un rêve intérieur. « Le peuple réclame et soutient le développement de la guérilla qui mettra fin au pouvoir de l'état bureaucratique et corrompu. La victoire est certaine », poursuit-elle.

Elle appartient au « comité » désigné par les cinquante-neuf membres fondateurs du Sentier lumineux à la prison de femmes de Callao. Une trilogie qui fait manifestement régner l'ordre et la discipline dans ce huis clos carcéral adossé à une caserne du port. Elle était professeur dans une petite ville de l'intérieur et, selon la direction de la prison, « de bonne famille ». Elle n'est pas la seule. Parmi les prisonnières, on

compte d'autres professeurs, des sociologues, des infirmières. Apparemment, l'organisation terroriste, qui se réclame du maoïsme tout en condamnant les dirigeants actuels de Pékin, ne recrute pas seulement dans les masses paysannes des hautes vallées andines et dans la petite bourgeoisie d'Ayacucho. Mais elle, poings serrés, se redresse et affirme sans ciller : « Professeur ? Non. Je suis ouvrière... » Elle refuse d'engager une vraie discussion politique et reprend le fil de son discours inculcatoire.

Elle est « avec tous ceux qui se réclament de la lutte armée » contre « les impérialismes de Moscou et de Washington, contre les déviationnistes chinois ou albanais ».

#### Une étrange prison

A ses côtés, un autre membre du « comité » a un visage chinois : hautes pommettes et yeux bridés. Un type physique fréquent à Lima, où l'immigration asiatique a été importante. La « Chinoise » est originaire de la capitale. Elle est tout aussi rebelle à toute discussion politique et défend le reportage « caricatural et négatif », selon elle, que la télévision péruvienne vient de réaliser sur la prison de Callao. Slogans, chants révolutionnaires, apologie du marxisme-léninisme-maoïsme « prolongé par la pensée-guérilla du camarade Gonzalo » (du nom d'un ancien professeur à l'université d'Ayacucho et considéré comme le

Tondateur du Sentier lumineux), visages durcis par la foi militante : la « Chinoise » rejette avec un sourire méprisant cette « image » simpliste, mais admet que le Sentier pourrait avoir intérêt « à mieux faire connaître ses positions à l'extérieur ».

Etrange prison contrôlée par des gardiennes paisibles en survêtement de sport. Une bâtisse étroite, à un étage, avec un minuscule patio intérieur où les détenues peuvent se retrouver. Une banderole rouge : « Vive le parti communiste du Pérou ! » est accrochée au grillage du patio. Trois cellules seulement, une au rez-de-chaussée, réservée aux « plus dures », deux à l'étage. Dans chaque cellule, chaque « cage », plutôt, une vingtaine de prisonnières. La chaleur est lourde et humide. L'écoulement des lieux est manifeste. La sous-direction de la prison est la première à le déplorer, redoutant une explosion à chaque instant.

Une surprise en entrant dans une des « cages » : l'accueil est cordial. On se serre un peu plus pour nous faire place sur les paillasses. Les détenues ont une radio, des journaux et même un récepteur de télévision. Elles sont parfaitement au courant de la situation, dans le pays et à l'extérieur. Elles proclament d'une seule voix : « Notre moral est excellent. » Apparemment, c'est vrai. Compte tenu des conditions matérielles, la propreté est remarquable. Les « gardes rouges » péruviennes ont établi une discipline militaire. Elles organisent des cours de chinois, la langue des communautés

payannes les plus reculées du Pérou. Toutes les détenues sont-elles membres du Sentier ? La sous-direction pense que non, mais que la plupart « suivent » les consignes du « comité ». Deux jeunes femmes paraissent disposées à « s'expliquer », et une amorce de dialogue s'engage, à mi-voix, dans un coin de la « cage ». Mais la « Chinoise » intervient assez vite pour mettre fin à cet aparté qui n'a pas été prévu. La prison de Callao semble en tout cas une excellente école de cadres pour le Sentier lumineux, où les femmes jouent déjà un rôle important.

Elles ont accédé à l'état-major de cette organisation de guérilla qui prétend maintenant — c'est un pas nouveau — servir de « modèle » pour les autres pays andins d'Amérique du Sud. Les obèses du Sentier mûr par la police, ont déclenché en septembre 1982 une impressionnante manifestation populaire à Ayacucho. D'autre part, Carlotta Tello, la camarade « Carla », a dirigé des actions armées en mai dans les Andes centrales.

La discipline est tout aussi évidente au Fronton, où quelque deux cents militants présumés du Sentier lumineux sont incarcérés dans le « pavillon bleu », séparés des droits communs. Une différence pourtant. Le Fronton est une île, un rocher dénudé, à une petite heure de bateau de la côte péruvienne, d'où, théoriquement, on ne s'évade pas : les requins veillent. Une exception célèbre : celle de M. Belaunde Terry, actuel chef de l'Etat, qui fut interné au Fronton et qui avait réussi à prendre la fuite à la nage. Le président raconte volontiers cet exploit, réédité il y a peu par deux détenus de droit commun.

La perplexité des autorités Les guérilleros du Sentier sont étroitement surveillés. Deux d'entre eux ont été tués par les gardiens, en mai, au cours d'une brève échauffourée. Depuis, le drapier rouge flotte au sommet du pavillon des sénéristes, qui se considèrent comme des « prisonniers de guerre » et se disent convaincus que « le pouvoir veut les éliminer physiquement ».

En fait, à Callao comme au Fronton, la perplexité des autorités face à ce mouvement insurrectionnel pas comme les autres et les consignes de respect des droits de l'homme données par le gouvernement à l'administration pénitentiaire créent une situation ambiguë. Pour les hommes du Fronton et les détenues de Callao, les dirigeants de Pékin sont des « chiens », complices des « impérialismes américains ». Les « sociaux-impérialistes de Moscou », quant à eux, sont « des traitres qui devront affronter le soulèvement du prolétariat soviétique ». M. Barrientos, dirigeant de la guérilla, a été traité de « traître mieux traité ». C'est un « crétin parlementaire ». Pour les sénéristes, « la réaction joue ses dernières cartes, et l'embrasement populaire est pour bientôt ».

« Nous sommes tous des soldats de Gonzalo », disent-ils encore, et celui qui s'opposera à cette révolution sera écrasé comme un insecte. Il y a encore un mois, le président Belaunde estimait que « les terroristes étaient une poignée de délinquants », et le général Noel, commandant en chef des opérations dans le département d'Ayacucho, se faisait fort d'« en terminer avec la guérilla avant la fin du mois de juillet ».

Les derniers attentats commis par les guérilleros ont tempéré cet optimisme officiel. La suspension des garanties constitutionnelles pour deux mois — une mesure difficile à prendre pour un homme comme M. Belaunde Terry, attaché au respect des règles démocratiques — est peut-être le prélude à une intervention de l'armée pour remplacer des policiers démoralisés, et apparemment impuissants, dans la lutte contre le Sentier lumineux. D'ores et déjà, l'organisation de guérilla la plus secrète d'Amérique latine a contribué, par ses coups de boutoir, à bouleverser la situation péruvienne.

Les attaques de la Maison Blanche accentuent ce phénomène. On reproche à la presse d'avoir gardé de l'époque de la guerre du Vietnam une méfiance extrême envers le pouvoir exécutif, et d'avoir encouragé une tendance à dénigrer partout des scandales. La critique est parfois justifiée. Cela n'empêche pas le journalisme d'investigation à l'américaine — malgré des dérapages ou des excès — de rester un modèle du genre et un élément indispensable de la démocratie.

ROBERT SOLÉ

## Etats-Unis

### La télévision en accusation Un Goliath affamé de scandales

Washington. — Un procès contre une chaîne de télévision américaine est, en soi, assez banal. Même si le plaignant, s'agissant d'un téléjournaliste, réclame 30 millions de dollars de dédommagement (plus de 230 millions de francs). Mais lorsque l'émission d'information la plus célèbre et la plus suivie des Etats-Unis, « Soixante minutes », est sur la sellette, et que le principal accusé s'appelle Dan Rather, présentateur vedette du journal de C.B.S., l'affaire prend une autre dimension.

Ce procès, qui vient d'être perdu par le plaignant, a bénéficié d'une couverture de presse exceptionnelle. A elle seule, la chaîne de télévision Cable News Network lui a consacré seize heures d'antenne. Et pas seulement pour profiter des malheurs d'un concurrent : tous les médias américains se sont saisis d'un peu vicié dans cette affaire.

Les faits remontent au 9 décembre 1978. Dan Rather, qui faisait encore du reportage à l'époque, consacra une séquence aux fraudes commises dans l'assurance-maladie. Il avait envoyé une fausse cliente dans une clinique de Los Angeles, suspectée d'escroquerie. Un rapport médical, portant la signature du docteur Carl Galloway, fut montré au petit écran : il énumérait dix-neuf traitements qui n'avaient jamais été dispensés.

Le médecin engagé une procédure judiciaire contre Dan Rather et le producteur de l'émission. Avec un argument troublant : il avait démissionné de cette clinique un mois avant l'enquête de « Soixante minutes ». Aucun journaliste n'était venu l'interviewer. L'expertise démontra que sa signature avait été imitée.

Face à ces indications, Dan Rather se pouvait qu'affirmer sa bonne foi et avancer des justifications un peu maigres. Par exemple, ses deux messages téléphoniques adressés au docteur Galloway étaient restés sans réponse. Il y avait eu une preuve de l'authenticité du faux document.

Après cinq semaines d'audiences et dix heures de débats,

De notre correspondant

tion, le jury de Los Angeles a estimé que Dan Rather n'avait pas cherché à diffamer le docteur Galloway. Un verdict donc favorable sur l'innocence du médecin qui, selon les avocats de C.B.S., connaissait parfaitement l'existence de la fraude. La chaîne de télévision se déclare « extrêmement satisfaite » du verdict, et on la comprend. Une condamnation aurait pu menacer l'existence de « Soixante minutes » et la crédibilité de C.B.S. en général. Si Walter Cronkite, à qui Dan Rather succéda en mars 1981, était si populaire, c'est avant tout parce qu'il inspirait confiance.

#### Un autre procès

L'affaire laissera néanmoins des traces. Des millions de téléspectateurs ont appris à cette occasion comment était préparée une émission d'informations. C.B.S. a dû fournir au tribunal l'ensemble des bobines de « Soixante minutes ». On y voit Dan Rather essayer, d'un coin de l'œil, sans succès, d'écarter le docteur Galloway pendant une pause pour le rendre plus incisif. Les interviews sont découpées, raccourcies, recollées, et dans un cas la réponse retenue pour l'antenne ne correspond pas à la question posée.

Cable News Network a montré pendant des heures un Dan Rather sans maquillage, en position d'accusé. Digne, sans doute, mais sans l'assurance qu'il manifeste chaque soir en lisant un texte qui défile derrière la caméra. Les téléspectateurs connaissent une vedette. Ils ont découvert un homme ordinaire, capable d'erreurs sinon de légèreté et de manipulation.

Dieu sait pourtant si ce Texan de cinquante-deux ans avait eu du mal à succéder au grand Walter. Le taux d'écoute du journal de C.B.S. était tombé de 14 % en 1980 à 12,3 % en 1982. A la

force du poignet — et grâce aux faibles prestations de la concurrence — Dan Rather réussit à atteindre 15,5 % en mars dernier. Le public n'est habitué qu'à peu à ce style très sec d'un présentateur solitaire, alors que A.B.C. et N.B.C. maintiennent la formule du duo, voire du trio, plus animée.

C.B.S. va devoir affronter un autre procès, bien plus délicat, qui lui est intenté par le général Westmoreland, ancien commandant en chef des forces américaines au Vietnam. Ce militaire à la retraite réclame carrément 120 millions de dollars. Une série d'insultes, depuis deux ans, les médias américains font l'objet d'une offensive, appuyée par certaines associations. Sous des prétextes divers, on dénonce leur arrogance, leur puissance excessive ou leur richesse. Le docteur Galloway affirme qu'il voulait démontrer si « un journaliste responsable existe dans ce pays », mais qu'il a perdu son procès parce qu'il affrontait un véritable Goliath.

Les attaques de la Maison Blanche accentuent ce phénomène. On reproche à la presse d'avoir gardé de l'époque de la guerre du Vietnam une méfiance extrême envers le pouvoir exécutif, et d'avoir encouragé une tendance à dénigrer partout des scandales. La critique est parfois justifiée. Cela n'empêche pas le journalisme d'investigation à l'américaine — malgré des dérapages ou des excès — de rester un modèle du genre et un élément indispensable de la démocratie.

ROBERT SOLÉ

**enjeu**  
Un besoin.  
Une ambition.  
Votre nouveau mensuel.

• Expose Nicole Questiaux : Ma part de vérité

• Inside : Ces jours qui firent trembler « Le Monde »

• Actual : Les Médecins à cœur ouvert

• Debate : Le Plan est-il en Plan ? avec D. Taddei, G. Alexard, R. Fauroux etc. etc.

Abonnez-vous ! Un an 250 F  
Adressez votre règlement à Editions du Dix Mai  
52 rue de Bourgogne 75007 Paris

CONSEIL EDITORIAL  
Raymond Aron, Edouard  
Charrier-Roux, Jean-Pierre  
Chastagnat, André Delbecq, Pierre Dumayet, Marc Ferro, Alain Gohier, Maurice Godé, Jean Guichard, Georges Hainard, Pierre Joffroy, Jean Kahn, Emile Le Bidec, Dominique Lemaire, Centre Média, Jean-Louis Mognot, René Vignier, Pierre Nicole, Jacques Ruffin, Antoine Sarrasin, Jacques Toubon, Laurence Trempe, Henri Wacziarg.

FIN DU PAPIER FROISSÉ  
FIN DU PAPIER BROyé  
FIN DU PAPIER COINCE  
FIN DU PAPIER BRULE  
FIN DU PAPIER BOURRE

Les services de recherche de Toshiba ont doté leurs copieurs d'un écran de contrôle à cristaux liquides. De plus le papier suit un trajet linéaire simple, limitant au strict minimum les risques de plis, de froissement ou de blocage.

Un copieur fiable, c'est original.

# TOSHIBA

DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMS 12, 95 RUE CHRISTOPHE COLOMB 75008 PARIS.  
TEL. 723.97.03 / 723.36.11

# TED LAPIDUS

soldes  
femmes et hommes

35 rue François 1<sup>er</sup>  
Paris 8<sup>ème</sup>

# SOLDES D'ETE

REMISES 20% SUR DES ARTICLES SELECTIONNES

Maple le spécialiste du meuble Anglais et Américain inaugure de sensationnelles soldes d'été.

De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants et en plus tous les modèles non soldés bénéficient de remises exceptionnelles allant jusqu'à 20 pour cent.

Ne manquez pas une telle occasion... Les soldes se termineront le 2 juillet.

# MAPLE

5, rue Boudreau (face R. E. R. Auber) 75009 Paris, Tél: 742.53.32 également  
Centre Commercial Créteil-Soleil, Tél: 898.03.23.

# SOUCHON

SON NOUVEAU DISQUE

REGNI

# OUI à la baisse des prix

Contre la baisse orchestrée du pouvoir d'achat, les centres Edouard Leclerc militent pour une économie de liberté et d'initiative, ils préconisent :

## La liberté des prix

Tout blocage autoritaire des prix est inflationniste, l'économie française vient d'en subir les effets pervers. La plupart des entreprises répercute le maximum de hausses autorisées par la réglementation. Les autres anticipent les hausses de prix dans la crainte d'un nouveau blocage.

**Seule la liberté des prix garantit la vérité des prix !**

## La liberté de concurrence

- **Sur les carburants** : Les stations-service, ayant une clientèle captive (grands axes routiers, supermarchés), devraient faire bénéficier les consommateurs de meilleurs prix.
- **Sur les livres** : Le livre n'est pas un "produit comme les autres", certes !, mais on ne voit pas pourquoi les consommateurs devraient payer le prix fort. Derrière l'alibi culturel, la loi Lang est une loi corporatiste sur le dos des consommateurs.
- **Sur tous les produits de grande diffusion** (textiles, parfumerie, parapharmacie, articles de sport) : en s'opposant au refus de vente, il est possible de faire baisser les prix de 20%.

## La liberté d'entreprendre

Ces jeunes agriculteurs cotisant de force aux groupements de producteurs... Ces jeunes pharmaciens payant à prix d'or leurs fonds de commerce... Ces distributeurs rackettés avant leur passage en commission d'urbanisme commercial... Difficile aujourd'hui de monter son entreprise sans payer son tribut ! **Il faut exiger la suppression des numerus clausus, la dévalorisation des fonds de commerce, l'abolition de la loi Royer.**

**Le retour à la liberté économique passe par un désengagement de l'Etat au profit de l'initiative individuelle. Les centres Leclerc préconisent :**

## L'incitation à l'emploi

Depuis 1968, les chefs d'entreprise préfèrent investir plutôt qu'embaucher.

**Pour relancer l'emploi il faudrait autoriser :**

- la déduction fiscale d'une provision pour licenciement ; La déduction fiscale d'une provision pour congés payés ;
- Egalement la déduction fiscale des salaires versés par tout particulier employant du personnel à condition d'en avoir préalablement déclaré les montants au fisc. **Ce serait la fin du travail au noir !**

## L'incitation à l'investissement

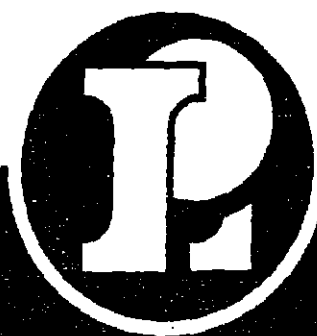
- Exonération totale et définitive de l'impôt sur l'outil de travail
- **Déduction fiscale pour toute personne ou entreprise investissant dans l'appareil productif :** aux Pays-Bas ou en R.F.A. un particulier n'a pas à payer jusqu'à 70% d'impôt pour investir, s'il le veut, dans l'agriculture.

## L'incitation à l'exportation

Malgré trois dévaluations successives nos entreprises ne sont pas compétitives à l'exportation. **La transformation des charges sociales en T.V.A.** diminuerait nos prix à l'exportation sans pénaliser les consommateurs français. Par contre, s'appliquant aux importations, cette hausse de T.V.A. renchérirait les produits étrangers.

A suivre...

Edouard LECLERC



**OUI, la baisse des prix est possible.**

البيعان 1550

الأسبوع ١٥ من يونيو

## ASIE

### HONGKONG

TANDIS QUE SE POURSUIVENT LES NÉGOCIATIONS AVEC LONDRES

## La propagande chinoise s'efforce de convaincre les habitants de la colonie de ne pas s'inquiéter pour leur avenir

Hongkong. — Alors que le taux du dollar de Hongkong continue de chuter par rapport au dollar américain, rumeurs et spéculations vont bon train sur l'avenir de la colonie britannique. Si l'une des raisons de cette baisse tient de la crise économique mondiale, personne ne se dissimule ici que la cause principale est l'incertitude de la population locale et de certains milieux d'affaires sur ce qui pourrait se passer en 1997, date de l'expiration du bail britannique sur les Nouveaux Territoires et à laquelle Pékin entend voir sa souveraineté reconnue sur la colonie tout entière.

Quatorze ans peuvent sembler une échéance bien lointaine pour susciter des inquiétudes. Pourtant,

un vent de panique avait soufflé sur Hongkong à la fin de l'année dernière, à la suite de la visite de Mme Thatcher à Pékin et des propos peu diplomatiques tenus à cette occasion par le premier ministre britannique. La tension a baissé depuis, et des négociations se sont ouvertes, dans la plus grande discrétion, à Pékin, entre Chinois et Britanniques. Mais cette discrétion a laissé le champ libre à toutes les rumeurs ; d'autant que, si l'administration coloniale se préoccupe peu d'informer ses administrés, Pékin a entrepris, avec tous les moyens — non officiels — dont dispose la Chine à Hongkong, d'expliquer sa position, de tenter de rassurer la population, et d'obtenir indirectement de nouveaux atouts dans la négociation.

A Hongkong, tout le monde parle au visiteur étranger des « éléments favorables à Pékin » : aux diplomates, fonctionnaires et hommes d'affaires... à condition qu'il garde le silence sur ses sources. Et, curieusement, dans ces milieux, on constate d'étonnantes convergences. Pour que le calme indispensable à la reprise des affaires règne, pour que les investissements à long terme (immobiliers...) soient garantis, un accord entre Londres et Pékin est indispensable : « Il faut réussir absolument, il n'y a pas de choix, sinon c'est la catastrophe », résume l'un de nos interlocuteurs, pour qui il faut avant tout que les ressortissants de la colonie soient convaincus que les Britanniques obtiendront pour eux les conditions les plus sûres, et que les Chinois auront tout intérêt à les respecter.

Et donc, toujours dans la discrétion, une machine de propagande multiforme s'est mise en marche, s'appuyant sur les arguments rarement écrits, propagés de bouche à oreille. Tout d'abord que la Chine, depuis 1949, n'a jamais rien fait pour tenter de s'imposer par la force à Hongkong, même pendant la révolution culturelle, qu'elle en tire de considérables profits, qu'elle a fait d'énormes investissements non seulement dans la colonie, mais aussi pour subvenir à ses besoins (projet de la rivière de l'Est, développement de Shenzhen...). Rien ne l'en aurait empêché, les Britanniques n'ayant pas l'intention de se battre pour Hongkong. Depuis longtemps, la boutade court dans la colonie que Pékin n'aurait qu'à prendre le téléphone et appeler le gouverneur pour lui suggérer de prendre le premier avion.

Intérêt économique, mais aussi politique pour des dirigeants soucieux à la fois de poursuivre leur politique de modernisation interne et de récupérer Taiwan. Et quel serait — dit-on toujours — le meilleur argument pour convaincre les Taiwanais de rejoindre la mère patrie, sinon la réussite d'un accord sino-britannique sur la restitution de Hongkong et le respect par Pékin de ses engagements envers la population de l'ex-colonie ? Un échec renforcerait non seulement la méfiance des Taiwanais, mais aussi celle des Américains et celle des Japonais. Tous nos interlocuteurs nous ont plus ou moins peint le même tableau du Hongkong idéal de 1997 : rattachement à la Chine, qui concéderait l'autonomie totale au territoire. Celui-ci s'administrerait seul, sans cadres venus de Pékin, et avec la possibilité de recruter des fonctionnaires étrangers ou britanniques ; de conserver ses lois et sa réglementation économique et commerciale ; de continuer de battre monnaie ; d'avoir sa propre police. L'isolement du territoire — d'état spécial — garantirait à la fois Hongkong contre les incursions « venues du Nord » et Pékin contre un exemple de prospérité « bougeuse » à laquelle la masse chinoise ne peut encore prétendre.

### Des craintes profondes

Une telle situation se perpétuerait pendant « une très longue période ». Pendant ce temps, « même les gens du Kouomintang bénéficieraient de la liberté de parole, à condition qu'ils ne se livrent pas au sabotage », nous a-t-on dit. Cet interlocuteur comprenait cependant qu'un très long travail était nécessaire pour réduire les suspicions profondes envers les méthodes de gouvernement de Pékin et qu'il fallait aller vite pour éviter que la situation économique ne continue de se dégrader. « Tout devrait être réglé dans les deux ans », entend-on de plusieurs côtés.

Bien entendu, il est évident qu'il est plus facile de convaincre les étrangers, officiels ou hommes d'affaires, que les habitants de Hongkong, qui n'auront pas, si tout ne marchait pas comme prévu, la possibilité de s'en aller. Les papiers d'identité délivrés par la colonie ne permettent pas de devenir résident en Grande-Bretagne. Sur ce point, plus qu'à l'administration coloniale, c'est aux Chinois de convaincre de la pureté de leurs intentions. S'ils ont logiquement intérêt à une solution qui préserve la « poule aux œufs d'or », la récente condamnation pour « espionnage » d'un journaliste de gauche connu, attiré à Pékin en 1982 sous un faux prétexte, n'est pas faite pour donner confiance. C'est pourquoi la Chine multiplie les invitations de délégations, afin de les rassurer sur sa soli-

citude envers les Chinois d'origine.

Bien des réfugiés n'ont pas oublié les conditions difficiles dans lesquelles ils vivaient en Chine ; bien des gens craignent l'instabilité politique à Pékin et les intellectuels ne sont guère tentés par le sort de leurs homologues chinois. D'autres ont été échaudés par l'expérience de la victoire communiste en Indochine et par l'exode qui a suivi. Ceux qui le peuvent se renseignent donc sur les moyens de trouver refuge en Europe ou en Amérique si jamais les choses devaient mal tourner, tout en se rendant compte que les pays occidentaux, frappés par la crise, ne sont plus aussi accueillants qu'auparavant. Mais c'est différent pour la masse, qui réalise confusément que jamais elle ne pourrait aller vivre ailleurs.

Tout l'établissement de la colonie et Pékin ont donc intérêt à ce que cette population soit rassurée, afin qu'elle ne se laisse pas gagner par une panique qui ruinerait l'économie. Certains accusent Taiwan de jeter de l'huile sur le feu, d'autres Singapour de tirer argument de l'incertitude pour attirer les capitaux. Une solution rapide satisfait donc les intérêts économiques et politiques investis à Hongkong, garantissant que les affaires pourraient se poursuivre après 1997 comme avant. « N'avons-nous pas investi en Chine ? », nous disait un Américain. Mais, pour près de cinq millions d'habitants de Hongkong, cet accord serait irréversible et significatif, sinon pour eux du moins pour leurs enfants ou petits-enfants, l'intégration progressive à la Chine. Ce qui leur donne à réfléchir.

PATRICE DE BEER

### VOUS CHERCHEZ UN PIANO

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

- Conditions spéciales avant vacances ;
- Poss. de ne rien payer av. septembre 83 ;
- Poss. crédit gratuit jusqu'à 12 mois.

Livraison gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

**DAUDÉ**

75 bis, av. de Wagram, 17°

227-88-54/763-34-17

### DENTIFRICE

**Kontrol**

LIC. MARK ALLEN  
CO USA

POUDRE USAGE QUOTIDIEN

PATES : à la menthe et au salicylate

Vente en pharmacie

### ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

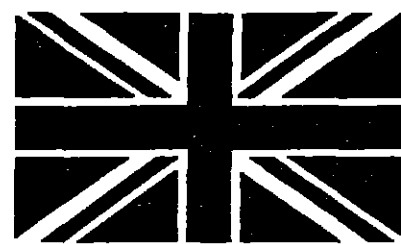
### AVENIR ASSURE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83. M° : Liège - Europe - St-Lazare



La meilleure école

pour apprendre l'anglais c'est l'Angleterre.

A l'A.C.E.G. vous gagnez au change.

Car, dans votre stage d'anglais à l'A.C.E.G., seul votre hébergement est imputable sur votre carnet de change. Et si votre stage est agréé par la Formation Professionnelle Continue, il est considéré comme "travaux professionnels", donc sans incidence sur l'allocation touristique de devises. Mais à l'A.C.E.G., vous gagnez surtout... des progrès en anglais. Les 16 écoles de l'A.C.E.G. (Anglo Continental Educational Group), à Londres et à Bournemouth sur la côte Sud anglaise, sont les grandes spécialistes de l'enseignement de l'anglais aux étrangers. Elève débutant ou confirmé en groupe ou en individuel, vous faites à l'A.C.E.G. en 8,15 jours ou plus, un étonnant "bond en anglais". La clé de ce succès : l'anglais intensif dans une ambiance décontractée "à l'anglaise". Les professeurs, britanniques, combinent astucieusement méthodes traditionnelles et techniques modernes (notamment audiovisuelles). Les cours, "sur mesure", satisfont tous les niveaux, tous les programmes d'études (32 formules de cours, de l'anglais courant à celui des affaires). Les activités culturelles et sportives ainsi que l'hébergement (à l'hôtel ou dans une famille avec encadrement pour les jeunes) participent au climat 100 % "British" des stages A.C.E.G.

Vous partez demain ? Alors partez de St-Malo (avec votre voiture si vous le voulez) sur un bateau Brittany Ferries. Vous aurez droit à une "formule-forfait" (traversées + hébergement + stage A.C.E.G.) très avantageuse pour apprendre l'anglais... chez les Anglais.

**ACEG**  
brittany ferries

\* Pour stagiaires et enseignants, dès l'âge de 15 ans, en groupe ou en individuel. Et pour adultes (stage pouvant être agréé par la Formation Professionnelle Continue) sous réserve d'acceptation du dossier. Ecole reconnue par le Ministère de l'Education Britannique.

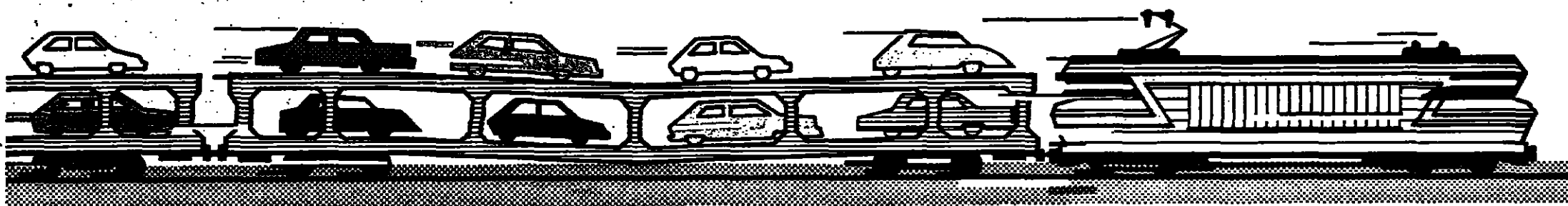
Pour recevoir très rapidement une documentation gratuite sur l'A.C.E.G. et la "formule-forfait" A.C.E.G./Brittany Ferries. Téléphonez au (1) 722.22.22. Ou retournez ce bon à A.C.E.G./Brittany Ferries, BP 72, 29211 Roscoff.

Nom \_\_\_\_\_

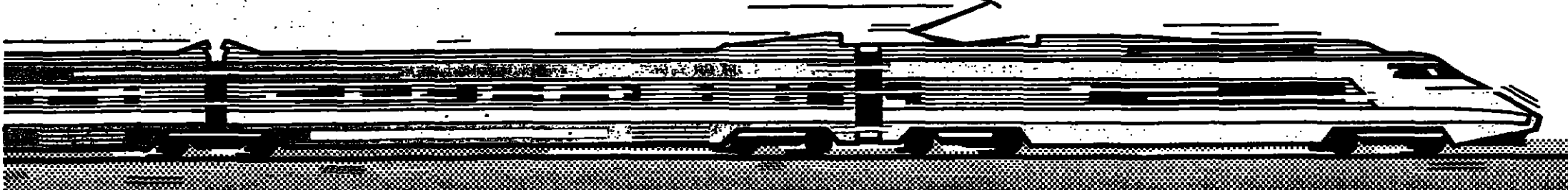
Adresse \_\_\_\_\_

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille

Confiez-nous votre voiture...



...et roulez détendus en TGV



Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15. Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. **SNCF**



# AFRIQUE

République Sud-Africaine

LES PENDAISONS DE PRETORIA

## Les autorités ont refusé de rendre aux familles les corps des trois suppliciés

Johannesburg. - Sans fleurs ni couronnes... les cadavres des trois militants du Congrès national africain (A.N.C.) pendus jeudi ont été ensevelis sous la terre grise de la prison de Pretoria dans l'anonymat le plus complet. Afin de leur assurer des funérailles décentes et privées, les familles avaient demandé, mais en vain, qu'on leur remette les corps des jeunes gens.

Les parents se sont finalement refusés à assister à un service funéraire célébré par un chapelain de la prison. Les autorités n'ont fourni aucun détail sur les circonstances des exécutions et l'attitude des trois condamnés au seuil de la mort. Selon l'un de leurs avocats, Simon Mogenane, aurait déclaré à son père, venu lui faire ses adieux : « Ne pleure pas. J'étais un soldat. On ne pleure pas les soldats... ».

Comme on pouvait s'y attendre, la jeunesse noire a manifesté sa colère et sa solidarité avec la cause des suppliciés. A Durban, plus de quatre cents personnes, étudiants et ouvriers, défilant sous la bannière de l'A.N.C. s'en sont pris à des édifices publics et à des véhicules en stationnement. Ouvertement défilée, la police anti-émeutes, accompagnée de ses chiens, a dispersé la manifestation à coups de matraque. Vingt-six jeunes gens ont été arrêtés.

Dans un bantoustane « autonome », à Empangeni, environ sept cents étudiants en force ont détruit

De notre correspondant sur leur campus l'équivalent de 350 000 F de matériels divers. A l'université de Fort-Hare, réservée aux Noirs, des manifestants ont incendié de nombreux véhicules. Il en est de même à Alice, dans le bantoustane « indépendant » du Ciskei, dont le chef, choisi par Pretoria, vient de se faire nommer « président à vie ».

Soweto, en revanche, paraît être resté calme et digne. Un nouveau rassemblement, organisé par le comité formé pour sauver les condamnés de la potence, était prévu pour jeudi soir. La police l'a encore une fois interdit. « Aucun meeting ne sera permis à Soweto jusqu'au 11 juin », précisait le communiqué officiel.

Seul l'évêque Desmond Tutu a pu célébrer, en son église, un service religieux à l'issue duquel il a réitéré son invitation à M. Pieter Botha « d'ouvrir enfin le dialogue » avant qu'il ne soit trop tard - avec les vrais chefs de file de la communauté noire. Ceux qui sont en exil... Jeudi à 20 heures, la télévision d'Etat s'est longuement étendue sur les « méfaits » commis par « les terroristes exécutés » sans jamais montrer leurs visages.

## Un entretien avec le président de l'A.N.C.

(Suite de la première page.)

« Nous avons exploré toutes les voies pacifiques. Au cours des vingt dernières années, nous avons couru à une violence prudente et sélective. Nous nous sommes attaqués à des objectifs matériels, non à des individus. Nous voulions être sûrs que personne ne subirait la moindre égratignure ».

En réponse, on nous a tués, emprisonnés, torturés, il devient déraisonnable de payer si cher nos actes. Lorsque nous avons attaqué les installations pétrolières de la Sasol, nous n'avons tué personne. Ils ont répliqué en tuant douze de nos militants à Matola. Lors du raid sur Maseru au Lesotho, ils ont assassiné plusieurs dizaines d'entre nous et leurs partisans les ont suppliciés. Leurs propres opérations témoignent d'une escalade du conflit ».

Le régime de l'apartheid a répondu par des massacres et des assassinats, poursuit M. Tambo. Rien ne nous dissuadera de poursuivre le combat, nous irons de l'avant. La lutte appartient aux travailleurs d'Afrique du Sud, aux mères de famille et à leurs enfants autant qu'aux hommes en armes. Le régime sud africain croit qu'en attaquant ses voisins, il se sauvera lui-même, mais il se trompe. Les États de la ligne de front ne sont pas engagés directement dans notre lutte, ils se contentent d'apporter un soutien politique au combat pour notre libération ».

L'A.N.C. ne craint-elle pas qu'un recours au « terrorisme » urbain frappant un nombre croissant de victimes civiles noires ne desserve sa cause ? « Chaque fois que l'on parle

de victimes civiles, relève M. Tambo, il s'agit de Blancs, combien de civils noirs ont-ils été tués en trois décennies d'apartheid ? Des milliers. Les morts de Sharpeville, ceux de Soweto n'étaient pas des militaires. Steve Biko était un civil. Tous les pendus sont des civils. Le problème n'est pas là. Nous sommes engagés dans une lutte armée qui nous a été imposée. Lorsque une femme ou un enfant meurt parce qu'ils se trouvaient sur les lieux d'une explosion, nous sommes navrés. Nous ne combattons pas les femmes et les enfants, mais les soldats. Notre cible, ce sont les forces de l'ennemi, c'est le régime de l'apartheid ».

Evocant les conditions d'incarcération de M. Nelson Mandela, dirigeant de l'A.N.C. détenu depuis vingt ans à Robben Island - qui, selon son épouse, se sont gravement dégradées, - M. Tambo conclut : « J'ai reçu certaines informations dans ce sens. Il serait isolé des autres détenus. Si le régime raciste persécute notre dirigeant, la communauté internationale doit protester et réclamer avec plus de force la libération des détenus politiques ».

Peu après cet entretien, les participants au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. observaient une minute de silence en hommage aux trois pendus de Pretoria.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## Trois cent vingt-six exécutions capitales en trois ans

Selon une statistique publiée ce 10 juin par le Times de Londres et portant sur les trois dernières années plénières, les exécutions capitales en Afrique du Sud, se référant à l'origine ethnique des suppliciés, font apparaître les chiffres suivants :

	Noirs	«Coloured»	Indiens	Blancs
1980	85	43	1	1
1981	58	36	0	2
1982	62	37	0	1

# PROCHE-ORIENT

Un numéro exceptionnel de la revue Hérodote  
Géopolitiques au Proche-Orient

- Du droit des peuples dans des situations géopolitiques très compliquées.
- Israël-Palestine : quelles frontières ?
- Les choix géopolitiques de la résistance palestinienne.
- Et neuf autres grands articles.

Numéro double, 17 cartes... 80 F

Un grand livre  
Georges Corm  
Le Proche-Orient éclaté, 1956-1982

De Suez à l'invasion du Liban.

« Un livre d'une exceptionnelle clarté, dans un style très simple... Une grande lucidité et une grande érudition. »  
Le Matin

Textes à l'appui... 95 F

Editions  
LA DÉCOUVERTE/MASPERO  
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.



# ASIE

Afghanistan

## Le docteur Augoyard a été libéré à Kaboul

L'agence soviétique Tass et l'ambassade d'Afghanistan à Paris ont annoncé, jeudi 9 juin, que le médecin français Philippe Augoyard, condamné à huit ans de prison, en mars dernier, pour entrée illégale en Afghanistan, avait été libéré « en raison de son sincère repentir et conformément à la politique humanitaire des autorités » et remis à l'ambassade

de France à Kaboul. Le docteur Augoyard avait été gracié, il y a une semaine (le Monde daté 5-6 juin). Nous publions ci-dessous un texte du professeur Laurent Schwartz, président du Mouvement de soutien à la résistance du peuple afghan (M.S.R.A.) sur l'attitude à adopter pour éviter que de telles « affaires » ne se reproduisent.

Point de vue

## Le droit de l'homme souffrant

par LAURENT SCHWARTZ

étrangère de plus de cent mille hommes ?

Si nous ne voulons pas qu'il y ait demain de nouveaux Augoyard, il faut que l'opinion continue à soutenir l'action de ces médecins et de ces témoins qui sont nos meilleurs ambassadeurs dans le tiers-monde. Il faut que le gouvernement se prononce pour un statut spécial cou-

vant leur présence dans les guerres non déclarées qui ne sont pas prévues par les conventions de la Croix-Rouge. Faute de quoi, on risque fort de remettre en cause une composante essentielle de la solidarité de notre peuple avec ceux du tiers-monde, solidarité convenue à la politique de défense des droits de l'homme et des droits des peuples que le président de la République a faite sienne.

# PROCHE-ORIENT

Israël

## La contestation des cimetières

De notre correspondant

Jérusalem. - « Allons-nous encore rester longtemps silencieux ? » Quelqu'un a lancé ce cri, le 9 juin, à la fin des obélisques de l'un des deux soldats israéliens tués la veille par l'explosion d'une voiture piégée dans les faubourgs de Beyrouth. Plusieurs milliers de personnes se sont rendues dans les deux kibboutz dont les deux soldats étaient membres. Yossef Ben Or, trente-trois ans, marié, deux enfants, a été inhumé sans cérémonie militaire, à la demande de la famille. Au cours d'une brève allocution, l'un des camarades du disparu a déclaré : « Nous n'avons aucun reproche à adresser à l'armée, car nous continuons de croire que sans une défense puissante notre existence serait menacée. Mais depuis ce cinquième nous nous adressons au gouvernement pour qu'il retire notre armée de cette vallée de larmes qu'est le Liban. C'est assez ! »

Avant Yossef Ben Or, deux autres membres de ce kibboutz avaient été tués au Liban. Et à Ramat David, où a été enterré Moshe Edelstein, vingt et un ans, marié, un enfant, des représentants de l'armée et un aumônier militaire étaient présents, mais on avait demandé que, contrairement

à la tradition, il n'y ait pas de salve d'honneur au terme du service funéraire.

De telles manifestations de protestation se multiplient en Israël au fur et à mesure que s'allongent la liste des victimes israéliennes au Liban : cent trente-neuf soldats ont été tués et deux cent cinquante-trois blessés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1982, c'est-à-dire depuis que l'O.L.P. a évacué Beyrouth. Les manifestations n'ont pas lieu seulement, tant s'en faut, dans les kibboutz, qui, pour la plupart, sont des foyers d'opposition au gouvernement de M. Begin.

Après avoir formé un nouveau mouvement : Les parents contre le silence, deux mille cinq cents pères et mères de jeunes Israéliens tués au Liban ou actuellement mobilisés ont défilé sous les fanfares de M. Begin à la fin du mois de mai pour demander le retour immédiat de l'armée. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que non seulement le parti travailliste réclame un retrait « unilatéral », mais encore que le gouvernement envisage une telle solution, même s'il ne veut pas l'admettre officiellement pour l'instant.

FRANCIS CORNU.

## MM. Arafat et Kadhafi auraient accepté de mettre fin à leur « guerre verbale »

Le colonel Kadhafi est arrivé inopinément, jeudi 9 juin à Sanaa, venant d'Addis-Abeba. Cette visite avait fait naître des rumeurs sur une éventuelle rencontre du dirigeant libyen avec M. Yasser Arafat en visite officielle depuis mercredi dans la capitale nord-yéménite. Toutefois les efforts du chef de l'Etat yéménite Ali Abdallah Saleh pour organiser un tête-à-tête n'ont pas abouti. Le président de la République arabe du Yémen a, en revanche, annoncé à l'issue d'entretiens séparés avec ses hôtes, un accord aux termes duquel MM. Arafat et Kadhafi auraient accepté de mettre fin à leur « guerre verbale ».

Les tensions périodiques entre la Libye et l'O.L.P. s'étaient en effet aggravées à la suite de la dissidence au sein du Fath appuyée ouvertement par le colonel Kadhafi. Le chef de l'O.L.P. avait à cette occasion qualifié le chef de la Jamahiriya libyenne de « foumi » et lui avait conseillé de « regagner son trou ». Il l'avait également menacé de lui « couper la main » s'il continuait à « compliquer l'unité du Fath ».

Le « guide de la révolution libyenne », qui a profité de sa brève visite à Sanaa pour proposer, comme à son habitude, « une union entre la Libye et le Nord-Yémen » a gagné, dans la soirée de jeudi, Djeddah où il a rencontré le roi Fahd et le prince héritier Abdallah, mettant ainsi fin officiellement à une longue brouille entre la Libye et l'Arabie Saoudite. Les relations diplomatiques entre Ryad et Tripoli, rompues en octobre 1980 à l'initiative de l'Arabie Saoudite qui reprochait au colonel Kadhafi d'avoir laissé entendre dans un discours que les Lieux saints de La Mecque étaient « occupés par des militaires américains et surveillés par leurs appareils militaires », avaient repris en décembre 1981, mais sans toutefois qu'il soit procédé à l'échange d'ambassadeurs.

L'agence saoudienne n'a fourni aucun détail sur l'objet et la durée de la visite du colonel Kadhafi. On pense toutefois que celle-ci aura pour objectif d'aplanir les divergences qui ont surgi récemment entre les deux pays à propos de la signature de l'accord israélo-libanais. Le dirigeant libyen pourrait également effectuer à l'occasion de cette visite le petit pèlerinage (Al Omra) à La Mecque. - (A.F.P., U.P.I.)

**EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ**  
**CAPELOU**  
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE  
Reputés pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (Intérieur : 0,85, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : lés, letex, polyéthylène. Style ou moderne. Grand choix en exposition.  
37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro : Frenelle - Tél. 357.46.35

(Publicité)  
**CONNAISSANCE D'ISRAËL**  
Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal  
75007 PARIS  
M. David CATARIVAS  
1) Modèle sioniste et réalité israélienne.  
Lundi 13 juin, 20 h 30.  
2) L'antisémitisme et les médias.  
Mardi 14 juin, 19 h 30.

الشرق الأوسط



1550

(Publicité)

## référé à Kaboul

Le docteur Angourard, président du Mouvement pour la paix, a adressé un texte de protestation au peuple afghan (M.S.R.) pour lui faire part de sa solidarité.

## souffrant

Le docteur Angourard, président du Mouvement pour la paix, a adressé un texte de protestation au peuple afghan (M.S.R.) pour lui faire part de sa solidarité.

## ORIENT

### Israël

### des cimetières

Le docteur Angourard, président du Mouvement pour la paix, a adressé un texte de protestation au peuple afghan (M.S.R.) pour lui faire part de sa solidarité.

## Israël auraient accepté la « guerre verbale »

Le docteur Angourard, président du Mouvement pour la paix, a adressé un texte de protestation au peuple afghan (M.S.R.) pour lui faire part de sa solidarité.

**LE MONDE**  
diplomatique

NUMÉRO 1000

Le docteur Angourard, président du Mouvement pour la paix, a adressé un texte de protestation au peuple afghan (M.S.R.) pour lui faire part de sa solidarité.

# 7 peintres pour la paix

Les tableaux reproduits sur cette page résultent d'une recherche libre entre toutes. Sur le thème de la paix, sept fois repris, réévalué, travaillé ou retravaillé, chacun de ces sept maîtres de l'art français accomplit son métier d'homme en faisant son métier de peintre. « L'accrochage » de ces œuvres sur les murs de Paris donne à la Fête pour la Paix du 19 juin la dignité d'un événement culturel. A n'en pas douter, dans cette figuration de l'espérance, chacune, chacun de ceux qui se rendront, ce jour-là, au bois de Vincennes, à l'appel des « Cent », reconnaîtront leur combat personnel pour la beauté, pour la bonté. C'est-à-dire, en bonne logique, pour la vie.

Des posters reproduisant ces sept tableaux peuvent être commandés à l'Appel des 100 (15, av. Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 502-18-00), ils seront vendus au bois de Vincennes, le 19 juin.

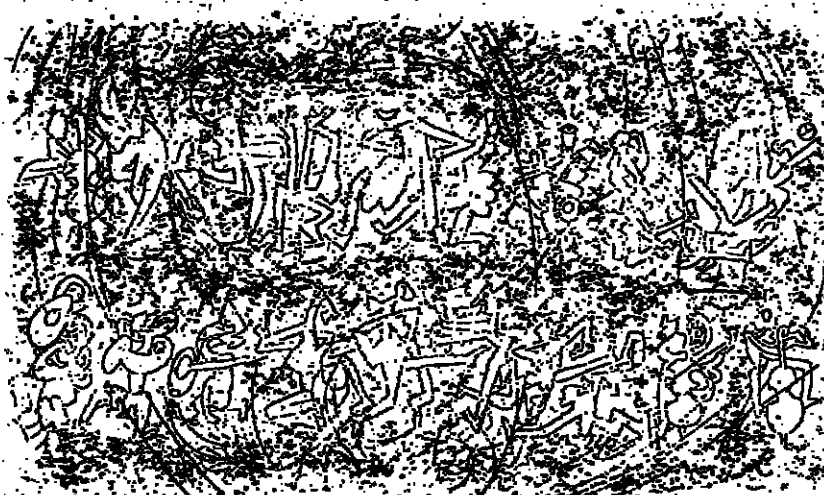
FÊTE POUR LA PAIX 19 JUIN 83 PARIS

APPEL DES 100

Gilles Aillaud



Arroyo



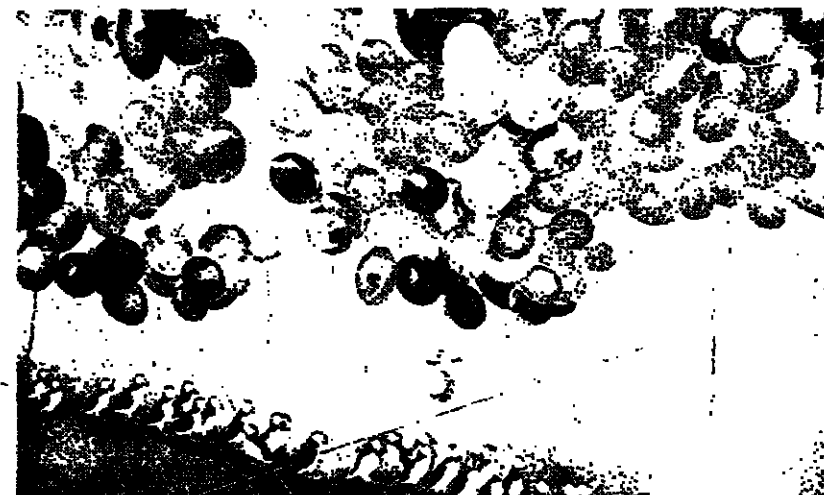
Fête pour la Paix/ Appel des 100/ 19 juin 1983/ Paris

Matta



E. Pignon-Ernest

Cueco



Fête pour la Paix/ Appel des 100/ 19 juin 1983/ Paris

Monory



Rancillac

Dimanche 19 juin, 12 heures, au bois de Vincennes (pelouse de Reuilly) : pique-nique géant.

Repas et boissons vendus sur place au profit de l'Appel des 100. Apéritif-concert avec Catherine Lara et Bernard Lubat.

Tout l'après-midi, animés par Yves Mourousi et Raoul Sangla, allocutions, témoignages et spectacles avec : Dick Annegarn, Brenda Wootton, Myriam Makaba, Odours, Catherine Ribeiro, Maxime Lefebvre, Irradié, Sapho, Irakere, Les Forbans, Jazabel-Rock, Lucila Galeazzi, Rachid Ghari, Jean-Michel Kaidan Group, Annie et Didier Degremont, Danielle Kelder, Pick-Up, Brice Kapel, Alexandre Pandey et Paris-Night, Jean-Jacques Milteau et Mavro Serr and Friends.

Espace enfants avec Gérard Kunian, Billy, Silvio Bolino, John Guez, théâtre d'animation Alain Duverne, etc.

17 h 30 : Appel final. Lâcher de ballons géant.

Nos ressources proviennent exclusivement de contributions personnelles ou collectives, et l'une des conditions du succès de cette entreprise passe par l'appui financier de ceux qui prennent le parti de la vie. Contributions financières à Yvonne Breteau CCP 95374 Y Paris

## Les pendules à l'heure

**PATRICK JARREAU.**

- La politique de défense ne soulève aucun problème
- La question d'une politique de rechange ne se pose pas

**ELIMIN'**  
sans produits  
**MOU**  
et insecte

Appareil breveté  
pour éliminer les mites  
pour vêtements

Pour vêtements en cuir  
Utilisable en cuisine  
Garantie totale

Parts et r...  
30 cl de la  
Province  
BP 502-4

« La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Dans une situation tendue où la droite passe à l'offensive face à des travailleurs sur lesquels pleuvent les coups de l'austérité, l'intervention de François Mitterrand est totalement hors jeu. La plupart des problèmes politiques ont été noyés sous le flux de généralités répétitives. A se demander si le président lui-même croit encore à une politique qu'il affirme la seule possible. Or cette politique, c'est de plus en plus évident pour les travailleurs, même sous droit à l'échec. »

Le ministre a ajouté : « Quand on est dans une majorité, à plus forte raison dans le gouvernement, il faut avoir le sens des responsabilités, le souci de la cohésion, de l'efficacité, pour servir une politique. C'est ce qu'a dit le président de la République, ce qu'est le pouvoir à ce qu'il a dit. Mais sur autant, est-ce que nous avons besoin, dans notre pays, d'un gouvernement, d'une majorité, de partis politiques, voire de syndicats, qui avanceraient tous du même pas, qui feraient la même chose, une majorité robotisée, un bloc monolithique ? J'ai beaucoup réfléchi avec mes amis sur cette question. Nous avons observé certaines expériences ailleurs, et nous considérons que ce n'est pas du tout un type de vie politique qu'il d'institutions qui soient conformes à la tradition de notre pays, à ses valeurs, à ses principes, à ses idées. Ce n'est pas ce que nous voulons : les critiques ailleurs, et le pouvoir chez nous, c'est tout à fait évident. Je crois, et je ne suis pas le seul à penser comme cela, qu'il est préférable (...) qu'il y ait des climatiseurs. »

● Le **secrétaire national du P.S.** souligne la « volonté » exprimée par M. Mitterrand « à propos de l'effort demandé aux Français pour que réussisse la politique d'assainissement, condition d'un nouvel essor industriel. Rien ne dispensera de cet effort, il n'y a pas de politique de rechange, il n'y a pas de solution miracle ».

● M. Eric HINTERMANN, président de l'Amicale social-démocrate, membre du P.S. : « Le président a donné aux Français toutes les raisons de le soutenir (...) Mais comment le faire activement si, au sein du parti socialiste, certains passent leur temps à répandre le doute ? »

● La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Dans une situation tendue où la droite passe à l'offensive face à des travailleurs sur lesquels pleuvent les coups de l'austérité, l'intervention du Français républicain est totalement hors de propos. La plupart des problèmes politiques ont été nuyés sous le flot de généralités répétitives. A se demander si le président lui-même croit encore à une politique qu'il affirme la seule possible. Or cette politique, c'est de plus en plus évident pour les travailleurs, même tout droit à l'échec. »

Documentation contre  
enveloppe timbrée à  
votre nom, adressée à :  
**La Gazette du Parlement**  
5, rue des Jardins  
92600 Asnières  
551.69.18 733.64.41

Le sondage de la SIFRES établit aussi le choix des électeurs dans les deux éventualités, listes séparées et liste unique. Dans les deux cas, les proportions de 1979 sont inversées. Les intentions de vote se favorisent pour la liste R.P.R. d'établissements à 59 % des personnes interrogées (en 1979 la liste U.D.F. avait recueilli 16,31 % des voix et la liste de M<sup>me</sup> Vélizy 27,60 %). On constate, dans ce cas, 13 % des sympathisants U.D.F. vœux pour la liste R.P.R. alors que 6 % de R.P.R. voteraient pour la liste U.D.F. Dans l'hypothèse d'une liste unique et d'opposition, celle-ci recueille exactement 50 % des intentions de vote. Le point perdu par rapport à l'hypo-

Quelques jours après ce sondage, une autre enquête de la Sofres réalisée le 20 au 26 mai pour un groupe de journaux de province montrait que, si seulement 34 % des personnes interrogées éprouvaient de la « sympathie » pour M. Chirac, 60 % croyaient en lui et un « homme d'avenir » et 41 % estimaient qu'il « ferait un bon président de la République », alors que 28 % seulement étaient de cet avis en décembre 1979.

Le maire de Paris affirme donc qu'il prépare les échéances normales. Il estime en effet que, à la différence de 1968, « il n'existe pas aujourd'hui de structures partisans ou syndicales capables de promouvoir ou de récupérer le mécontentement populaire, car les partis politiques sont légalistes et les syndicats d'opposition trop faibles ».

**ANDRÉ PASSERON.**

Pratiquer l'anglais à

**MALTE**

au soleil de la Méditerranée

Logement en famille, appartements ou hôtels en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées tous les jours.

**ANDRÉ PASSERON**

 Pratiquer l'anglais à  
**MALTE**  
au soleil de la Méditerranée

Logement en famille, appartements ou hôtels  
en bord de mer. Cours pour adultes, cours  
spéciaux pour jeunes de 12 à 18 ans pendant  
toute l'année.

Brochure gratuite - CUB A3 - 506 94 59  
10, rue St-Marc 75002 Paris

**LES ANTIQUAIRES  
AU CHÂTEAU DE VERSAILLES**

**LES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES  
VOUS ACCUEILLENT AU CHÂTEAU DE VERSAILLES**

*Dans l'Orangerie de Versailles  
85 des plus grands antiquaires  
exposent sur 5000 m<sup>2</sup> des centaines de chefs-  
d'œuvre.*

*Agréé par le Ministère de la Culture,  
le Salon des Antiquaires à Versailles se veut  
un patrimoine artistique*

*Un rendez-vous exceptionnel avec l'exceptionnel*

**- Du 3 au 12 juin 1983 de 10 h à 21 h à l'Orangerie -**

**DISPONIBLE  
FIN MAI**

**LA GAZETTE DU PARLEMENT**  
LE MAGAZINE OFFICIEL DU PARLEMENT  
Document autorisé par la Commission des Publications



**LES ABONNÉS**

Membres de la Chambre  
Membres du Sénat  
Membres du Parlement  
Membres du Conseil  
Membres du Comité  
Membres du Bureau  
Membres du Comité  
Membres du Bureau  
Membres du Comité  
Membres du Bureau

**PLUS DE 1'600  
PROFESSEURS DE SCOLAIRE**

**Documentation timbrée  
enveloppe timbrée à  
votre nom, adressée à :**  
**La Gazette du Parlement**  
**5, rue des Jardins**  
**95600 Asnières**

551.09.18 733.64.41

**LES ANTIQUAIRES  
AU CHÂTEAU DE VERSAILLES**

**LES PLUS GRANDS ANTIQUAIRES  
VOUS ACCUEILLENT AU CHÂTEAU DE VERSAILLES**

*Dans l'Orangerie de Versailles  
85 des plus grands antiquaires  
exposent sur 5000 m<sup>2</sup> des centaines de chefs-  
d'œuvre*

*Agréé par le Ministère de la Culture  
le Salon des Antiquaires à Versailles se veut  
un patrimoine artistique*

*Un rendez-vous exceptionnel avec l'exceptionnel*

**- Du 3 au 12 juin 1983 de 10 h à 21 h à l'Orangerie -**

ES  
SAILLES  
RES  
VERSAILLES.  
...  
s  
l'œuvre de l'art.  
ure,  
un hommage  
ceptionnel.  
rie de Versailles

de «primaire» dans l'opposition, M. Chirac recueillait 30 % des voix et M. Giscard d'Estaing 22 % (le 26 avril 1981, M. Chirac avait obtenu 17,9 % des voix et M. Giscard d'Estaing 28,3 %).


En cas de primaire avec M. Barre, celui-ci recueillirait 20 % des voix et le maire de Paris 31 %. Dans ces deux hypothèses, M. Mitterrand arriverait en tête avec 33 % des suffrages (25,8 % le 26 avril 1981), mais M. Marchais ne recueillirait que 9 % (15,3 % il y a deux ans).

Quelques jours après ce sondage, une autre enquête de la Sofres réalisée du 28 au 26 mai pour un groupe de journaux de province montrait que, si seulement 34 % des personnes interrogées éprouvaient de la «sympathie» pour M. Chirac, 60 % voyaient en lui un «homme d'avenir» et 41 % estimaient qu'il «ferait un bon président de la République», alors que 28 % seulement étaient de cet avis en décembre 1979.

Il se défend donc, par cette explication, de vouloir menacer à quoi que ce soit la légitimité du pouvoir. Mais, en prenant sans tarder une initiative en matière européenne, en insistant sur la nécessité de l'union de l'opposition, en développant l'audience de son mouvement à travers le pays, le président du R.P.R. s'efforce de préparer de plus en plus les conditions de l'alternance à son profit.

**ANDRÉ PASSERON.**

Préparez l'anglais à



**MALTE**  
au soleil de la Méditerranée

Logement en famille, appartement ou hôtel  
à prix de bon marché pour étudiants, tout  
spécialement pour jeunes de tous âges après  
toute l'année.

Brochure gratuite. Club A3. 506.94.59  
10, rue St-Marc 75006 Paris



# LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Le rôle des « enseignants-chercheurs »

L'Assemblée nationale continue, le 9 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Les obligations des enseignants sont détaillées par l'article 53, qui évoque notamment la notion de « tutorat ». Si cette notion « choque » le R.P.R., l'U.D.F., en revanche, n'a pas d'objection de principe, mais s'interroge sur son contenu. Après que M. Savary, ministre de l'éducation nationale, ait expliqué que ce tutorat « pourra prendre la forme, soit de simple conseil d'orientation, soit d'une mise à niveau de certaines matières », les amendements supprimant l'inclusion du tutorat parmi les activités des enseignants-chercheurs sont retirés.

Le projet gouvernemental précisait aussi que « le service des enseignants-chercheurs s'exerce pendant la totalité de l'année civile » et qu'un décret au Conseil d'Etat fixerait les modalités de l'obligation de résidence. La majorité elle-même conteste la formulation du projet de loi, estimant qu'il convient de mettre les « obligations » des enseignants en parallèle avec leurs « droits ». C'est pourquoi, sur proposition de M. Cassaigne (P.S., Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, il est finalement décidé d'indiquer simplement : « Un décret en Conseil d'Etat précise les droits et obligations

des enseignants-chercheurs, notamment de leur présence dans l'établissement ». La référence législative au travail durant toute l'année civile et à l'obligation de résidence est ainsi supprimée. Mais M. Savary a clairement indiqué, pour expliquer l'esprit du décret qu'il prendra, que cette dernière obligation figurait déjà dans un décret de 1901 et qu'elle est « une condition indispensable d'une bonne insertion dans la vie universitaire ». Il a aussi ajouté que s'il n'était pas question « de faire pointer quiconque, ni de procéder à je ne sais quel contrôle », il regrette, « et c'est une honte, qu'un certain nombre d'enseignants résident systématiquement hors de la ville où ils enseignent ».

L'appréciation du travail des enseignants est organisée par l'article 54, qui prévoit que leur « qualification », leur « recrutement », leur « affectation » dépendent d'une instance nationale où ne figureront que « des enseignants-chercheurs et personnels assimilés d'un rang au moins égal » à celui de l'intéressé. Le projet précisait que l'« appréciation » portée par la commission locale est transmise au ministre de l'éducation nationale avec « l'avis du président ou du directeur de l'établissement, qui peut l'accompagner de tous les éléments et informations recueillis, notamment auprès des différents conseils de

l'établissement ou auprès des différentes catégories de personnels ou d'usagers ».

Cette possibilité de notation par les étudiants de leurs professeurs soulève un tollé de la part de l'opposition. M. Bourg-Broc et M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) parlent tous deux de « délation ». M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) évoque, lui, l'« inquisition ». M. Savary reconnaît que c'est lui qui a eu « l'initiative de cette rédaction parce que, dit-il, je souhaitais que les étudiants aient leur mot à dire ». Il ajoute que « cela n'a rien de révolutionnaire », puisque c'est « une pratique fort courante aux Etats-Unis », qu'elle a été instituée il y a quinze ans à l'ENSA, et que les élèves d'H.E.C. « remplissent en fin d'année un questionnaire du même ordre ».

Bien que M. Dumas (P.S., Dordogne) ait affirmé qu'il n'y avait « rien d'anormal à demander aux membres de la communauté universitaire de juger ceux qui participent à sa vie », la commission propose la suppression de ces dispositions, non pas qu'elle en suspecte le « fond », explique M. Cassaigne, mais pour éviter « toute interprétation abusive et malveillante ». Le ministre se rallie à cette proposition, « parce que les intentions qui inspiraient cette mesure n'étaient pas assez clairement perçues », mais il ajoute : « L'idée fera son chemin parce qu'elle est juste : il faut la laisser mûrir, dans le respect des consciences et dans la concertation ». L'Assemblée suit la proposition de la commission.

La fin de cet article prévoit que des non-fonctionnaires « peuvent être recrutés et titularisés à tous niveaux de la hiérarchie des corps d'enseignants-chercheurs » (il s'agit de permettre le recrutement au tour extérieur), et que des étrangers « peuvent être nommés dans un tel corps ».

Enfin, l'Assemblée accepte la possible création d'un « comité départemental de coordination des formations supérieures » dans chaque département.

Th. B.

## AU SÉNAT

## L'incitation et l'aide au suicide : un délit

Le Sénat a examiné et adopté, jeudi 9 juin, une proposition de loi de M. Dailly et de ses collègues de la Gauche démocratique tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide. Ce texte institue une incrimination et transpose, pour le suicide, les dispositions du code de la santé publique relatives à l'incitation et à l'usage des stupéfiants et à la pratique de l'avortement.

Pourquoi le Sénat - et en particulier M. Dailly (Seine-et-Marne) - s'est-il préoccupé du suicide ? L'achat et la lecture de *Suicide, mode d'emploi* (Editions Alain Morgan) l'ont édifié. La présence de cet ouvrage à proximité de suicides l'ont inquiété. L'absence de décision malgré ses demandes répétées de la part des ministres concernés l'ont convaincu de prendre une initiative. Les préoccupations de diverses associations et les lettres d'encouragement l'ont conduit à persévérer.

Le suicide, « véritable fléau social », estime-t-il, est le deuxième facteur de mortalité après les accidents de la route. Vouloir en réprimer l'incitation et l'aide, n'est, dit-il, ni liberticide, ni rétrograde, ni de circonstance.

M. Badinter rappelle des chiffres : le taux pour 100 000 habitants était - entre 1976 et 1978 - de 17,5 en France, 41,9 en Hongrie et 24,5 en Finlande. Certes en augmentation - 8 741 en 1977, 10 500 en 1980 - le nombre des suicides est toutefois inférieur à ce qu'il était au début de ce siècle. Il n'empêche, relève le garde des sceaux, que le suicide « est le droit fondamental pour un être de disposer de sa vie ».

L'élément en la matière n'est pas facile. M. Badinter en veut pour preuve que, au sein de la commission de révision du code pénal, aucun consensus ne s'est dégagé, en raison des difficultés pratiques d'application. Un exemple : un enfant de parents divorcés met fin à ses jours ; comment éviter que les dispositions prévues ne soient utilisées par l'un des parents pour moti-

ver une plainte avec constitution de partie civile ?

Pour M. Badinter, cette proposition ouvre plus de voies à la réflexion qu'elle n'apporte de solution. Il déclare : « L'incrimination nouvelle présente quelques risques pour la liberté de pensée et d'expression. Il y a dans la littérature - Goethe, Schopenhauer, Camus - bien des pages consacrées par la civilisation qui sont dédiées au suicide. Devrait-on enlever des poursuites à l'égard de tels textes ? »

M. Dreyfus-Schmidt (P.S., Territoire de Belfort) voit dans les dispositions envisagées une censure de la presse, de la littérature et de la science. Et il invite ses collègues à « se garder d'une démagogie précipitée, qui risque de mettre en péril ce bien précieux, la liberté d'éditer ».

Après que l'article premier qui institue un délit d'incitation et d'aide au suicide, eut été voté par 206 voix contre 92 (socialistes et communistes), l'ensemble de la proposition est adopté.

D'autre part, le Sénat a adopté, jeudi 9 juin, les textes suivants : projet de loi portant intégration de certaines catégories de personnels en fonction dans les établissements d'enseignement secondaire ou dans les services administratifs du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie et dépendances dans les corps de fonctionnaires de l'Etat ; projet de loi portant validation des résultats du concours 1980 des chargés de recherches (secteur sciences sociales) de l'Institut national de la recherche agronomique ; projet de loi relatif aux dispositions particulières à l'élection des sénateurs des départements de la Guadeloupe, de

la Guyane, de la Martinique et de la Réunion (M. Pillot, Un. cent., Loire, rapporteur de la commission des lois, rappelle que, conformément à la Constitution, ces nouvelles collectivités régionales d'outre-mer doivent participer à la désignation des sénateurs. S'agissant de régions monodépartementales, les conseillers régionaux élus le 20 février dernier participeront aux élections sénatoriales) ; projet de loi organique relatif aux candidats admis au concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (session 1976) ; et projet de loi relatif aux greffiers en chef stagiaires nommés à la suite du même concours ; proposition de loi des six sénateurs représentant les Français de l'étranger tendant à modifier et à compléter la loi du 9 janvier 1973 en matière de naturalisation.

A. CH.

● **Groupe d'étude sur la situation des Français détenus à l'étranger** vient d'être constitué à l'Assemblée nationale. Il est ainsi composé : président : M. Lydie Dupuy (P.S., Gers) ; vice-présidents : M. Manuel Escutia (P.S., Paris), M. Jacques Godfrain (R.P.R., Aveyron), M. Mugestte Jacquaint (P.C., Seine-Saint-Denis), et M. Olivier Stura (U.D.F., Calvados).

ERRATUM. - Si pour M. François Léotard le président de la République ajoute le vice à d'autres défauts, c'est parce que « devant le couple infernal - inflation-chômage le chef de l'Etat joue les voyeurs » et non « joue les voyeurs », comme une coquille l'a fait dire au secrétaire général du parti républicain, dans nos éditions du 10 juin.

**JAKARTA à partir de 3995 F**

Vol aller/retour au départ de Paris

**DELTA VOYAGES et agences agréées**  
Paris 75005, 54, rue des Ecoles, tél. : 634-21-17

## Publicité

- Y-a-t-il une alternative de gauche au plan Delors ?
- Quelle crise dans la gauche ?
- Un parti féministe révolutionnaire ?
- Quel mouvement étudiant aujourd'hui ?
- Quel courant de gauche dans la C.F.D.T. ? (interview de Patrick Rozemblatt)
- H. Bouchard est-elle au P.S.U. ? (interview de P. Lemaire, gauche du P.S.U.)
- Pinochet tombera-t-il cette année ?

**A Berlin... la lutte contre la guerre**

...Liban, Syrie, Pologne...

et des réponses dans

**Pour l'autogestion**

mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire

en vente 5 F. dans les librairies parisiennes, auprès des militants et au siège du journal : 42, rue d'Artois, 75002 PARIS

SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE



**Vous êtes branché sur Programme France.**

La Compagnie Boussac Saint Frères, un nom qui fait partie du patrimoine français. Un groupe aux marques et aux griffes prestigieuses : Ted Lapidus, Pierre Clarence... Un groupe qui, sous les marques Tissus Boussac, Cosserat et Risler, crée et produit les tissus de tous les grands maîtres du style sur l'écran de la chaîne mode : Jousse, Mic Mac, Cacharel, Anastasia, Saint-Clair, Balloon, Hechter... Ces artistes de la "mode in France" vous enveloppent de leur onde de charme et vous habillent aux couleurs de la séduction. Vous êtes branché sur Programme France : Fréquence Boussac.

**BOUSSAC** mode.

A suivre...

## POLITIQUE

### Le contentieux électoral des municipales

**SARCELLES (Val-d'Oise) :** M. Henry Canacos (P.C.), ancien maire de Sarcelles, dont le conseil municipal a été suspendu par le tribunal administratif de Versailles, a déposé un recours au Conseil d'Etat contre cette décision, qui lui semble « empreinte de préoccupations politiques » et « nuit » à Sarcelles, dont « le développement sera bloqué » pendant plusieurs mois. La délégation spéciale de sept membres doit

administrer la ville jusqu'à ce qu'un nouveau conseil municipal soit désigné. **MARSEILLE :** le tribunal administratif de Marseille a rejeté, jeudi 9 juin, les requêtes déposées par l'opposition dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> secteurs de la ville. Le président du tribunal, M. Jehan, a précisé que les motifs de cette décision « seront rendus publics dans huit jours ». Le commissaire du gouvernement,

M. Bobelin, s'était prononcé pour le rejet de ces requêtes (le Monde du 28 mai). Les requérants ont manifesté l'intention de déposer un recours au Conseil d'Etat. **NICE (Alpes-Maritimes) :** le tribunal administratif de Nice a rejeté, jeudi 9 juin, la requête en annulation de M. Max Gallo (P.S.), actuel secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, tête de liste de l'Union de la gauche aux dernières élections municipales contre M. Jacques Médéric, maire, député (app. R.P.R.), réélu au premier tour.

**DANS LE VAL-DE-MARNE :** le bureau de l'Association départementale des élus communistes et républicains (qui compte quelque quatre cent cinquante adhérents) a assuré les élus de gauche de Limeil-Brevannes et de Choisy-le-Roi « sa solidarité totale face à [un] verdict qui bafoue avec un cynisme sans

précédent le suffrage universel ». Les élus du Val-de-Marne sont appelés à une manifestation organisée le lundi 13 juin, à 17 h 30, au métro Mairie-d'Ivry. Dans un communiqué commun de protestation, les fédérations départementales du P.S. et du P.C. estiment que « la situation, franchement inéquitable, traduit une opération politique menée avec un acharnement particulièrement suspect ».

**DRAGUIGNAN (Var) :** le commissaire du gouvernement a conclu, jeudi 9 juin, à l'annulation du scrutin, qui s'était soldé, au second tour, par le succès de la liste du maire sortant, M. Edouard Soldani (P.S.), sénateur. Le tribunal administratif rendra son jugement la semaine prochaine.

#### Villepinte : sans émotion

Le moins qu'on puisse dire c'est que Villepinte (Seine-Saint-Denis) n'était pas, loin de là, en ébullition le jeudi 9 juin dans la matinée, au lendemain de l'annonce de la décision du tribunal administratif de Paris (le Monde du 10 juin). Mais bien des Villepintois que nous avons interrogés ignoraient encore la nouvelle. Et lorsqu'on la leur apprenait, la grande majorité d'entre eux ne manifestait guère de surprise. « Tout est bien qui finit bien », nous disait avec un sourire entendu un commerçant du quartier de la gare, mais la seule chose qui puisse me surprendre c'est qu'il ait fallu autant de temps pour en arriver là... »

Non, décidément, la petite ville (17 500 habitants), qui ne sait pas très bien si elle est un peu provinciale, un peu campagnarde ou tout à fait banlieusarde, ne s'est guère émue. « Tout le monde vous le dira : la fraude était connue de tout Villepinte au soir même du scrutin ! » « Affirmatif », rétorque un autre. « Il est, et cela mérite d'être souligné, ab-so-lu-ment a-normal, insiste-t-il, que la liste soit passée dans de telles conditions ! C'est le 6 mars à minuit qu'il fallait annuler les opérations... »

Même ceux qui ont choisi de voter communiste disent leur désaccord, tel ce vieux militant : « J'ai cinquante-huit ans, et j'ai toujours voté P.C. S'il faut revoter demain, je voterai dans la même couleur, évidemment, mais à une condition, que ce monsieur ne figure plus sur les listes... Ce qu'il a fait là est tout simplement écœurant, inadmissi-

ble. » Et comme il y a toujours un plaisantin de service en faction dans tout bistrot qui se respecte, celui-ci dira sans sourcilier : « Que voulez-vous, Baraglioli, c'est un Corse... Suivez mon regard. Il a cru qu'il était comme là-bas, chez lui, et qu'on pouvait tripoter tout à son aise. »

Plus sérieux sont les parents d'élèves qui auraient déjà l'intention de demander la révocation pure et simple d'un homme qui a failli à son devoir et qui ne peut continuer à être directeur d'école. A la mairie, l'employée à la réception évince promptement les intrus qui souhaitent rencontrer l'ancien maire : « Ils sont en réunion... » « Oui, mais jusqu'à quand ? » « Vous savez, ces réunions, on sait quand ça commence mais pas quand ça finit ! »

M. Roger Lefort (R.P.R.), l'ancien maire d'avant 1977, redevenu maire depuis hier à la place de M. Baraglioli (P.C.), entend bien, lui, que « cela finisse ». « Le tribunal a fait son travail, un travail impeccable et honnête... Nous allons de ce pas à la préfecture de Bobigny demander au préfet de faire le nécessaire pour que ce monsieur vide les lieux, comme le loi l'exige. » Parce qu'il n'y a « ni équivoque ni interprétation tendancieuse », et parce qu'il est bien clair que le tribunal a procédé à la proclamation des élus du 6 mars en rectifiant la liste frauduleusement proclamée. État de fait que les Villepintois semblent bien agréer dans leur plus grande majorité...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

• M. André Rosinot, secrétaire général, et M. Yves Galland, vice-président, dans une lettre adressée à M. Didier Bariani, président du parti radical, se prononcent en faveur d'une modification des statuts de leur parti. Cette modification permettrait à M. Bariani, au terme de son deuxième mandat de président, de présenter à nouveau sa candidature, lors du congrès du parti prévu avant la fin de l'année. Les statuts du parti radical limitent en effet à quatre années consécutives — autrement dit à une seule réélection — l'exercice du mandat de président.

Ainsi, deux candidats potentiels à la présidence du parti radical se manifestent en faveur de la réélection de M. Bariani, qui, si les statuts du parti étaient modifiés, affronterait M. Olivier Stirn, député du Calvados, seul candidat officiel pour le moment. Il n'est pas sûr cependant que cette modification des statuts ne rencontre pas des réserves. M. Brigitte Gros (sénateur des Yvelines) estime, par exemple, que M. Bariani prend aujourd'hui « un virage insolite que les événements ne justifient pas ». Elle explique : « Hier, notre parti devait à tout prix proposer une société réformatrice et pluraliste pour freiner la montée d'une droite musclée et revancharde. Aujourd'hui, on doit s'aligner sur les positions de cette même droite (...). »

#### M. FITTERMAN : « Je suis absolument stupéfié par ces décisions »

M. Charles Fitterman, ministre des transports, qui s'exprimait, jeudi soir 9 juin, sur Antenne 2, au cours de l'émission « L'heure de vérité », a évoqué le contentieux des résultats des élections municipales. Il a notamment déclaré : « Je suis absolument stupéfié par ces décisions. Je connais personnellement très bien le maire de Choisy-le-Roi, Louis Luc, un homme dont tout le monde connaît l'intégrité et l'honnêteté. »

Après avoir souligné que, dans cette ville, la liste de gauche est arrivée en tête avec 2 700 voix d'avance, M. Fitterman a ajouté : « Casser une telle élection, désigner une délégation spéciale parce que, parait-il, il y avait quelques bulletins qui n'étaient pas tout à fait bien décomptés, je dis qu'il y a là quelque chose qui me chiffonne et qui m'intrigue (...). » Surtout, a-t-il ajouté, « dans un moment où, dans les communes qui ont été gagnées par la droite, nous assistons en ce moment — et je regrette qu'on n'en parle pas plus — à une véritable chasse aux sorcières, avec des licenciements de secrétaires généraux, de directeurs de maison culturelle, d'employés communaux, où on assiste à un véritable asservissement des services culturels ou d'associations, parce qu'on veut leur dicter leur politique (...). »

#### M. JOSPIN CHEZ ALSTHOM

#### Arrête, tu vas nous faire pleurer !

« Arrête, tu vas nous faire pleurer ! Passe-moi ton mouchoir. » M. Lionel Jospin défendait la politique d'atténuation aux privilèges engagée par le gouvernement — impôt sur la fortune, tranche à 65 % de l'impôt sur les revenus — jeudi 9 juin, devant l'entrée de l'usine Alsthom-Atlantique de Saint-Ouen, lorsqu'un jeune homme — « C'est l'autorité contre les travailleurs. On est à gauche ou on l'est pas. » — l'a ainsi interpellé. Pas très représentatif, sans doute. A qui la faute ?

La fédération de la Seine-Saint-Denis du P.S. avait organisé une rencontre avec les salariés de cette entreprise, filiale de la C.G.E. nationalisée, à 18 h 30. Or les ouvriers quittent l'usine à 15 h 45. Résultat : le premier secrétaire du P.S. s'est retrouvé face à une douzaine de militants d'extrême gauche (Organisation communiste marxiste-léniniste, groupuscule maoïste ; Ligue communiste révolutionnaire, trotskiste), une poignée de syndicalistes représentant l'extrême gauche de la C.F.D.T., autant de militants socialistes et quelques individus, ces deux dernières catégories regrettant amèrement que « seuls les gauchos prennent la parole ».

M. Jospin n'est jamais aussi bon débattre, semble-t-il, que lorsqu'il est violemment attaqué. Cela tombait plutôt bien. « Dire que la politique actuelle est moins bonne pour les travailleurs que celle de la droite, c'est faire le jeu de la droite », a-t-il ré-

pandu au secrétaire de section C.F.D.T.

« Les lois Auroux, c'est du pipou ! », affirmait l'autre. « Faites les vivre ! », a dit M. Jospin, qui a encouragé son auditoire à ne pas tout attendre « d'en haut », à contribuer à l'application, sur le terrain, des lois votées au Parlement.

Il est vrai que, chez Alsthom, cela ne va pas de soi. Comme s'il s'agissait d'illustrer le comportement d'une direction qui a mauvaise réputation, un gardien a photographié honteusement les participants à la réunion, jusqu'à ce que, au terme d'une brève et vive bousculade, son film soit confisqué.

Et l'emprunt obligataire, l'impôt exceptionnel, le 1 % supplémentaire pour la Sécurité sociale ? « Alors, c'est pas à nous de payer ? Il faut tout de même rappeler que la population active est composée à 80 % de salariés. La question posée est celle de savoir si les salariés ont, eux aussi, des efforts à faire. Sinon, il faut dire tout de suite : nous sommes faits seulement pour obéir et rendre le pouvoir à la droite », a fait remarquer le premier secrétaire du P.S.

Pas convaincu, un militant d'extrême gauche a noté pour sa part : « La bourgeoisie descend dans la rue. On lui cède, on lui cède. Aux travailleurs, on dit : si vous faites grève, vous faites le jeu de la droite. »

JEAN-YVES L'HOMEAU.

• M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a répliqué, jeudi 9 juin, aux propos du secrétaire général du R.P.R., M. Bernard Pons, selon lequel M. François Mitterrand ne devrait pas s'occuper, à l'avenir, qu'on lui demande de « rendre des comptes personnellement » puisqu'il est apparu « décidé (...) à assumer toute la responsabilité de l'action gouvernementale » (le Monde du 10 juin).

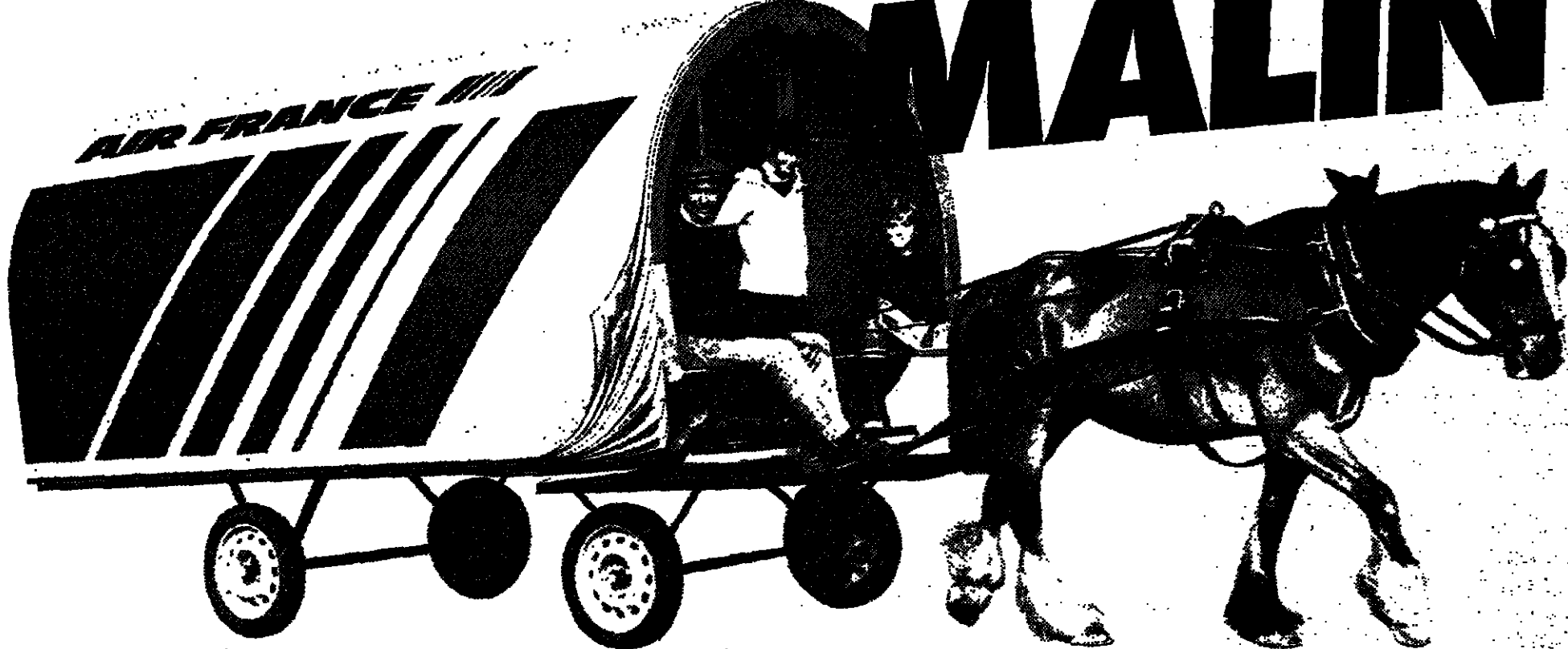
« Pour qui se réclame de la fa-

milite gaulliste, il y a là une fousse naïveté », a souligné le secrétaire d'Etat. « C'est au président de la République de définir la politique [que] le premier ministre met en œuvre. Dans la logique des institutions, cela n'implique pas un surcroît d'autorité du président de la République ni une diminution de celle du premier ministre. Que les supposés héritiers du gaullisme découvrent, pour des fins de petite politique, cette réalité aujourd'hui, c'est leur problème. »

# 1580<sup>F</sup> DUBLIN.

ALLER-RETOUR.

# MALIN !



A partir du 15 juin, vous pourrez rejoindre Dublin tous les jours en Boeing 737 au départ de Paris-Charles de Gaulle, Aéroport 2, l'Aéroport Express, en Classe Affaires ou en Classe Economique. En Classe Economique,

vous pourrez bénéficier du tarif Air France-Vacances\* à 1580 F aller-retour sur les vols des mardi-mercredi et jeudi. Vous pourrez également réserver dès l'achat de votre billet une chambre d'hôtel.

Exemple : séjour d'une semaine en hôtel + petit déjeuner : 1610 F dont 1150 F en devises. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou des agences Air France sur les autres tarifs spéciaux.

\*Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

## AIR FRANCE-VACANCES



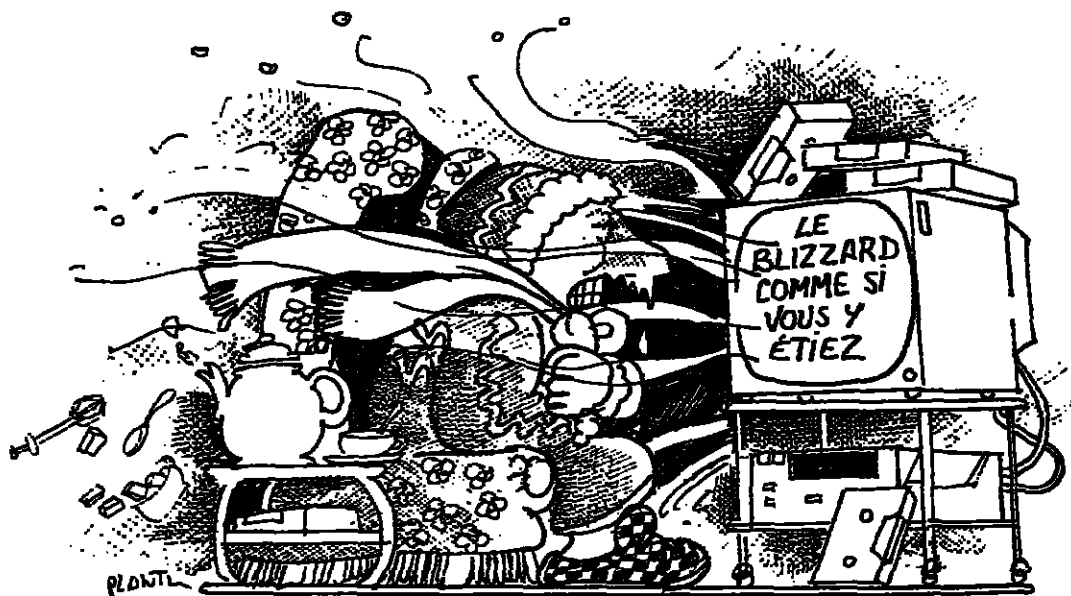
55 من الامارات

Le Monde

# LOISIRS ET TOURISME

## VOYAGES EN CONSERVE

*Le voyage est devenu une industrie. Notamment parce qu'on le met en conserve. Diapositive, film, cassette vidéo, vidéodisque et cassette tout court : toutes les ressources techniques de l'audiovisuel sont sollicitées pour faire revivre l'exotisme et le dépaysement. Les expériences se multiplient, mais le succès commercial tarde.*



(Dessin de PLANTU.)

### VOIR

#### Des pays sous la loupe de la caméra

La meilleure préparation au voyage, c'est encore un film. Le *Taxi mauve* qui chante l'Irlande, *Duel* et ses canons monstrueux sur les routes du Nevada, *L'Homme de Rio*, furieusement carioca, donnent le goût d'aller voir là-bas si le rêve semé dans une salle obscure correspond à la réalité.

Partant de cette constatation, certains voyageurs impénitents se sont dit : « Et si nous allions un peu plus loin que ces chroniques romanesques qui figent la connaissance que l'on peut avoir d'un pays et qui, même, empêchent de rencontrer celui-ci ? Et si nous racontions les coulisses du monde ? »

On a donc vu fleurir sur les Abribus, sur les poteaux des grands boulevards et aux portes des universités des affichettes ou des panneaux bicolores invitant à assister à une projection de diapositives, ou de films sur « La Chine du milliard » ou sur « Le Zanskar retrouvé ».

Pas si téméraires que ça, ces petits photographes et ces cinéastes débutants qui invitent à partir ! Le public parisien ou provincial continue à fréquenter ce genre de manifestations, même si le style « salle Feytaud » avec projection et conférencier vieillit doucement. La fringale de découverte et de dépaysement qui a saisi les jeunes comme les retraités depuis une dizaine d'années y trouve l'occasion de s'aiguiser encore.

#### A bas les gorilles !

Pierre Brouwers, journaliste et photographe, avait décidé, il y a trois ans, de renouveler la conférence audiovisuelle de papa-globe-trotter. Il voulait en finir avec les fondus enchaînés de cartes postales où les couchers de soleil ne cèdent la place qu'aux habits de fête des tribus primitives. A bas les « gorilles du bout du monde » et les « volcans des mers du Sud » !

Il s'agissait pour lui de restituer la réalité la plus humaine et la plus quotidienne. En quelque sorte, de mener à bien, dans le domaine audiovisuel, une approche sociologique que la collection « Petite Planète » a réussie dans le domaine de l'écrit.

Pierre Brouwers a conçu deux spectacles, deux diaporamas : New-York-Los Angeles et San Francisco.

Tous deux consistent en la projection de plusieurs centaines de photos couleur soulignées par une bande sonore quasiment synchrone qui alterne les bruits de la rue, les entre-tiens et un commentaire liant le tout. Les marginaux représentent les morceaux de résistance de ces spectacles, parce qu'ils sortent de l'ordinaire et qu'ils fascinent la France profonde : le musée des tatouages, la prison d'Alcatraz, les homosexuels sans complexe, une clinique pour chics, les graffiti du métro de New-York et les joueurs de pétanque français du Golden Gate Park.

Certains professionnels du tourisme avaient jugé un peu faciles ces gros plans sur les fesses tatouées d'homosexuels californiens. Après tout, privilégier ces extravagances, n'est-ce pas aussi « taré » que de projeter des vues de la grande pyramide ou de la place Rouge ?

Pierre Brouwers semble avoir tenu compte de ces critiques, ainsi que des difficultés qu'il a rencontrées pour faire reconnaître le diaporama comme un vrai spectacle. Voici qu'il a décidé de jouer la carte du cinéma. Il a conçu et réalisé, avec son équipe de Focale 5, deux films-reportages, *Australie* et *Canada*.

*Australie* est un long métrage d'une heure et demie. L'auteur a voulu rendre sensible au spectateur les vingt-cinq heures d'aviation nécessaires pour aller depuis l'Europe sur cette île et faire toucher du doigt le vide et l'immensité de ce continent. De courtes séquences présentent le kaléidoscope australien. On y jauge le caractère britannique indélébile qu'imposent à la colonie les bagarriers de Sa Gracieuse Majesté. N'y a-t-il pas un Hyde Park Corner à Sydney ? Melbourne est donnée d'une vitalité culturelle hors pair : on y a inventé la pièce de théâtre jouée dans le tramway. La séquence sur les « road trains », camions monstrueux de quatre-vingts roues, donne la mesure des milliers de kilomètres à parcourir pour relier les villes-oasis où se sont réfugiés la majorité des quatorze millions d'habitants.

L'impression de solitude est particulièrement forte lorsqu'on assiste à une classe-radio, c'est-à-dire au cours de maths ou d'histoire effectués devant l'enseignant de Kalgoorlie

à l'intention des enfants isolés à des centaines de kilomètres de là dans les fermes immenses. Et les avions-ambulances. Et les aborigènes perdus au seuil du vingt et unième siècle. Et les habitations troglodytes des chercheurs d'opale. Et les masques en bois qui transportent les minerais cueillis à fleur de terre dans cette véritable caverne d'Ali Baba. Et les millions de moutons. Et quelques kangourous tout de même.

#### Le coup de cœur ou la géographie ?

Les similitudes avec les diaporamas antérieurs ne manquent pas : les projections programmées, cet hiver, à Paris, salle Chaillot-Galliera, ne suffisent pas à équilibrer le budget de chaque film. Pierre Brouwers s'est donc tourné une fois de plus vers des « sponsors » qui ont accouché leur panneau au spectacle : l'agence Tours 33 a misé sur *Australie* ; Jet'Am, Intervac et Canadian National ont aidé *Canada*. Focale 5 propose des projections aux écoles, aux collectivités, aux comités d'entreprise, aux centres culturels et aux agences de voyages.

Du côté des innovations, on notera le style plus classique de ces films qui, sans délaisser les extrêmes (l'Australie exporte des chameaux en Arabie Saoudite ; les curés canadiens font jouer leurs ouailles au bingo), montrent des aspects plus conformes à la réalité du pays. Au risque de tourner au documentaire, par exemple avec l'interview du responsable du développement du port d'Adélaïde.

Ce spectacle de voyages, film ou diaporama, est un genre qui se cherche encore. Il hésite entre plusieurs styles : la belle photo et le reportage, le témoignage sociologique et le documentaire, « Petite Planète » et « Que sais-je ? », le coup de cœur et la géographie. Il a bien du mal à trouver les circuits de commercialisation adaptés.

Il n'empêche : il existe un public pour voir et entendre un pays s'animer sur l'écran. Pierre Brouwers et ses émules ont le mérite de tenter de répondre à ce besoin d'ailleurs.

ALAIN FAUJAS.

\* Focale 5, 14, rue des Moines, 75017 Paris. Tél. (1) 226-44-46.

### ENTENDRE

#### Un guide dans le walkman

Le lecteur de cassettes va-t-il faire partie désormais de la panoplie du touriste ? Une société - Audio-Guide - lance en effet, sur le marché des cassettes qui permettent « une visite guidée et commentée » (1) de certains quartiers de Paris.

Plus de livre à la main ni de lunettes sur le nez, mais le walkman en bandoulière. Si l'idée est intéressante, sa concrétisation en est délicate. Raconter, par exemple, l'île de la Cité en quarante minutes témoigne d'un goût certain du risque. Juste de quoi humer l'air. Mais il est vrai que les touristes sont bien souvent des gens pressés.

« Bonjour ! » commence la cassette, et rendez-vous est donné au pied de la statue d'Henri IV. Impossible de se tromper, la voix s'élève dans l'oreille la station de métro la plus proche et toutes les lignes d'autobus qui desservent le bon roi Henri dont l'effigie, assure la bande, fut la première « dressée sur la place publique en France ». Puis invitation est faite de visiter le square du Vert-Galant, « l'œuvre de paix et de tranquillité ».

#### Et Thomas Mann ?

Une fois cette mise en jambe terminée commence la visite de l'île. Il s'agit d'aller de l'Institut de France au pont au Double en passant par la place Dauphine, le quai de l'Horloge, le boulevard du Palais, la Sainte-Chapelle, le parvis de Notre-Dame, la rue des Chantres et le square Jean-XXIII. Une heure et quart de promenade dans « le berceau de la France » annonce un peu pompeusement la voix.

Positif, le plan vendu avec la cassette et qui permet de bien se repérer. Positives encore, les indications données sur les heures d'ouverture des musées ouverts au cours de la flânerie. Positives toujours, les anecdotes

qui émaient les longs discours sur l'architecture de la Sainte-Chapelle et de Notre-Dame. Ainsi le promeneur apprend que le tour Bonbec, une des tours de la façade du Palais de justice, était au temps jadis un lieu de torture ; que le parvis de Notre-Dame « ne rend plus compte de l'enchevêtrement des ruelles qu'il y eut de tout temps jusqu'en 1860, date à laquelle des travaux bouleversèrent la physionomie de l'île de la Cité ».

Toujours calmement, la voix glisse à l'oreille que nous l'avons échappé belle à propos de la place Dauphine. Haussmann voulait en effet, raconte-t-elle, transformer ces lieux en « un ensemble grac » pour faire pendant à la façade du Palais de justice. La mise à la retraite du baron remisa le projet dans les cartons. « La place garde aujourd'hui un charme provincial » assure la cassette. C'est vrai. Positifs enfin, ces silences qui, tranquillement, permettent de traverser les rues ou se rendre d'un monument à l'autre.

Le côté négatif, c'est l'absence d'un véritable commentaire historique qui permette de saisir le rôle joué au cours des siècles par l'île de la Cité. Ce commentaire aurait représenté l'introduction indispensable à la découverte des monuments ouverts par le visiteur. La Conciergerie est expédiée. Pas un mot sur les personnages qui hantèrent ses murs pendant les semaines terribles de la Révolution. On sait seulement que la visite de la salle des gardes est gratuite. La cassette est saine, square du Vert-Galant, à propos de la place qui rappelle le souvenir des Templiers brûlés en ces lieux. Grosse affaire pourtant. Place Dauphine, le walkman oublie les flâneries de Thomas Mann et le souvenir de Gérard de Nerval et surtout d'Anatole France qui évoquaient cette place dans le *Manuscrit trouvé à Saragasse* et *Les Deux*

ont soif. Dommage. Ces oublis, faute de « place », sans doute, sont d'autant plus regrettables que notre compagnon sonore, un brin voyeur, s'extremise sur les aventures d'Abélard et Héloïse quand le visiteur parcourt le dédale des petites rues qui enserrant Notre-Dame. Enfin, à propos du parvis de la cathédrale, la crypte archéologique, pourtant d'une grande valeur, ne passionne guère notre mentor puisqu'il signale simplement son existence.

#### Une découverte superficielle

Paris en cassettes est un bon moyen de prendre la balle, lancée par les techniques modernes, au bond. La bande sonore supporte aussi la comparaison face à certains guides pas toujours à la hauteur. Mais il est bien évident qu'il est très difficile d'enfermer l'île de la Cité dans une seule cassette. Il faut donc faire des choix, dictés, bien souvent, par des considérations commerciales. C'est-à-dire basés sur un tourisme de masse. « C'est un appel à la découverte », affirment les responsables de la société Audio-Guide, conscients de ces lacunes.

Reste à savoir si le touriste aura la possibilité de poursuivre seul cette « découverte » et surtout s'il désire aller au-delà de cette vision superficielle d'un quartier de Paris. Il y a tant à voir et à revoir !

JEAN PERRIN.

(1) Cassettes pédestres : « Ile de la Cité », « Marais » et « Quartier Saint-Paul », (anglais, allemand et français). Cassette R.A.T.P. : visite complète de Paris en empruntant les lignes régulières de la Régie. Prix de la cassette : 65 F. Points de vente : office de tourisme de Paris, 127, avenue des Champs-Élysées, grands magasins et certains hôtels.

**PARIS ATHENES**  
à partir de **1090 F**  
aller-retour  
nouvelles frontières  
nous luttons pour le droit au voyage  
74, rue de la Fédération 75015 Paris 273.25.25  
4, rue Billery 38000 Grenoble 07 16 53

**JET EVASION**  
la liberté retrouvée  
ATHENES 1100 F  
AGADIR 1300 F  
MARRAKECH 1250 F  
MALAGA 1050 F  
NEW YORK 2850 F  
VOLS ALLER-RETOUR  
Jet Evasion : Paris 75001 - Tél. : (1) 260.30.85 - 205, rue St-Honoré  
Paris 75005 - Tél. : (1) 354.86.28 - 20, rue Monge  
Novotour : Paris 75001 - Tél. : (1) 296.96.06 - 15, av. de l'Opéra  
Albatros : Creil 60100 - Tél. : (4) 455.40.99 - 39, rue Gambetta

**TUNISIE-CONTACT**  
Plus que jamais  
la liberté a son club :  
Hôtel **CLUB SANGHO**  
à Zarzis  
1 semaine, tout compris : 3200 F  
évasion incluse !  
800 F seulement prélevés sur vos dépenses :  
passport inutile : la carte d'identité suffit.  
Documentation gratuite sur demande  
TUNISIE-CONTACT  
38, rue de Richelieu 75001 PARIS  
236.02.26 & 236.14.23  
CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse  
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028  
538.08.24





## DOUCE FRANCE

## Non, le cyclone n'a pas coulé Tahiti

Le petit monde touristique polynésien est en émoi à cause de Michel Drucker ! Il paraît que la célèbre vedette de la télévision a clamé publiquement qu'elle a renoncé à un projet de vacances à Tahiti parce que le potentiel touristique de l'île avait été dévasté par les cyclones.

L'affaire fait grand bruit à Papeete parce qu'elle risque, selon les professionnels, de dissuader les métropolitains qui en ont les moyens de se rendre en Polynésie, alors que les reportages consacrés par les médias aux effets des cyclones avaient déjà eu des conséquences négatives pour la vie touristique. Il convient donc de ramener les choses à leur juste proportion en soulignant que, contrairement aux déclarations prêtées à Michel Drucker et aux im-

pressions laissées par les médias, les installations touristiques de l'ensemble de la Polynésie n'ont pratiquement pas souffert des cyclones de cet hiver.

Tel sera l'objet de la campagne de promotion que les professionnels locaux ont décidé de lancer en métropole au mois de juin, au moment où doit s'ouvrir une Maison de Tahiti à Paris, avenue de l'Opéra. Il semble, toutefois, que la baisse de la fréquentation d'origine métropolitaine enregistrée par les principaux hôtels de Polynésie (de l'ordre de 25 à 30 % par rapport à 1982 en ce début d'année) s'explique autant, sinon plus, par la rigueur économique que par les cyclones.

Cette campagne de promotion sera néanmoins intéressante à suivre

parce qu'elle constituera la première initiative de la nouvelle organisation mise en place à Tahiti pour le développement de l'industrie touristique. En accord avec les représentants du tourisme local, le conseil de gouvernement de la Polynésie, dirigé par M. Gaston Flosse, ancien député R.P.R., et l'Assemblée territoriale ont, en effet, décidé de confier désormais aux professionnels du secteur privé le soin de prendre en charge les opérations de promotion et d'animation touristiques.

L'ancien office de développement du tourisme de la Polynésie française est remplacé par une structure double. C'est désormais l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et de ses îles (OPATTI) qui est chargé de la promotion touristique générale du terri-

toire. Il est habilité, en tant qu'établissement public territorial, à mettre en œuvre tous les programmes qu'il définira lui-même. La présidence de son conseil d'administration sera assurée par un délégué du conseil de gouvernement du territoire, mais les représentants des professionnels (hôteliers, agences de voyages, autres professions touristiques, transporteurs aériens internationaux et domestiques) seront majoritaires dans cette instance puisqu'ils y occuperont dix sièges contre neuf aux représentants des intérêts publics.

L'OPATTI bénéficiera de l'appui technique d'un nouveau service : le service territorial du tourisme de la Polynésie française qui sera chargé, pour sa part, de la programmation du développement touristique, du suivi des investissements et de la coordination des moyens de fonctionnement des établissements publics ou privés à vocation touristique.

Le premier budget de l'Office a été établi à 262 557 000 FCFP pour 1983, soit environ 14,4 millions de francs (1) : 10 millions de FCFP seront consacrés à la campagne de promotion du mois de juin, moitié à la charge des hôteliers, moitié à la charge de l'Office. Le conseil de gouvernement affirme clairement sa volonté de faire du tourisme la première industrie du territoire. Son objectif est de doubler la capacité d'accueil de la Polynésie d'ici à 1985. Dans un premier temps, le nouvel office veut disposer de 3 000 chambres classées en 1984, contre 2 100 actuellement.

## Touristes haut de gamme

Tout aussi clairement, la majorité locale et les professionnels sont d'accord pour viser une clientèle de haut de gamme, et développer donc un tourisme de luxe, contrairement à la politique menée par les États-Unis à Hawaï. A vrai dire, la Polynésie n'a guère le choix. Le coût élevé du transport aérien conditionne le choix d'une clientèle aisée. Dans un rapport d'information, la commission des affaires économiques du Sénat vient toutefois de souligner à quel point les ambitions touristiques du territoire se heurtent à des contraintes locales ou internationales : insuffisance de la capacité d'accueil, absence d'une politique cohérente au cours de la dernière décennie, inadéquation du personnel aux exigences d'une clientèle internationale, médiocre démarrage des marchés extérieurs, places d'avions insuffisantes au départ de Paris, etc.

Dans ce contexte, la tâche du nouvel office de tourisme polynésien réclamera, à moyen et long terme, de la part des professionnels et des élus locaux, intelligemment associés, beaucoup plus d'imagination et de constance dans l'effort que n'en exige leur réplique d'aujourd'hui à Michel Drucker.

ALAIN ROLLAT.

(1) 1 franc du Pacifique vaut 0,055 franc français.

## ARRAS

## Un beffroi et des places

Le week-end prochain, cap au Nord. Une heure trente d'autoroute depuis Paris et voici Arras, la capitale de l'Artois. Au rendez-vous : Vauban, Rembrandt, Robespierre, Adam de la Halle et... les places. La grande et la petite dominées par le beffroi et bordées par cent cinquante-cinq maisons à arcades et pignons ornements, supportées par trois cent quarante-cinq colonnes de grès. Un ensemble architectural unique en Europe. Le style caractéristique des pays du Nord que l'on retrouve en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne mais jamais dans une unité aussi parfaite. La Flandre dans toute sa magnificence et sa richesse.

Dans les petites rues qui enserrant la cathédrale, on se souvient encore d'Adam de la Halle, dit le Bossu, fameux trouvère du treizième siècle qui composa notamment le *Jeu de Robin et de Marion*, considéré comme le premier opéra-comique qui ait été joué en France. Il est vrai que l'homme débambola beaucoup aussi en Italie. Ce bossu eut pour contemporains, Gautier d'Arras, Jean Bodel, auteur du célèbre *Jeu de saint Nicolas* et du *Congé*, nom donné à ses adieux au monde quand, rongé par la lèpre, il décida de se retirer dans un couvent. Deux trouvères qui valaient bien les troubadours de la langue d'oc.

Au quatorzième siècle, les ducs de Bourgogne, qui gouvernaient l'Artois, lancèrent la fabrication des tapisseries de haute lice. Les bourgeois se montrèrent si bon commerçants et les artisans si habiles que la renommée de la ville dépassa les frontières et concurrence celle des ateliers de Tournai. Aujourd'hui encore, en Italie, une tapisserie ancienne s'appelle une « arazzi ». On peut découvrir une œuvre de cette époque au musée de la ville, installé dans les superbes bâtiments de l'ancienne abbaye bénédictine de Saint-Vaast.

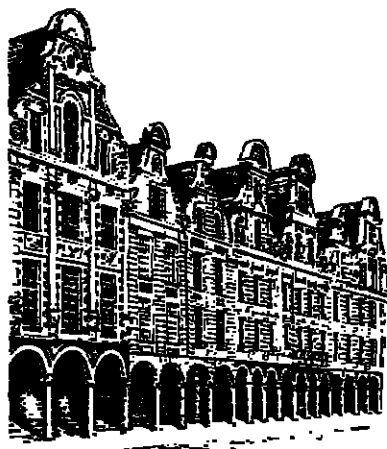
Une visite à Arras peut être une bonne introduction à l'année Vauban. En 1659, par le traité des Pyrénées, la cité est en effet rattachée à la France de Louis XIV. Vauban, naturellement, accourt. Il y bâtit une énorme forteresse aux dômes impressionnants. La citadelle comprend également une porte monumentale, une chapelle baroque et aimable et des casernes dont il n'est pas inutile de rappeler que

« rien n'était trop beau pour les chefs de la ville ».

Le dix-huitième siècle va marquer Arras. L'hôtel des États d'Artois, l'hôtel de Beaufort, le théâtre, l'hôtel de Guignes et surtout la place Victor-Hugo, une des rares places octogonales de France, annoncent la

fête, sur cette petite place dite des Héros, c'est Bruegel. La nuit sous les arcades, un décor pour Rembrandt.

Toujours sous cette petite place existe un formidable labyrinthe de souterrains (entrée par le beffroi) qui file au-delà d'Arras. Murs de



richesse de la ville. A cette époque, un jeune avocat, après des études à Paris, revient dans sa ville natale. Il s'installe 9-rue du Rat-Porteur. Il se passionne pour les « idées nouvelles ». Il est élu député au Tiers-Etat. Il s'appelle Maximilien de Robespierre. La maison qu'il habite existe toujours et la rue porte désormais le nom de l'incorruptible.

Une visite au collège Saint-Joseph, ouvert sur l'emplacement de l'ancien château de la Gouvernance, lieu probable de la détention de Jeanne d'Arc, une promenade rue Saint-Aubert et voici les places. « En pierre ou en briques et sans aucune saillie », avec pignon à volute, les maisons, restaurées, se dressent au-dessus des pavés. Les façades reposent sur des arcades à colonnes qui protègent des indigents les marchands de grains venus participer aux marchés. Sous les pavés se trouvent des caves à deux ou trois étages. Cette richesse architecturale, on la doit à la claustration de l'échevinage qui, dès 1583, réglementa le droit à bâtir, un « permis de construire » avant la lettre, qui ne tolérât sur les places que la construction de maisons sur colonnades. Les jours de marché et de

craie. Impressionnant et curieux. Connus dès le dixième siècle, ces souterrains ont participé à l'histoire mouvementée de la ville.

La construction récente de la maison du conseil général « abîme » la rue d'Amiens, bordée de belles maisons bourgeoises, où, au numéro 55 de cette artère, demeure le souvenir de Verlaine. Le poète profita de son séjour dans la cité pour écrire quelques vers : « Belle, très au-dessus de toute la contrée, se dresse éperdument la tour démesurée d'un gothique beffroi... »

J. P.

\* Office du tourisme, 7, place du Marché-Foch, Arras (Pas-de-Calais) ; tél. (21) 51-26-95. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hansmann, 75009 Paris ; tél. (1) 770-59-62.

## DECOUVREZ L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Une région où le soleil est comme chez lui.

Un pays où la lumière, les couleurs, la douceur sont partout, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque vallée, sur les pics ou au fond des gorges, sous les tonnelles des auberges ou dans l'accent des habitants.

Midi-Pyrénées, ce sont 8 départements où toutes les vacances sont possibles : sportives, artistiques, gastronomiques, détente, découverte, randonnées, les possibilités sont infinies et l'émerveillement permanent.

## L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

(61) 47.11.12 BP 2000 31017 TOULOUSE  
Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

**SUMATRA, JAVA, BALI**  
Circuit 16 jours 13400 F  
+ BORNEO et CELEBES 23 jours 23450 F  
**DELTA VOYAGES et agences agréées**  
Paris 75005, 54, rue des Écoles, tél. : 634-21-17

**YUGOSLAV AIRLINES**  
**PARIS-DUBROVNIK : 1.630 Frs**

\* Aller et retour en vols vacances directs. Départs tous les samedis. Possibilité d'1 semaine en pension complète dans un hôtel\*\*\* en juin : 630 F en juillet-août : 840 F.

Renseignements et documentation  
**OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE**  
Tél. 288.07.07  
J.A.T. Tél. 288.06.06  
31, boulevard des Italiens  
75002 PARIS

**Le Monde des PHILATÉLISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de Juin (72 pages)

**LES COLIS POSTAUX D'ALSACE-LORRAINE**

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

24, rue Chauchat Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 824-40-22

**A Malte, avec 1.000F vous irez loin...**

Malte vous accueille les bras ouverts. L'hospitalité du peuple maltais, une Méditerranée pure et cristalline, 6.000 ans d'histoire passionnante, des fêtes de village uniques... et surtout, un coût de la vie très avantageux, font de Malte un lieu de villégiature attrayant.

Voyageurs par vol régulier Airmalta, vous aurez droit, dès l'arrivée, à un livret de coupons gratuit (valeur approximative 190 F).

Contactez sans tarder votre agence de voyages ou Airmalta et Bureau de Tourisme de Malte Champs Élysées 92 - 75008 Paris

Tél. Paris : 01/5631753 Tél. Lyon : 7/8372085

**Les Iles Maltaises**  
Le soleil et le cœur sur la main.

## DE VOYAGE

Le week-end prochain, cap au Nord. Une heure trente d'autoroute depuis Paris et voici Arras, la capitale de l'Artois. Au rendez-vous : Vauban, Rembrandt, Robespierre, Adam de la Halle et... les places. La grande et la petite dominées par le beffroi et bordées par cent cinquante-cinq maisons à arcades et pignons ornements, supportées par trois cent quarante-cinq colonnes de grès. Un ensemble architectural unique en Europe. Le style caractéristique des pays du Nord que l'on retrouve en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne mais jamais dans une unité aussi parfaite. La Flandre dans toute sa magnificence et sa richesse.

Dans les petites rues qui enserrant la cathédrale, on se souvient encore d'Adam de la Halle, dit le Bossu, fameux trouvère du treizième siècle qui composa notamment le *Jeu de Robin et de Marion*, considéré comme le premier opéra-comique qui ait été joué en France. Il est vrai que l'homme débambola beaucoup aussi en Italie. Ce bossu eut pour contemporains, Gautier d'Arras, Jean Bodel, auteur du célèbre *Jeu de saint Nicolas* et du *Congé*, nom donné à ses adieux au monde quand, rongé par la lèpre, il décida de se retirer dans un couvent. Deux trouvères qui valaient bien les troubadours de la langue d'oc.

Au quatorzième siècle, les ducs de Bourgogne, qui gouvernaient l'Artois, lancèrent la fabrication des tapisseries de haute lice. Les bourgeois se montrèrent si bon commerçants et les artisans si habiles que la renommée de la ville dépassa les frontières et concurrence celle des ateliers de Tournai. Aujourd'hui encore, en Italie, une tapisserie ancienne s'appelle une « arazzi ». On peut découvrir une œuvre de cette époque au musée de la ville, installé dans les superbes bâtiments de l'ancienne abbaye bénédictine de Saint-Vaast.

Une visite à Arras peut être une bonne introduction à l'année Vauban. En 1659, par le traité des Pyrénées, la cité est en effet rattachée à la France de Louis XIV. Vauban, naturellement, accourt. Il y bâtit une énorme forteresse aux dômes impressionnants. La citadelle comprend également une porte monumentale, une chapelle baroque et aimable et des casernes dont il n'est pas inutile de rappeler que

**DUR 1150F**

**TE FRANÇAIS**  
**LYPÉNEES**

## Equitation

### Le Conseil supérieur est invalidé

La chronique agitée de la construction d'une nouvelle politique de l'équitation - annoncée il y a quelques mois (le Monde du 4 décembre 1982) - vient de s'enrichir, ces derniers semaines, d'un étonnant chassé-croisé.

A la fin de l'année dernière, le Conseil supérieur de l'équitation (C.S.E.), organisme consultatif placé auprès du premier ministre afin d'éclairer ses choix en la matière, et présidé depuis janvier 1982 par M. Nelly Commergnat, remet à M. Pierre Mauroy son rapport annuel, dont les propositions de réforme suscitent une vive controverse (le Monde des 5, 13 et 22 janvier 1983). En vertu du décret n° 71-673 du 11 août 1971, il revient à un comité interministériel, présidé par le premier ministre, de se prononcer sur les travaux du C.S.E. On parle de février 1983.

Élections municipales, remaniement ministériel, les semaines passent, sans comité interministériel de l'équitation. On annonce enfin, pour le 24 mai, la tenue de ce comité. Mais, entre-temps, le tribunal administratif de Paris a donné droit à la requête d'un ancien membre du C.S.E., nommé avant le 10 mai 1981, qui contestait la manière dont son mandat avait été interrompu, et quatre nouveaux membres nommés par un arrêté du premier ministre en date du 25 janvier 1982. Les quatre nouveaux membres du C.S.E. - dont M. Nelly Commergnat, député socialiste de la Creuse - sont invalidés...

Arrive le 24 mai, date prévue pour le comité. Ce jour-là, le premier ministre est retardé - retenu à l'Élysée, précise-t-on à son cabinet. Ces deux éléments - le retard du premier ministre, l'invalidation du C.S.E. et de sa présidente, qui devait être entendue par le comité - se combinent, affirme-t-on de même source, pour entraîner l'annulation du comité interministériel.

Un coup pour rien. Il ne reste plus qu'à repartir sur des bases plus solides. On indique, au cabinet de M. Pierre Mauroy, qu'il ne faut pas laisser se prolonger un « vide juridique » le premier ministre reconstruira un nouveau C.S.E. dans les formes légales avant la fin du mois de juin. Puis, toujours avant le début de juillet, un comité interministériel devrait se tenir avec l'ordre du jour prévu initialement, à savoir la définition d'une politique de l'équitation, à partir de l'examen des propositions contenues dans le rapport du C.S.E.

On considère en effet, à l'hôtel Matignon, que malgré le jugement du tribunal administratif, le C.S.E. « siègeait de droit » et que ses propositions restent « recevables » en tant que telles par le comité interministériel.

On notera enfin que le prédécesseur de M. Nelly Commergnat à la présidence du C.S.E. avait, lui, bel et bien démissionné. Rien donc ne semble empêcher le premier ministre de nommer de nouveau, s'il le souhaite, l'élue socialiste de la Creuse comme présidente du C.S.E.

J.-L. A.

### « Nous développerons les classes de poney »

nous déclare le nouveau président du Poney-Club de France

Le Poney-Club de France vient de se doter d'un nouveau président, âgé seulement de trente-cinq ans. Inspecteur d'équitation, ancien cavalier de concours complet et de dressage, M. Christian Carrière était déjà membre du comité de direction de cet organisme, depuis 1976. Il définit, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les orientations de la politique qu'il entend mener pour développer l'équitation sur poney, fer de lance de l'équitation tout court, et outil pédagogique privilégié.

« Quelle a été selon vous l'évolution de l'équitation sur poney depuis la création du Poney-Club de France en 1971 ?

« J'ai le sentiment que, pendant les premières années, l'équitation sur poney a été un peu obligée d'imiter, pour les petits, l'équitation sur chevaux. A mon sens, ce n'est pas critiqueable. C'était une nécessité pour que le monde du poney se fasse admettre auprès du monde du cheval. Cela étant, je crois que les choses sont advenues depuis maintenant trois ou quatre ans, cinq peut-être.

« Votre élection représente-t-elle le changement à la tête du Poney-Club de France ?

« Je ne pense pas avoir été élu pour gérer les affaires courantes, mais pour apporter un sang nouveau, pour apporter surtout un développement. Nous sommes dix-sept mille aujourd'hui ; j'ai dit, et je crois que nous tiendrons cet objectif, que nous serons trente mille en 1984 et vraisemblablement cent mille en 1988.

« L'équitation sur poney comporte une dimension éducative importante. Souhaitiez-vous mettre l'accent sur cet aspect ?

« Sur le plan éducatif, nous nous sommes rendu compte, en particulier par des expériences avec des enfants handicapés, avec des enfants en difficulté, que l'équitation sur poney était un rééquilibrant extraordinaire. Je souhaite que ces valeurs éducatives, équilibrantes, soient mises en exergue beaucoup plus qu'elles ne l'ont été jusqu'ici, peut-être parce que nous avions d'autres préoccupations et peut-être aussi en fonction de la personnalité des responsables : la préoccupation est peut-être restée un peu sur les seuls problèmes de compétition.

« Pensez-vous que la « championnats », ait fait des ravages en France ?

« Je ne crois pas encore qu'on en soit là. Toujours pour les mêmes raisons, il a fallu démontrer que les poneys pouvaient faire des épreuves sportives au même titre que les chevaux - on les voit même parfois dépasser les chevaux dans les épreuves de chevaux - et démontrer qu'ils étaient compétitifs.

« Dans le cadre de la Fédération équestre internationale, il existe des compétitions de poneys internationales. Il est normal que la France soit représentée à ce niveau. Je crois que cela a été fait, cela a été assez bien réussi. Je pense seulement que cette part de notre activité ne nécessite pas la concentration de tous nos efforts sur elle seule.

« Par ailleurs, ces épreuves internationales sont ouvertes à des poneys de qualité. Qui dit poney de qualité dit qu'il faut trouver des acheteurs et des propriétaires de ces poneys. Si nous continuons dans cette seule voie, effectivement, nous arriverons au fait que ces compétitions seront réservées à un petit nombre de privilégiés.

« Il ne faut pas casser ce qui existe, mais il faut ouvrir aux jeunes une voie sportive qui soit plus en rapport avec ce qu'ils font - avec ce qu'ils apprennent - qu'avec la qualité des poneys. Sur ce plan, nous avons une possibilité d'innover peut-être plus importante que la Fédération équestre française (F.E.F.), dans la mesure où nous n'avons pas de contraintes olympiques. Dès 1984, nous mettrons en place une voie supplémentaire de compétition qui ouvrira officiellement la porte aux non-propriétaires de poneys. C'est tout à fait réalisable sur le plan financier, et cela nous semble tout à fait sain sur le plan du développement.

« Avez-vous des projets précis pour populariser l'équitation sur poney ?

« Le meilleur moyen de démontrer que notre activité n'est pas une activité de privilégiés, c'est de poney à l'école, la classe de découverte à poney (l'ancienne « classe verte »). La « classe de découverte », par définition, c'est une classe entière qui va passer une semaine ou quinze jours dans un poney-club. Dès la rentrée prochaine, nous allons développer ces « classes de découverte ».

« Par le biais des centres de vacances, on touche aussi toutes les classes sociales. Là encore, il va falloir faire un effort. Ces centres reçoivent beaucoup d'enfants dans le cadre des comités d'entreprise. Co-

rons franchi un grand pas dans le sens d'une démocratisation, parce que les ministères vont se rendre compte qu'effectivement nous touchons tout le monde.

« Comment situez-vous vos fonctions dans le contexte politique de 1983 ?

« La situation du Poney-Club de France ne peut être assimilée à celle de la F.E.F. De par la nature du Poney-Club de France, l'ensemble des pratiquants de l'équitation sur poney n'est pas teinté sociologiquement. Il y a dans les poney-clubs, aussi bien chez les pratiquants que chez les responsables, des gens de toutes pensées sur le plan politique.

« La manière de défendre nos activités ne doit pas être conditionnée par un problème politique. Si je conserve ma liberté de choix de vote, le Poney-Club de France doit avoir les contacts nécessaires et constructifs avec les responsables du gouvernement, quel que soit ce gouvernement. En matière de loisir social, en matière de développement du poney, nos objectifs, ceux des responsables du Poney-Club de France, des poney-clubs, et ceux du gouvernement, convergent. Ce n'est pas tant sur les objectifs que sur les moyens pour les atteindre que les hommes s'affrontent. S'il y a chez les hommes des idéologies qui ne s'accrochent pas sur tous les points, en ce qui concerne l'équitation sur poney, je suis convaincu que leurs positions convergent. Pour ce qui est des moyens à mettre en œuvre, je me garderai de tout jugement hâtif avant de connaître les réponses des différents ministères aux propositions que je leur adresserai d'ici les vacances ».

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

**U.S.A. NEW-YORK** à partir de **2 850 F. AL.**

**ÉTÉ 83**

**MONTREAL/QUEBEC** à partir de **2 990 F. AL.**

## HÔTELS

### Campagne

**07260 JOYEUSE ARDÈCHE**

**HOTEL LES CÈDRES\*\* NN.**  
Bord rivière avec vue sur 40 chèvres et cft sal. T.V. pens. 1/2 pers. Logis de France T.C.B. park parc  
T. (75) 39.40.60.

### ôte d'Azur

**06600 ANTIBES**

**J m plage HOTEL-MOTEL MERCATOR**  
18 studios. Cuisine équipée, s. de b., w.c. Tél., parking, jardin, salon idéé, prov. golf, tennis, parc boisé.  
Juin-sept. 2 pers. 195 F. 3 pers. + 53  
120, chemin des Croix - Tél. (93) 33-50-75

**06500 MENTON**

**HOTEL CÉLINE-ROSE\*\* NN**  
57. av. de Sospel. 06500 MENTON  
Tél. (93) 28-28-38.  
Chambres tt conf., calme et ensoleillé. Cuisine familiale. Ascenseur. Jardin. Pens. compl. été 83, 150 à 175 F. T.T.C.

### Mer

**COTE NORMANDE**

**GRAND HOTEL\*\*\* NN**  
14910 Blonville-sur-Mer  
Tél. : (31) 87-90-54 - Tél. 170385  
à 200 km de Paris, 3 km de Deauville  
Directement sur la plage  
Rest. REINE MATHILDE  
(cuisine bourgeoise)  
Pour vos détente et vos vacances

**SAINT-JEAN-DE-MONTS**  
28, bd Leclerc - 85160 - Tél. (51) 58-21-01  
Encore quelques places disponibles  
Jusqu'au 10 juillet  
et à partir du 18 août 1983.  
Hôtel-restaurant « ROBINSON » NN.

### Montagne

**05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)**

**LE VILLARD-Tel. (92) 45-42-08**  
Chambres et duplex avec cuisine. 2 à 6 pers.  
Tarif spécial juin et septembre.

**SAVOIE, COL DES SAISIES**

**HOTEL RESIDENCE PLEIN SOLEIL**  
COL DES SAISIES (1650 m)  
73620 HAUTELUCE  
près Megève, au centre pays Mt Blanc  
alpes, sentiers propices à la marche,  
station bien achalandée, cheval, tennis,  
résidence tous services : appartements gd confort (2/8 pers.), lingerie, entretien,  
traiteur, restaurant.  
Location simple : 38 \$ à 125 F  
la semaine 1/2 pension et pension  
complète : 86 à 150 F.  
Réduction pour les enfants.  
Ecrire ou tél. : (79) 31.34.90  
Société GKS, 73620 Hauteluce.

### Pays-Basque

**64400 OLORON STE-MARIE**

**HOTEL RESTAURANT DU BÉARN\*\***  
64400-OLORON Tél. (59) 39-09-99  
Déjeuner gastronomique demi-pension  
Proximité Pays Basque Espagne  
Montagne - Récursions

### Provence

**ROUSSILLON - 84220 GORGES**

Découvrez le petit hôtel de charme du Luberon. Haut confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à proximité.

**MAS DE GARRIGON\*\*\***  
Roussillon 84220 Gorges.  
Tél. : (90) 75-63-22.  
Accueil : Christiane RECH.

### Italie

**HOTEL LA FENICE**  
DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés  
Réservation : 41-32-333 VENISE  
Tél. : 411150 FENICE I  
Directeur : Dante Apollonio.

### Suisse

**ASCONA**

**MONTI VERITA\*\*\***  
Maison renommée. Situation magnifique et tranquille.  
Pisc. chauff. Tennis. Tél. 1941-93-01-81

**CH-3962 CRANS-MONTANA (Valais)**  
Hôtel CRANS-AMBAASSADOR\*\*\*\*  
Tél. 19-41/27-41-52-22 TX 38 176  
50 chambres et suites tout confort.  
Piscine couverte, sauna, bar, grill-room.  
Situation plein sud à la croisée des  
promenades en forêt. Tennis, golf,  
équitation, pêche, ski d'été, patinoire.  
J. REV, proprié-  
taire - Chaîne des Hôtels de Suisse  
Un pays de vacances merveilleux.

**CH-3963 CRANS-SUR-SIERRE (Valais)**  
Hôtel BEAU-SITE\*\*\*\*  
1941/27-41 33 12  
Ambiance familiale, cuisine soignée, po-  
tic bar, lift, jardin. En demi-pension 5,60  
à 70 F (env. 218 à 255 FF.) ouverture  
18 juin.

**LEYSIN (Alpes valdaises)**

Ligne Paris-Milan. A  
quelques km de Léman l'été  
sur l'Alpe. Climat tonique,  
promenades, lacs alpins, pisc. patin.  
tennis, minigolf : GRATUIT. La Suisse  
pas plus chère : pens. compl. ds F.F. 155.  
Offre Dée par Office Tourisme  
CH-1854 LEYSIN  
Téléphone : 19-41/25/34-22-44

**HOTEL LA PAIX**  
Vraies vacances dans chalet suisse  
authentique. Atout N° 1 : calme et  
ambiance familiale. Pens. compl. ds  
FF 165. Tél. 1941/25/341375, CH-1854  
Leyzin.

## IRRESISTIBLE TAORMINA

La beauté naturelle et la majesté de ses paysages, ses calanques isolées, ses plages et ses lieux historiques auxquels vient s'ajouter en arrière plan le mystérieux Mont Etna, font de Taormina l'une des stations balnéaires les plus séduisantes du monde.

Faites confiance à CATA HOTELS ASSOCIATION qui vous garantit des vacances dont le souvenir restera gravé dans votre mémoire pour la vie.

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages, ou écrivez à CATA HOTELS, TAORMINA, SICILE.



**ÉTÉ 83**

**SAN FRANCISCO LOS ANGELES** à partir de **4 940 F**

**AIRCOM SETI 25, rue La Botte 75008 PARIS**

## LA VIE D'ARTISTE PENDANT 1 SEMAINE POUR 1150F

Nous sommes tous des artistes. Alors pourquoi ne pas profiter des vacances pour laisser éclater son talent ou sa sensibilité.

Un exemple ? Un stage poterie en Midi-Pyrénées coûte 1150F. En 6 jours, vous allez apprendre tous les secrets du tour, de la cuisson, de l'émaillage et donner libre cours à votre créativité.

Attention, la vie d'artiste ce n'est pas la bohème : vous êtes hébergé en gîte ou en chambres pour une ou deux personnes.

Enfin, si vous préférez la peinture, le tissage, la menuiserie, la musique et le cuir, téléphonez-nous.

**C'EST ÇA L'ÉTÉ FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES**

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

**(61) 471.12 BP2000 31017 TOULOUSE**  
Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

**Les Antilles de Touring Vacances**

Catalogue dans toutes les agences Havas Voyages et à l'Espace Touring Vacances, 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Tél. : 296.51.41

## RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

**ARCACHON**

Route de la Côte d'Argent  
128, bd de la Côte d'Argent  
33313 ARCACHON - Tél. (56) 83-43-91

**GORGES DU TARN**

AU CŒUR DU PARC DES CÉVENNES  
LES RÉSIDENCES D'ESPAGNAC  
T2, T3, cuisine équipée, cellier, parking  
T2 (33,20 m²) : 210 500 F  
Location gratuite - Crédit possible 90 %  
CABINET S. PASTOR  
Point 2000, av. Villeneuve-d'Angoulême  
34000 Montpellier - Tél. (66) 34-07-96

**CIMIEZ**  
(Alpes-Maritimes)  
Petit immeuble très calme. Terminé depuis 3 ans, très beau 2 pièces. Cuisine entièrement équipée. Salle de bains en marbre rose. 58 m² + terrasse plein sud + grand garage. 2 caves. 500 000 F.  
Frais réduits.  
Tél. : (93) 20.45.99.

**Vends Villa standing 210 m²**

Grande terrasse sur mer - Plage 200 mètres située Môle Gaudeloupe - 3 chambres - 1 salle de bains - 2 w.c. - 2 dressing-room. - Chambre principale climatisée - Téléphone - Cuisine bien aménagée - Garage au sous-sol - Buanderie - Cave - Piscine - Jardin tout autour bien entretenu

Prix : 1 250 000,00 Meuble appropriés : 100 000,00

S'adresser : M. Henry, appart n° 2 Résid. les Manquiers  
97110 Abymes Guadeloupe. Téléphone : (16) 690-84-53-42



le poney

ance

Les écuries anglo-saxonnes avaient mis un siècle et demi - de 1836 à 1982 - à gagner une première fois notre Jockey-Club. Elles ont gagné le second aussitôt après le premier, et sous la même casaque. La victoire est en effet revenue, dimanche, à Caerleon, à Robert Sangster, déjà propriétaire d'Assert, le vainqueur de l'an passé.

Ce Caerleon (fils de Nijinsky, donc petit-fils du grand Northern Dancer, comme Assert) n'avait couru que deux fois cette année en Irlande, pays où il est entraîné. Coupes sans gloire : huitième d'une épreuve de groupe II au Curragh, second d'une course échappant même aux classements de groupe, à Dublin. Mais il faut toujours méfier des Irlandais, surtout quand ils sont inconnus. Ce sont des chevaux qui cultivent la persévérance, ils savent renouer aux premiers lauriers de la saison pour mieux cueillir ceux, plus tardifs, qui apportent la vraie gloire.

Caerleon, d'un coup, a, pour sa part, coupé une brèche de ces lauriers : son démarrage à 400 mètres à l'arrivée, la façon dont il a renoué une attaque de l'Émirat, ses trois longueurs d'avantage au message du poteau (sur l'Émirat, suivi d'Esprit du Nord et des deux « Rothschild », Jeu de Paix et Galt Vert), ont époustouflé.

Pourtant, peut-être davantage encore que la performance sur la piste, c'est l'entour économique de la victoire qui est saisissant.

Caerleon relève du plus grand trust hippique du monde. Sa cassolette est aussi bien à l'honneur dans les deux Amériques, en Australie,

Hippisme

La victoire du trust

en Irlande et en Angleterre qu'en France.

On avait déjà connu, dans le passé, des tentatives d'hégémonie hippique. La plus notable avait été, dans les années 80, celle du « roi du platine », feu C.-W. Engelhard. Il avait, comme Robert Sangster, constitué un empire hippique sur lequel le soleil ne se couchait jamais. A sa mort, le flambeau fut repris par le Texan Nelson-Bomber Hunt, qui le perdit, voilà quatre ans, après son désastreux coup de poker sur l'argent-métal. Mais ces précédentes tentatives avaient encore un arrière-plan sportif, des motivations passionnelles : des hommes immergés dans la collection de hochets à des niveaux démentis pour être certains de ne pas en laisser en d'autres mains un seul qui pût se révéler plus beau. Bouillottes de collectionneurs insatiables, à quoi s'ajoutait probablement, dans le cas d'Engelhard, condamné par les médias, le souci de ne négliger aucune chance d'un ultime plaisir.

Rien de tel ne ressort chez Robert Sangster, qui n'a pas cinquante ans. Les chevaux, pour lui, c'est le « business ». Il a fait fortune, en Angleterre, avec une organisation de paris sur le football. Il rajoute sur les jambes des chevaux ce que lui ont rapporté, indirectement, celles des footballeurs. Il a constitué, à la façon d'une société anonyme, un syndicat qui, en quelques années, a dominé le marché mondial du pur-sang. Pratiquement, plus rien ne peut se faire dans le monde, en matière hippique, au plus haut niveau, sans, au moins, la neutralité bienveillante de Robert Sangster et de ses amis. Le dernier en date -

mais non des moindres - à l'avoir compris est Stavros Niarchos, un des seuls propriétaires internationaux qui, par ses moyens financiers, pouvait encore rivaliser avec le groupe. Stavros Niarchos est entré dans le syndicat. Caerleon, le vainqueur, dimanche, du représentant à part entière de Stavros Niarchos, l'Émirat, lui appartient pour partie. Quel plus beau raccourci de la suprématie du trust : 1<sup>er</sup>, Caerleon, au syndicat Sangster-Niarchos ; 2<sup>nd</sup>, l'Émirat, à Stavros Niarchos personnellement.

Mais les dimensions mêmes du trust menacent probablement sa pérennité. Elles sont telles qu'il ne peut plus trouver d'interlocuteur et de ne plus pouvoir réaliser d'affaires qu'en son sein.

Guy de Rothschild, qui, dans ce contexte, fait désormais figure de « petit propriétaire », a analysé cette situation dans le chapitre hippique de son récent livre : *Contre bonne fortune*.

« Ce qui est nouveau, et typique de notre temps, écrit-il, c'est la tentative de construire une affaire commerciale à partir de chevaux. Tel est le cas de Robert Sangster, qui, à la tête d'un « syndicat » très puissant, élève et achète les yearlings les plus chers - pour plusieurs millions de dollars par an - avec deux objectifs : gagner des courses classiques en Europe, mais surtout vendre comme étalons, aux États-Unis, les vainqueurs, ainsi valorisés, à des prix considérables. Robert Sangster possède dans le monde trois cents vingt-cinq chevaux, chez quarante-huit entraîneurs différents. Si l'on ajoute les sujets d'élevage, il est propriétaire de sept cents à huit cents chevaux... Quel qu'il en soit, les prix [des chevaux] ne reposent sur aucune base économique... Les étalons sont chers parce que les produits qu'ils engendrent se vendent cher. Mais ces produits n'atteignent des sommes fabuleuses que parce que quelques personnes acceptent de les payer, sachant que l'un d'entre eux chevaux deviendra à son tour un étalon cher. La chaine hippique se mord la queue... »

Sachant que, le plus souvent, les chevaux mis en vente par le syndicat sont achetés par des membres de celui-ci et que, réciproquement, c'est auprès de ses porteurs de parts que le syndicat renouvelle, quand besoin est, ses effectifs, on pourrait aussi bien dire, pour rester dans le vocabulaire hippique, que le cheval fait de la cavalcade.

Philatélie

FRANCE : « Air France ».

De fusion en fusion depuis 1933, quel que soit l'ancienneté des compagnies (1) de navigation aérienne française, par la loi du 16 juin 1949, l'actuelle compagnie nationale Air France qui transporte plus de dix millions de voyageurs par an, soit deux fois plus que la R.A.T.P. Le cinquantième (d'origine) ou trente-cinquième anniversaire sera marqué par le timbre que nous annonçons aujourd'hui. Vente générale le 20 juin (33/83).

Tout un symbole.

La « flamme » de Jean Moulin. La mémoire de Jean Moulin n'est pas près de s'éteindre et pour cause.

La marophilie moderne que sont les flammes d'oblitération, servant à assimiler les affranchissements de nos lettres, s'en charge à son tour.

En effet, depuis fin mai et pendant trois mois durant, des bureaux de poste de onze villes, quadrillant la France en long et en large, utilisent une flamme dédiée à ce grand résistant.

Ainsi, sans pouvoir le suivre - à la trace - ville par ville, celle où il est né, celle où il a passé sa jeunesse, celle où il fut sous-préfet ou préfet, avec lieu et date de son retour de Londres, pour accomplir la mission difficile que lui avait confiée le général de Gaulle, dans les jours sombres de l'occupation.

Chaque flamme est illustrée par son effigie, avec l'inscription « Jean MOULIN (1899-1943) » et porte en plus - en dessous - un texte approprié à chaque ville, texte que nous indiquons entre guillemets :

Alberville : «... sous-préfet d'Alberville » ;

Amiens : «... préfet d'Amiens » ;

Béziers : «... né à Béziers en 1899 » ;

Chambéry : «... sous-préfet de Chambéry » ;

Chartres : «... préfet de Chartres » ;

Châteaufort : «... sous-préfet de Châteaufort » ;

Montpellier : «... jeunesse à Montpellier » ;

Nice : «... préfet de Nice » ;

Nice : «... préfet de Nice » ;

Rodez : «... préfet de Rodez » ;

St-Amand : «... St-Amand 31-12-1941 retour de Londres » ;

Thonon-les-Bains : «... sous-préfet de Thonon-les-Bains ».

Comme, il y a quarante ans exactement que Jean Moulin fut arrêté, nous pensons que d'autres villes auraient dû s'associer - de cette manière - à l'hommage rendu à ce Français exemplaire.

En bref...

GABON : 25<sup>e</sup> anniversaire de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, 125 F. Maquette de Didier, Offset, Edita.

MALI : Coiffures féminines, 180 F, out : 200 F, outon (diamant) ;

REUNION : 270 F, rond-point : 300 F, naama-naama ; 300 F, bamba-bamba, Maquette de O.M. Diallo, Offset, Edita.

ADALBERT VITALYOS.



JEAN MOULIN (1899-1943) né à BÉZIER en 1899

VACANCES-VOYAGES

**MOLINES** (Alpes du Sud). 1750 m - 2450 m. Station village au cœur du parc naturel du Queyras. Un lieu privilégié (300 jours de soleil par an). Promenades sans limites dans un pays qui a su préserver sites et traditions. Tous types d'accueil. Avant vos prochaines vacances d'été, demandez une documentation au Bureau du Tourisme. 05390 Molines en Queyras. Tél. : (16.92) 45.83.22.

**Soleil + Sports + animation** St-Raphaël - St-TROPEZ OASIS VILLAGES (94) 40-04-22.

Séjours d'une ou plusieurs semaines dans les Landes. Possibilités d'accueil en juin, juillet, août, septembre 83. Listes d'adresses de nos chambres d'hôtes, gîtes, chalets, camping, sur demande. (Joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.) S.I.U.A.T., Cdt Gellies, 4000 Mont-de-Marsan

**Les Antilles de l'ouragan Vacances**

Catalogue dans toutes agences Havas Voyages

Experte Touring Vacances, rue de l'Opéra, 75001 Paris

Tél. : 296.51.41

L'ANGLETERRE SANS CARNET DE CHANGE.

**FERRY LE MAGNIFIQUE.**

Pourquoi vous priver d'un long week-end en Angleterre ? Avec les 1000 F par personne que vous pouvez emporter pour chaque séjour à l'étranger, offrez-vous un voyage en Grande-Bretagne sans toucher à votre allocation de devises.

C'est d'autant plus facile que Townsend Thoresen vous propose 50% de réduction sur la traversée aller et retour pour votre voiture, vos passagers et vous-même. Quels que soient le jour choisi et l'heure, si vous ne restez pas plus de 60 h en Angleterre. Et pour moins de 5 jours, vous bénéficierez de 25% de réduction.

Alors, à vous l'Angleterre avec Ferry le Magnifique.

Embarquez sur Ferry le Magnifique. Evadez-vous. Ferry le Magnifique apporte à votre traversée vers les îles Britanniques tout le confort et le charme d'une vraie mini-croisière. Ferry le Magnifique ? Des bars, des restaurants et des boutiques hors taxes. Enfin toute une vie déjà "made in England".

Ferry le Magnifique, 58 traversées par jour, 5 routes au départ de trois de nos ports : Calais, Cherbourg et Le Havre.

Ferry le Magnifique : 75 mm entre Calais et Douvres. La traversée la plus rapide en car-ferry.

Pour tout savoir sur les horaires, les tarifs, les réductions, consultez votre agent de voyages ou envoyez ce bon à Townsend Thoresen, 41, bd des Capucines, 75002 Paris - Tél. (1) 261.51.75.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**TOWNSEND THORESEN** European Ferries

**DECEANCES** Mer - Montagne

**ARCACHON**

**GORGES DU TARN**

**CANIEZ**

**standing 210 m**

**POUR 1150F**

**ITE FRANCAIS** PYRENEES

## Les s de la table

### III<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> arrondissements

Quinze plats, plus, sur la carte in-  
diquée mais quinze autres,  
un papillon quotidien.  
Un chef dans le vent ap-  
pâté la cuisine du marché,  
le battage accessoire et  
chroniqueurs s'en gargarise-  
ment. Gilbert Lorenzatti, un  
maître, à plus de sagesse et  
s'attachant d'abord à la  
recherche des produits,  
une humeur et la solidité des  
sagesse des prix.  
« classiques » sont toujours  
là, la brochette de moules à la  
bière, la compote de lapin aux poi-  
reaux, l'andouillette (de Duval et di-  
visée de l'A.A.A.A.A.), le confit  
de canard pommes à l'ail et la  
tête de bœuf (d'un excellent bou-  
cher d'Ivry, M. Traullé). Et puis, se-  
lon les arrivages et l'occasion, les  
poissons venus en droite ligne de  
Fougereux, des rivières du Royau-  
mum au beurre de truffes, une exquise  
charlotte de chou-fleur à la crème  
de roquefort, une effeuillée de raie  
dijonnaise, un foie de veau aux baies  
de cassis, un navarin en gelée, la  
crème au chocolat au vieux whisky,  
que sais-je ? Et toujours les souvent  
copiés mais inégalables rillettes de  
saumon créées ici même par le bon  
M. Noël, prédécesseur de Gilbert.  
J'oubliais des cabécous du  
Quercy et un chèvre aux noix direc-  
tement livrés de Concorde (Lot) par  
des fermiers écologiques (M.C. Cas-  
sin). Et une cave honorable. Tout  
cela proposé, servi aimablement par  
Gilbert, Jacqueline sa compagne et la  
vive Elisabeth, dans le cadre ex-  
trêmement fleuri et accueillant  
d'une petite boîte de quartier avan-  
cée.

Prix nets.  
Et enfin, en cette saison des  
beaux jours espérés, la terrasse. Une  
vraie terrasse, de plein air (la der-  
nière peut-être de Paris) sous les

maronniers du boulevard ! Où l'on  
vous servira tôt le soir et jusqu'à  
23 heures, avec le sourire !

★ Les Maronniers, 53 bis boule-  
vard Arago (13<sup>e</sup>) tél. 707-58-57.

Les restaurateurs - enfin, beau-  
coup d'entre eux - se plaignent : les  
temps sont difficiles. J'ai été frappé  
de voir, aux Maronniers, la salle  
pleine. A la réflexion - et je l'ai re-  
marqué ailleurs - il s'agit d'un ré-  
équilibrage de clientèle : le client  
veut, aujourd'hui, en avoir pour son  
argent. Il n'est plus dupe de la fausse  
(et coûteuse) grande cuisine,  
du semblé-précieux, de l'épate en un  
mot. Tel faux grand s'écroule mais  
Lapérusse, avec son menu vin com-

pris, n'a jamais si bien marché. Vin  
compris, mais aussi deux plats, from-  
age ET dessert et service compris.  
Dans un autre registre, aux déjeu-  
ners, le menu à 110 F, également  
service et vin compris avec fromage  
ET dessert de Chère Charlotte est  
un succès. Je m'y suis régalé d'une  
flamèche au poireaux, de rascasse,  
d'un fromageon de chèvre et d'œufs  
à la neige avec une demi gamay de  
Touraine, le tout bien misonné par la  
jolie Annie Rousseau.

★ Chère Charlotte, 45 rue Hé-  
cart (14<sup>e</sup>) tél. 577-54-11.

C'est ce que je reprochais (seul  
reproche) à M. José Lampreia : son  
excellent menu à 100 F (aux déjeu-  
ners) est restrictif : fromage ou des-  
sert. Sans doute son pain vient de  
chez Max Poilâne, en voisin, son  
beurre est d'Eclair, sa cuisine su-  
perbe, et ses vins (en suppléant,  
comme le service) honnêtes. Mais  
justement... Le soir, à la carte, les  
fromages sont comptés... 30 F ! Dia-  
ble ! La maison est neuve, et toute  
blanche et propre. Le chou farci aux  
huîtres, le saumon braisé aux an-  
gelines, la friture de canette et  
champignons sauvages, le confit aux  
pommes, noix et caramel sont ex-  
quis. Entre autres. Et l'on notera  
bien cette maison... d'une pierre  
blanche !

LA REYNIERE.

★ La Maison Blanche, 82 boule-  
vard Lefebvre (15<sup>e</sup>) tél. 828.38.83.

## MIETTES

Le siècle dernier fut celui des  
Passages. Le nôtre est celui des Ga-  
leries. Dernière en date aux Champe-  
Élysées, la Galerie Berr-Washington.  
Rien que des restaurants, hélas ! Le  
Calypso, où un ancien de chez  
Maxim's a découvert la choucroute  
de poissons, le Pouliller de France  
(sacré-dit consacré aux œufs), le  
Jou de l'œuf qui entend représenter le  
Sud-Ouest, l'inévitable chinois (Ely-  
sées Bonheur), le Flunch-Berr (un  
repas complet « en moins de trois  
minutes » - sic !) et enfin The  
Cheese Bistro, à la carte duquel un  
demi-croûton de Chavignol est  
compté 10,50 F, ce qui fait le from-  
age à 21 F. Finalement, le restaura-  
teur du Warwick, baptisé la Cour-  
ronne et qui désormais ouvre sur  
cette Galerie, en devient, par compa-  
raison, une bonne adresse !

● Toute refaite et toute belle, la  
boutique d'épicerie du Vieux Berlin  
(45, rue Pierre-Charon, 3<sup>e</sup> ét.)  
tél. : 720-35-20). Sous la houlette  
d'Ise Huguet, vous trouverez là  
toutes les charcuteries et salades al-  
lemandes, des plats cuisinés (bou-  
lettes de bœuf), les poissons fumés,  
les fromages, les bières et les vins  
d'outre-Rhin. Également une grande  
variété de pains, dont un pain spécial  
complet au seigle et graines de lin  
émietté au digestif. Ouvert tous  
les jours, sauf dimanche, de 9 heures  
à 22 heures.

● A Arney-le-Duc, la Maison des  
arts de la table organise (inaugu-  
ration le 8 avril), et jusqu'en novembre,  
une exposition : « Le pain, le from-  
age et le couteau ». Dans le cadre  
des anciens hospices Saint-Pierre  
(dix-septième siècle) et grâce à  
M. Gérard Curie, seront réunis là une  
moisson d'objets, images, docu-  
ments, outils et enseignes, liant la  
couteillerie artisanale, le pain et les  
fromages. Renseignements : tél. :  
(60) 52-46-07.

**LE SAVOIR FAIRE PLAISIR**

Un siècle de tradition pour  
quelques spécialités printa-  
nières : glaces et sorbets  
aux fruits de saison, arrosés  
de coulis, vacherins, petits  
fours d'accompagnement...

**Coquelin**  
ANNE

1 PL. DE PASSY 75016 PARIS  
Tél. : 288.21.74

**Rive gauche**

**L'Alsace à Paris**  
9, place St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
326-89-36 - Ouvert T.L.J.

DEJEUNERS, DINERS,  
SOUPERS

Grillades - Choucroutes  
Poissons - Coquillages

Terrasse plein air  
Salons 15, 20, 30, 60 pers.

**L'Apollinaire**  
168, Bd St-Germain - 326.50.30  
**REPAS D'AFFAIRES**  
Tous les jours  
jusqu'à 11 h  
du matin

SPECIALITES DE POISSONS  
HUITRES-CRUSTACES-LANGUSTES

**Il y a des femmes  
chez qui on revient  
pour le plaisir**

Huîtres, fruits de mer, homards,  
choucroutes.

Face à la tour Montparnasse,  
3, place du 18 Juin  
1940 à Paris 6<sup>e</sup>  
Tél. : 548.98.42  
Ouvert tous les  
jours jusqu'à  
3 h du matin.  
**CHEZ HANSI**

**Rive droite**

**GARNIER**  
Le Restaurant de mer  
Déjeuners, Diners, Soupers

Banc d'Huîtres

111, rue Saint Lazare,  
75008 PARIS. Tél. 547.80.80

les gourmets  
font la différence

**GLACES - SORBETS**  
Dégustation - A emporter

**RAIMO GLACIER**  
de père en fils.

59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS  
Tél. 343.70.17  
Mo. DAUMESNIL (Félix Eboué)

2 des plus belles brasseries 1900  
OUVERTES APRES MINUIT

**VAUDEVILLE**  
29, rue Vivienne - Paris 2<sup>e</sup>  
Tél. 233.39.31

**TERMINUS - NORD**  
23, rue de Dunkerque - Paris 10<sup>e</sup>  
Tél. 285.05.15

Terrasses fleuries,  
Ouverts tout l'été

Promotion  
de 9 Crus  
Bourgeois  
9 Châteaux du Médoc  
à déguster.

**SERVICE TOUTS LES JOURS  
JUSQU'A 2 H DU MATIN**

Isolé dans un  
vaste parc  
de 6 hectares,  
en bord de mer  
entre Nice  
et Monaco

**VIE LUXUEUSE**  
devant  
LE LARGE.

67 chambres climatisées  
et nouvellement décorées

Restaurants - Bars.  
Piscine d'eau de mer,  
2 tennis, funiculaire privé.

**LE GRAND HOTEL  
DU CAD-FERRAT**

06290 ST-JEAN - Tél. (93) 01 04.54  
Téléc 470184F

227.82.14. **Dessirier** 380.50.72

MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR

9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Féroix) 17<sup>e</sup>

**PRUNIER MADELEINE**

"quand la Mer est une fête"  
ouvert tous les jours de l'année

9, RUE DUPHOT 75001 PARIS ☎ 260.36.04

**VENEZ VOUS MESURER AVEC  
LA BOUILLABAISSE  
DE CHARLOT**

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES  
12, place de Clichy, 874.49 64 et 65

CHARLOT 1<sup>er</sup> MERVEILLES DES MERS  
128 bis, bd de Clichy 522.47.08

**La Bavière fait la fête, Paris n'a plus sommeil.**

Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année, cochons de lait rôti, et les choucroutes gastronomiques.  
Place du Centre, Bâtiment des 223-48-44. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.  
Oubliez l'été dans les sables.

**LE BAYERN.**  
La grande brasserie bavaroise.

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillot  
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

**Dab Le Congrès**

Choucroute, rôtisserie,  
desserts maison.

Viandes grillées à l'os  
au feu de bois.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff  
75116 Paris - tél. 500.32.22

80 av. de la Grande Armée  
75017 Paris - tél. 574.17.24

## Les criées de Paris

### Soumedioune

C'est par énormes conteneurs de  
10 tonnes que le poisson arrive, tout  
surgelé, en direct du Sénégal, dans  
cette toute pimpante poissonnerie  
qui porte le nom d'une baie située  
près de Dakar. L'intérieur, tout  
blanc et bleu outremer, est plaisant  
et impeccable.

Rangés dans le grand congélateur  
adossé au mur : du thiof (ou thio-  
tre), le grand poisson des Africains,  
merveilleux pour préparer le riz tie-  
boudienne, des sompates, grandes  
carpes grises de mer - délicieuses  
grillées avec des herbes, - du mer-  
choiron, qui, avec de l'huile de  
palme et des gombos, sert à confec-  
tionner la soupe « candia », des den-  
tex (grosses dorades roses), des  
courbines (ou brochets) à cuire au  
four, du mérout jaune. Le prix  
moyen est de 35 F le kilo.

Il y a aussi d'énormes soles, des  
baracudas, des gambas de diffé-  
rentes grosseurs, de grosses pinces  
de crabe. M. Seck, qui sert à la bou-  
tique, donnera le mode d'emploi  
avec un grand sourire.

Au sous-sol, une chambre froide  
permet de stocker plusieurs tonnes  
de marchandises, car la maison pos-  
sède ses propres chalutiers sur les-  
quels s'effectue la congélation si les  
filets remontés (3).

### Pacific Salmon

Un petit atelier perdu au fond  
d'une rue du douzième arrondisse-  
ment... C'est pourtant « le » grand  
spécialiste du saumon « tranché  
main », et il a derrière lui, en Bre-  
tagne, une usine de fumure qui occupe  
plus de trois cents personnes et un  
immense élevage de truites. Parmi  
ses clients, il compte des compa-  
gnies aériennes, des grossistes de  
Rungis, de nombreux restaurateurs  
et charcutiers, mais heureusement  
la vente en demi-gros est ouverte au  
public.

Six « trancheurs » (le double au  
moment des fêtes de fin d'année)  
opèrent sur de grandes tables de mé-  
tal et découpent en lamelles des sau-  
mons norvégiens, canadiens, danois  
ou écossais. Tout l'art réside, paraît-  
il, dans la souplesse du poignet, car  
si la main n'est pas assez lestée, la  
chair du saumon colle au couteau,  
qui a une lame immense, dentelée et  
alvéolée pour empêcher la chair  
d'adhérer.

La qualité est parfaite, le poids  
varie entre 900 grammes et  
1.400 kg, le prix au kilo de 157 à  
167 F hors taxes.

La maison propose aussi d'excel-  
lentes truites fumées à chair rose,  
vendues en boîtes de 2 kg (124 F  
H.T. la boîte) : des œufs de saumon  
par six petites boîtes de 30 ou de  
50 grammes ou par grands pots de  
500 grammes ou 1 kg (387 F  
H.T.) et aussi du cavari (509 F  
H.T. les 250 grammes) (4).

### Sushi

Et les sushi, les sashimides pois-  
sons coupés tout petits étagés  
tout crus comme font les Japonais ?  
La seule poissonnerie japonaise de  
Paris vient de fermer ses portes.

Au bar le plus japonais de Paris,  
le Sushi Tsukisi (5), qui tire son  
nom du Rungis de Tokyo, on deux  
spécialités sont reines. Voir leushi-  
man œuvre est tout un spectacle.  
Filets de daurade, chinchyrd,  
poilpe, thon rouge, etc., sont pré-  
cisément alignés. Il les coupe éla-  
mentelles, en bâtonnets, en carrés et  
confondement, sur un lit de copeaux  
de légumes crus, une nature mode  
qui est déjà à elle seule un plaisir.

Pour goûter ces plats nippons à  
ceux de quelques autres adresses  
Fujita (6), Nippon (7), Isse (8), d'  
on peut aussi commander pour em-  
porter - ils se font volontiers trai-  
teurs - (compter au minimum 50 F  
par personne).

Les vrais amateurs préféreront  
apprendre l'art de la découpe. Il est  
essentiel. Un bon livre permet de s'y  
initier : 200 recettes de cuisine japo-  
naise, éditions Grancher, en vente à  
la librairie Le Verre et l'Assiette (9).

SYLVIE MERLINO-NEILBRONNER  
et RÉGINE LISSARRAGUE.

- (1) Fortune des mers, 53-57, avenue  
d'Italie, 75013 (385-76-83).
- (2) Aux dents de la mer, 10, rue  
d'Aubervilliers, 75019 (240-54-33).
- (3) Soumedioune, 34, rue de Ci-  
gancourt, 75018 (255-54-59).
- (4) Pacific Salmon, 6, rue Degorno,  
75012 (343-43-78).
- (5) Sushi Tsukisi, 2 bis, rue des Ci-  
seaux 75006 (354-65-19).
- (6) Fujita, 41, rue Saint-Roch,  
75001 (261-42-93).
- (7) Nippon, 9, rue Sainte-Anne,  
75001 (296-22-62). (Le Sushi-bar n'est  
ouvert que le soir).
- (8) Isse, 56, rue Sainte-Anne, 75001  
(296-67-76).
- (9) Librairie Le Verre et l'Assiette,  
1, rue du Val-de-Grâce, 75005 (633-  
45-96).

**Plage Clichy,**  
les belles huîtres  
ne décollent plus de  
La Champagne.

LA CHAMPAGNE  
Huîtres, homards, fruits de mer  
choisissez.  
10 bis, place Clichy à Paris 9<sup>e</sup>.  
Tél. : 874.44.78  
Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

**Le Clos**  
**Voltaire**  
cuisine bourgeoise  
et traditionnelle  
décor intime

**REPAS D'AFFAIRES**

103, Boulevard Voltaire - 11<sup>e</sup>  
Réserv. 805-51-85  
F. dim. soir et lundi

**MÊME DIRECTION**

**L'ARMORIQUE**

DÉLICES DES MERS  
Huîtres - Coquillages  
Bouillabaisse  
arrivage direct  
des meilleurs poissons

**REPAS D'AFFAIRES**

32, av. de la République - 11<sup>e</sup>  
Réserv. : 700-08-09  
Park. gratuit 23, rue Gambey  
Fermé dim. soir et lundi

**Taverne**  
**Kronembourg**  
Huîtres, fruits de mer  
choisissez.  
24 Bd des Italiens Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. 470.06.04. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

**LA GRANDE CASCADE**

BOIS DE BOULOGNE  
Tél. : 506.33.51 et 772.66.00

Ouvert toute l'année

Déjeuners, dîners, réceptions

**Environs de Paris**

**L'AUBERGE de BEAUMEVERT**  
Irène et Patrice BOUDET  
GRILLADES, REPAS CAMPAGNARDS  
SCEAUTES - 07400 LE TEIL  
Tél. : (75) 90-50-78

A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE  
AUTOUR DE L'EST - 13<sup>e</sup> 14<sup>e</sup> 15<sup>e</sup>

64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - Tél. 969.94.53

REPAS D'AFFAIRES

CADRE DE VERTURE  
SALONS DE  
RÉCEPTION

Nouvelle Formule :  
MENU  
GASTRONOMIQUE  
à 120 F hors  
et Grande Carte

**AUBERGE Cœur Volant**

**PACHA CLUB** DE 22 h. 30 A L'AUBE



# Jeux

échecs N° 1024

## UN PLAN AUDACIEUX

(Mémorial Paul Keres, Tallin, 1963)

Blancs : X. SCHÖSSLER

Noirs : R. VAGANIAN

Plan D. Débat Coll.

1. M. CN 19. CN 15  
2. C3 20. C3 16  
3. R5 21. C3 17  
4. C3-d4 22. M 18  
5. S 23. M 19  
6. R8 24. M 20  
7. S 25. M 21  
8. C3-d4 26. C3-d4 22  
9. M 27. M 23  
10. R4 28. M 24  
11. M 29. M 25  
12. R5 30. M 26  
13. R5 31. C3 27  
14. M 32. C3 28  
15. R4 33. C3 29  
16. R2 34. C3 30  
17. C2 35. C3 31  
18. C3 36. M 32

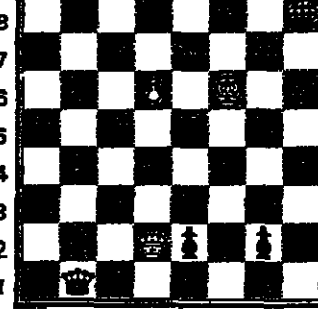
### NOTES

a) Dans la « formation Colle », le pion e doit défendre en c3 le pion d4 ; d4 est donc développé en c3 le pion d4 ; b) On a... b6 ; c3, f7 ; 6. 63, 0-0 ; 7. f4, c5 ou 4... 0-0 ou encore 4... d5 comme dans la partie ou aussi 4... c5 et 4... d6.

c) Après 6... Cb-d7 ; 7. c3, T88 ; 8. Ff4, Cb5 ; 9. Fg5, Cb4 ; 10. Dc3, g6 ; 11. 0-0, g5 ; 12. e4, fxd4 ; 13. gxd4, dxd4 ; 14. Cxd4, Dd6 ; 15. Cc6, T86 ; 16. Cg8, T88 ; 17. Fg4, T87 ; 18. Da3, T88 ; 19. Rd2 les Blancs sont mieux (Petrovski - Kropotkin, championnat de l'U.R.S.S. de 1960).  
d) Ou 7... Dd6 ou aussi 7... Cc6 suivi de 8... gxd4.  
e) 8. gxd4 est également jouable.  
f) Dans la partie Trifunovic - Glisic du championnat de Yougoslavie de 1951, les Blancs prirent l'avantage après 9... Dc7 ; 10. Td1, Cb5 ; 11. Cf1, Cc4 ; 12. Fd5, g6 ; 13. Dd2, Cb5 ; 14. Cg3, Cg5 ; 15. fng3 ; 16. Fg5, fng3 ; 17. Fb6.  
g) Le contrôle de la case e5 est nécessaire.  
h) Après 15. Fg6, b6p6 les Noirs disposent de la paire de F et de la colonne ouverte b.  
i) Un plan audacieux. Les Noirs décident d'acquiescer une offensive sur l'aile - R, fondée sur une avance des pions b-g-f soutenue par les deux T+D+R.

j) Et non 20. Cc5 à cause de 20... d5.  
k) Les Blancs, de leur côté, passent sur l'aile - D. Qui arrivera le premier ?  
l) Menace dangereusement de sacrifier la qualité par 27. Txe8, Txe8 ; 28. Txd6 etc.  
m) Visant les points faibles e6 et b5.  
n) Si 28. Cg3, Ff4!  
o) Le pion e6 est maintenant bien protégé ; en même temps surgit la perspective du doublement des T sur la colonne h.  
p) Les Blancs gagnent un pion et menacent 30. Fd4 comme 30. Dd2 et 31. b5.  
q) Mais le vainqueur du Memorial Keres trouve une pointe de tout bonné.  
r) Victimes d'une terrible crise de temps, les Noirs s'affolent mais il est bien difficile de trouver une défense contre cette irruption du F-D en d2. 30. Cxd2 échoue naturellement à cause de 30... Dg3 menaçant 31... Dxd1+ comme 31... Tt-b8. D'autre part, si 30. Td2, Fg3 suivi de 31... Fd4+ etc.  
s) Si 33. Dd2, Tt-b8!

## ÉTUDE V. RAZUMENKO (1977)



BLANCS (3) : Rf6, Dd2, Pd6.  
NOIRS (5) : Rh8, Db1, Pb2, e2.  
Les Blancs jouent et gagnent.  
CLAUDE LEMOINE.

## SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1023 (K. PERONAS, 1952)

(Blancs : Rg8, Td7, Fc1, Pa2, a5, Noirs : Rh8, Pa7, a3, e4, g6, h2.)

La promotion du pion h2 semble inévitable et les Blancs ne disposent apparemment que de quelques échecs.  
1. Td8+, Rg7 (1... Rh7 n'est qu'une intervention) ; 2. Fh6+, Rh7 (ou 2... Rf7 ; 3. Tt8+ et 4. Tt1) ; 3. Fd2, e3 ; 4. Fg3, h1=D+ ; 5. Rg7 et non 5. Rg5, Dd5+ ; 6. Fd5, Rh6 ; 7. Td8+, Rg5 ; 8. Td5+, g6 ; 9. Rg4, e2 ; 10. Fg3, h4, Dd2+ ; 6. Rg8, Dd3+ ; 7. Rh8, Dd2+ ; 8. Fd5, Dd2+ ; 9. Rxa7, Rh6 ; 10. Td8+, Rg5 ; 11. Fxb2, axb2 ; 12. Td1 et les Blancs gagnent.

Les Tournois des dix de Créteil, toute ronde, se déroulent du 10 au 19 juin à la Maison des associations, 1, rue François-Mauriac à Créteil (tél. 377-62-73).

bridge N° 1022

## MESURE D'URGENCE

Même quand on combat à fond la technique, on peut oublier de prendre une mesure qui aurait été indispensable.

ARD72  
V86  
AR863  
V108  
V104  
V82  
10952  
N O E S  
9643  
AR974  
DV4  
5  
DV97532  
D1053  
7

Ann : S. don. E.O. vain.  
Sud Ouest Nord Est  
Van Oppen Gocher Maler Morath  
20 passe 2SA passe  
30 passe 4V contre  
passe passe  
Ouest ayant entamé le Valet de Pique, le déclarant, qui avait deux

singletons noirs, a réalisé As, Roi et Dame de Pique et As, Roi de Trèfle sur lesquels il a délaissé le 3, le 5 et le 10 de Carreau ; ensuite il a joué le 6 de Cœur. Comment Morath, en Est, aurait-il dû jouer pour faire chuter QUATRE CŒURS ?

Réponse : Il faut faire trois levées en plus de l'As de Cœur, mais, avant de jouer la quatrième Pique pour faire une promotion d'atout, il est indispensable de reconstituer la main du déclarant. Or il a sept Cœurs et, par conséquent, il lui reste un Carreau. Avant de jouer Pique il faut donc tirer le Roi de Carreau.

Morath ayant oublié cette précaution, regardez ce qui s'est passé : sur le 9 de Pique, Van Oppen a jeté son dernier Carreau, et Ouest, avec Roi et 10 de Cœur, n'a pu faire ensuite qu'un atout, alors que, si Est avait tiré auparavant le Roi de Carreau,

Sud aurait été obligé de couper le 9 de Pique avec le Valet de Cœur qu'Ouest aurait refusé de surcouper pour assurer deux levées d'atout...

On notera, cependant, que le déclarant aurait pu gagner son contrat en prenant lui-même une précaution à la sixième levée. Comment aurait-il dû jouer ?  
Si le déclarant joue le quatrième Pique du mort et jette un Carreau (perdante sur perdante), il évite la surcoupe à Carreau.

## LE MESSAGE D'UN CONTRE

Le danger de certains contres de pénalité est de dévoiler trop clairement la place de certaines cartes comme ce fut le cas dans cette donne d'un tournoi individuel en Italie.

AD642  
D1073  
RV94  
AD10987  
RV9  
AR86  
D105  
R32  
RV9  
952  
8732  
V654  
108753  
V4  
A6

Ann : O. don. Tous vain.  
Ouest Nord Est Sud  
1 contre 1SA 2V  
3 4 contre passe...  
Ouest a attaqué le Roi de Carreau, puis l'As de Carreau et le 6 de Carreau (Est fournissant le 2, le 5 et le 9). Comment Prendo, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères : Ces annonces sont normales, même le contre d'Est qui doit avoir son partenaire qu'il décline des valeurs à Cœur inutiles si Ouest a des velléités de vouloir déclarer 4 Piques.  
PHILIPPE BRUGNON.

## COURRIER DES LECTEURS

Le Faux Pas de Champion (n° 1016)  
« Il existe, écrit R. Bismut, une troisième ligne de jeu. Le déclarant rejoue Pique pris par Est qui contre-attaque atout. Ouest prend, mais Sud tirera ensuite un Trèfle et quatre Carreaux, et Ouest ne pourra faire encore qu'un gros Cœur... »  
A cartes ouvertes, c'est exact.

scrabble N° 106

## DE TOUTES LES COULEURS

VIII<sup>e</sup> Festival de Vichy Dimanche 22 mai 1983 3<sup>e</sup> manche

Il manquait au palmarès de Michel Dugué le titre de vainqueur du Festival de Vichy. Cette année encore le jeune champion n'a pu combler cette lacune, faute d'avoir pris la bonne décision sur le pluriel d'un adjectif désignant une couleur (en refusant la partie d'aujourd'hui, vous saurez si vous auriez été ce piège).  
Les adjectifs « de couleur » sont variables seulement s'ils sont adjectifs stricto sensu. C'est le cas de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel sauf de INDIGO : on dit des jeans indigo (il faut comprendre de la couleur de l'indigo). Mais on peut évidemment mettre au pluriel le nom indigo, matière extraite de l'indigotier. Le P.L.I. ne facilite pas la tâche du scrabbleur par son ambiguïté dans ce domaine : il indique pour certaines entrées n. m. et adj. inv. Le règlement international a fort justement décidé que ces mots, invariables comme adjectifs,

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	AAAGIE	AGIRAI	H 3	18
2	A+BOTITU	BOUITAT	4 G	68
3	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
4	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
5	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
6	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
7	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
8	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
9	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
10	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
11	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
12	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
13	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
14	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
15	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
16	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
17	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
18	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
19	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
20	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
21	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
22	BOIRSV	BOIRSV	3 E	36
Total				942

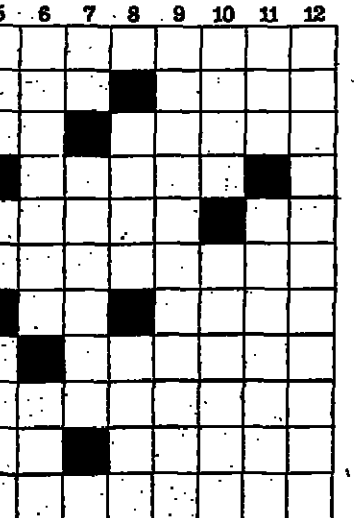
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En balisant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.  
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.  
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'année.

mauve comme la violette de Parme ; c'est le cas de CARMIN, couleur verte pâle (comme le costume du berger de l'Asturie). Notons enfin, à l'intention des amateurs de dictées, que les adjectifs « de couleur » composés sont invariables : des yeux bleu pâle (il faut comprendre d'un bleu pâle). Et maintenant, sus aux cases rouge vif !  
NOTES  
(a) Poisson sélicien comestible.  
(b) Le sous-top.  
1. B. Hannu, 942 ; 2. J.-L. Palivici, 939 ; 3. P. Vigroux, 937.  
\* La partie de Stélin (n° 183, 14 mai 1983) est améliorable : au dix-neuvième coup, on peut jouer AFRO, 7 F, 21, au lieu de VIF, C13, 18 J. Domargue, Saint-Auban, et M. Potemski, Marmoutier).  
MICHEL CHARLEMAGNE.

les grilles du week-end

## MOTS CROISÉS N° 253

Horizontalement  
I. Dans les semences qui viennent, elle va être très surveillée. - II. Si l'on s'accorde bien. Aux portes de Lyon. - III. Ne portent plus le voile et sont en voie de disparition. Vont peut-être gagner. - IV. Contre la déprime. N'est pas curé. - V. Son fruit, on le confit. Voyelles. - VI. Vieux contentieux. Un nouveau. - VII. Pour payer en Amérique. Dans le débat. Dans le samedi et même, en cherchant bien, dans le dimanche.  
Verticalement  
1. Trois mois déjà ! - 2. Tous cités. Proverbe sur le courage de la bravoure. Sur. - 4. Pousse à l'extension. Donne de la voix. - 5. Tente. Fleuve. A sa dignité. - 6. N'a pas une couleur bien franche. N'a pas beaucoup d'amabilité. - 7. Pronom. Ce sont toujours des vieux. - 8. On le sait volontiers. Propice à un aménagement. - 9. Nouvel, depuis près de vingt ans. - 10. Four le pot. A l'arrivée. - 11. Parfois positif. Drôle d'abeille. - 12. Les brins d'une bonne étoffe.



## ANACROISÉS N° 253

Horizontalement  
1. ENORSUZ. - 2. EHINTZ. - 3. AEIMNSZ. - 4. ABEERTZ. - 5. REOPSUZ. - 6. AEEHIMNZ. - 7. EELNPRZ. - 8. AEGMUZ. - 9. AEHLNTZ. - 10. AEGHIMNZ (+ 1). - 11. EIMNUZZ. - 12. AEEQTUZ. - 13. ABEORUZ.  
Verticalement  
1. Jeanne d'Arc. - 2. Accoudé. Uo. - 3. Cocu. Frein. - 4. Quiet. Nant. - 5. Urd. Editer. - 6. Eternue. Ré. - 7. Sénatorial. - 8. T.V.A. Soie. - 9. Eg. Atp. D.S.T. - 10. Laguirole. - 11. Oradour. Or. - 12. Rouen. Esc. - 13. Sures-timée.  
FRANÇOIS DORLET.

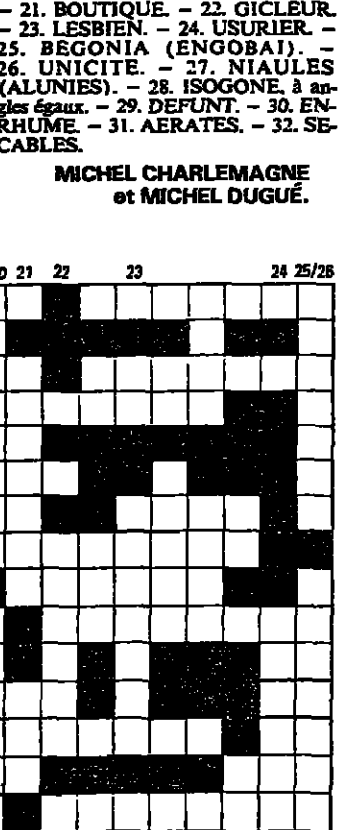
## SOLUTION DU N° 252

Horizontalement  
I. Jacques Delors. - II. Ecouart. Gerou. - III. Accident. Gaur. - IV. Noue. Ravaudée. - V. Nu. Tentations. - VI. E.D.F. Duo. Pon. - VII. Derniers. Lrei. - VIII. Fat. Jode. S.M. - IX. Ruinerai. Ose. - X. Coureclotres.  
Verticalement  
1. Jeanne d'Arc. - 2. Accoudé. Uo. - 3. Cocu. Frein. - 4. Quiet. Nant. - 5. Urd. Editer. - 6. Eternue. Ré. - 7. Sénatorial. - 8. T.V.A. Soie. - 9. Eg. Atp. D.S.T. - 10. Laguirole. - 11. Oradour. Or. - 12. Rouen. Esc. - 13. Sures-timée.

## SOLUTION DU N° 252

Horizontalement  
1. SURBOUM. - 2. BURNOUS. - 3. DENIASSE. - 4. UFOLOGIE, étude des OVNIS (UFO). - 5. AORTITE (OTERAIT TOREAIT). - 6. UVEITES, inflammations de l'uvée. - 7. BOITIER. - 8. SLOUGH, chien. - 9. AESCHNE, grande libellule (ENSACHE). - 10. GINSENG, racine tonique du panax. - 11. IODEES. - 12. AMORCOIR, ustensile de pêche. - 13. LIQUEUR (QUALIFIE).  
Verticalement  
17. SALAUDS. - 18. FLAMBER. - 19. UNIOVULE. - 20. OURSONS. - 21. BOUTIQUE. - 22. GICIEUR. - 23. LESBIEN. - 24. USURIER. - 25. BEGONIA (ENGOSAI). - 26. UNICITE. - 27. NIAULES (ALUNIES). - 28. ISOGONE, à angles égaux. - 29. DEFUNT. - 30. ENRHUME. - 31. AERATES. - 32. SE-CABLES.  
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUÉ.

## SOLUTION DU N° 252



# Le Monde

## MUSIQUE

### L'orchestre de l'Opéra à Caracas

(Suite de la première page.)  
La France en était absente (les Vénézuéliens ont refusé les Trois Mouvements, par Maréchal ; ils avaient demandé la Trilogie de Carman), mais à tenu à affirmer son attachement pour un pays aussi important (politiquement et économiquement) en envoyant l'Orchestre de l'Opéra de Paris pour trois concerts dirigés par Alain Lombard.

Jamais encore un grand orchestre français n'avait joué à Caracas. Mais l'Opéra et le Concerto en sol de Ravel, interprétés par Georges Pludermacher, la *Symphonie fantastique* de Berlioz : le succès fut incalculable, même si les six mille Caraqueños qui y ont assisté, avec le président de la République, M. Luis Herrera Campins, auraient souhaité, à juste titre, plusieurs programmes différents et plus variés. Mais la direction éphémère, les gestes électriques tombant en foudre de Lombard, la beauté sonore de l'orchestre, assuraient le prestige de notre musique, devant un public de connaisseurs qui a reçu récemment les Philharmoniques de Moscou et de New-York.

Sous l'ombre au tableau, la disparition d'un violoncelle de 1720, une pièce quasi unique appartenant à René Benedetti ; là encore, certains Caraqueños se sont révélés très connaisseurs... Mais le vol est ici une industrie florissante, jusqu'aux portes des grands hôtels. L'exceptionnelle qualité de nos musiciens (malgré bon nombre de remplaçants) ressortait particulièrement dans l'acoustique moelleuse, transparente, dépourvue de sécheresse et de dureté, d'une salle toute récente, la plus belle sans doute d'Amérique du Sud : deux mille six cents places disposées en éventail, où l'écoute est parfaite en tous points. Les Caraqueños Carregno ont son nom à un pianiste, cantatrice et compositeur légendaire du siècle dernier, qui fut la femme tour à tour d'un violoniste, d'un baryton et du pianiste Eugène d'Albert ; il donne la mesure des ambitions musicales de ce pays. Cet énorme édifice en béton ressemble à un aéroport avec son puissant noyau en tronc de pyramide et les trois plates-formes superposées qu'il lance à l'air libre, vastes promenades pour les entrées au-dessus d'un forum dont

les escalators et les volées d'escalier se déploient avec une sorte de fantaisie grandiose qui rappelle les abords de la Philharmonie de Berlin.

Malheureusement, ce bel ensemble de 85 000 mètres carrés destiné au concert et à l'opéra, qui a coûté 540 millions de bolívares, nécessite un entretien évalué à 1 200 000 bolívares par mois (900 000 francs environ), et l'on se demande s'il ne faudra pas le fermer s'il est achevé les festivités en l'honneur du Libertador !

La crise bat en effet son plein au Venezuela, accentuée par le blocage des importations et la paralysie politique à moins de six mois de l'élection du président de la République. Déjà, les crédits destinés à l'Opéra ont été réduits de 40 % en un an. Et la situation des quatre orchestres, entièrement subventionnés par le gouvernement, paraît inquiétante, d'autant qu'ils comprennent un grand nombre d'instrumentistes européens et américains (l'un d'eux ne compte que 15 % de nationaux) qui commencent à quitter le pays après la dévaluation de moitié du bolívar par rapport au dollar.

#### Des dons évidents

Ce serait une catastrophe dans ce pays très jeune qui montre pour la musique un intérêt passionné et des dons évidents. Alors qu'on se plaint du manque de professeurs de qualité et du petit nombre des instrumentistes qui sortent des écoles, j'ai assisté à la distribution des prix du premier concours des jeunes solistes organisé par l'Orchestre symphonique du Venezuela, qui révélait un hautboïste (Andrés Eloy Medina) et une harpiste (María González) vraiment excellents, un violoniste, un violoncelliste et un corniste très bons ; seuls les deux pianistes étaient moyens (l'un d'eux, fort doué, Andrés Cortés, mériterait un professeur plus rigoureux) et une violoncelliste franchement médiocre. Médiocre également le chef, qui laissait heureusement la baguette pour Schellerno de Bloch et le Concerto pour harpe de Hindemith à un jeune homme précis et lumineux, qui métamorphosait en un instant cet orchestre, dont le fonds de technique et de sonorité est d'ailleurs très remarquable.

A ce problème crucial du manque d'instrumentistes, la fondation en 1974 de l'Orchestre symphonique national de la jeunesse vénézuélienne a donné une réponse vigoureuse, mais ambivalente. Cet ensemble se rapproche moins des classes Suzuki au Japon. Les musiciens, sélectionnés dans tout le pays, apprennent la technique de leur instrument par groupe, sous la direction d'un professeur, et les progrès sont rapides.

J'ai été impressionné, non seulement par l'enthousiasme de ces jeunes (et du public fervent qui les entourait, comme faisant corps avec eux), mais aussi par la qualité d'un concert où il jouait, à côté du Concerto pour trompette de Haydn, deux œuvres contemporaines de Leonard Bernstein et d'un compositeur vénézuélien.

La cohésion et l'élan néanmoins ne sont pas tout, et certaines défaillances de justesse, certains « brouillards » dans le phrasé indiquent les limites de cette méthode : les jeunes instrumentistes arrivent à performer assez vite et à buter sur des obstacles techniques insurmontables lorsqu'ils ne reçoivent pas un enseignement individuel ; il n'est guère possible d'espérer parvenir à un virtuosisme collectif.

Si les meilleurs d'entre eux sont rapidement engagés par les grands orchestres de Caracas ou de Maracaibo, il leur faut la plupart du temps, pour se maintenir, obtenir une bourse de perfectionnement à la Juilliard School ou dans quelque Musikhochschule allemande. Trois contrebalancent travaillent actuellement en France, où il serait souhaitable que nos conservatoires s'ouvrent plus largement à cette « assistance technique ».

#### Les images d'Épinal de Milhaud

La décalage artistique du Venezuela se heurte aux obstacles classiques du sous-développement : la fragilité des infrastructures (écoles de musique, matériels, documentation), distance (peu de confrontations avec les meilleurs interprètes étrangers), absence de sources historiques (les jeunes musicologues

sont obligés de venir travailler en Europe), etc. Mais, avec des moyens encore limités, la musique se développe de façon spectaculaire, soutenue par la demande pressante du public.

Selon Gustavo Tambascio (critique musical et metteur en scène argentin très brillant, réfugié ici comme beaucoup d'intellectuels de son pays), une école remarquable de jeunes compositeurs, suscités par un maître grec, Iannis Xenakis, a vu le jour (Buenos Aires, Caracas, etc.). J'ai été personnellement frappé, au concert de l'Orchestre national de la jeunesse, par une cantate d'Alfredo Rugelos (1949), *el Ocaso del héroe* (le couchant du héros), qui allie tonalité et atonalité dans une œuvre fougueuse et poétique, dont le sève populaire s'insère très naturellement au langage le plus moderne. Et un véritable souffle emportait la Schola cantorum de Caracas, l'Orfion universitaire et la Cantoría Alberto-Grau dans ce flamboyant hommage à Bolívar ; ce n'est donc pas en vain que celui-ci a « labouré la mer ».

Bolívar, chanté de cent manières au Venezuela, a revêtu cependant sur la scène du théâtre municipal de Caracas, une ravissante salle Napoléon-III, grâce à un compositeur français, et ce n'est que récemment que le Libertador, qui avait puisé son inspiration dans les idées de Rousseau et de la Révolution française, et son fulgurant art militaire dans les campagnes de Napoléon. L'interminable opéra de Darius Milhaud, souvent fort irritant par ses flots de musique rugueuse et optimiste sans vrais rapports avec l'intensité du drame, n'en a pas moins remporté un grand succès sous la direction précise de Jean Desdémone. Il offrait de très vives images d'Épinal (accentuées par une mise en scène assez vieillotte) et des scènes comme l'exaltation de l'indépendance au milieu du tremblement de terre de Caracas (avec la superbe Manuela de Violeta Almenar), la découverte du drapeau vénézuélien, le sinistre « bel des veuves » ou le passage des Andes — les plus belles pages de Milhaud — ont suscité une intense ferveur patriotique.

JACQUES LONCHAMPT.

## CINÉMA

### « LA FEMME DU CHEF DE GARE », de Rainer Werner Fassbinder

#### La tragédie des ridicules

Bolwiser, film inédit de Fassbinder, tourné en 1975, présenté cette année à Cannes par le Quinzaine des réalisateurs (le Monde du 11 mai) sort à Paris sous un titre — *La Femme du chef de gare* — qui rappelle l'absurde naïf et balourd des comiques troupiers — *la Caisserie du grand café* — et ce n'est pas idiot. Le film, qui s'inspire d'un roman d'Oskar Maria Graf, met en scène des personnages tout aussi balourdés, naïfs, tardés, risibles. Mais en plus, parce qu'ils habitent le monde de Fassbinder, ils ont leur poids de chair, de désirs trop forts pour leur caravane.

Bolwiser le chef de gare (Kurt Raab) éprouve pour sa femme (Elisabeth Trissenaar) une passion qui le dépasse et l'effraie. Elle n'y est pas insensible, mais ne lui suffit pas, rien ne lui suffit. Elle est la maîtresse de l'aubergiste. Les voisins jettent méchamment, l'épient avec une vigilance de corbeaux. L'histoire se passe dans un bourg de Bavière, aujourd'hui, demain, hier. Le brassard à croix gammée un instant aperçu est seulement le signe d'un temps où le mentalité haineuse et détestable était encouragée.

La plupart des actions sont montrées en jeux de reflets fragmentés. Les extérieurs sont rares, et ce sont des rues vides aux lourdeurs d'argile. Le jeu est stylisé, avec des mouvements lents, artificiels, et une extraordinaire intensité d'expression. Fassbinder paraphrase le cinéma de sa mémoire, il donne la qualité poétique du mythe, y place le détail qui fait contrepoint. Ainsi, quand Bolwiser, ivre, revient chez lui d'où sa femme est partie, s'affaie sur le lit, l'injure, l'appelle, son souffle fait palpiter un petit bout d'écharpe verte, et bizarrement quelque chose de vrai transparaît un moment, cette scène de parfait malheur.

Les acteurs sont forcés à la manière des stars du muet, et quand Bolwiser pleure, son rouge débordé de ses lèvres, qui, au moment où il est en prison, sont déformées. Il est en prison parce que, pour couper court aux rumeurs malveillantes, et sauvegarder son amour, il porte plainte en diffamation, et fait un faux témoignage. Il sera dénoncé par le bénéficiaire, l'aubergiste, qui se venge ainsi de ce que la femme l'a abandonné pour le coiffeur.

Sur le fait divers scandaleux Fassbinder construit la tragédie des corps inassouvis, du bonheur inaccessible qui se cherche dans une sexualité piégée. *La Femme du chef de gare* : le titre est juste. La femme est le centre et le révélateur d'une réalité, comme Maria Braun, Lola, Veronika Voss.

Dans sa dernière interview, diffusée le 8 juin, sur Antenne 2, dans *« Cinéma, cinéma »*, Fassbinder disait : « Je ne fais pas de film sur les femmes, ou sur les hommes, mais sur la société. » Pourtant, il comme dans *Maria Braun*, *Lola*, *Veronika Voss*, la femme du chef de gare veut vivre. Elle ne sait pas comment, mais elle va de l'avant. Elle « fait le malheur des hommes » parce que, habituée depuis des siècles aux contraintes sociales, elle n'y porte pas attention et cherche avec acharnement à s'en dégarer. Elle est plus forte, même si ses ambitions ne sont pas plus réalisables. Pas si forte, cependant, pas assez forte pour gagner. Bien évidemment, elle sera flouée, comme Maria Braun, Lola, Veronika Voss.

Fassbinder a lâché la vie il y a un an. On ne l'a pas assez attendu, on croyait avoir le temps. Beaucoup de ses films restent à voir. Est-ce que vraiment ce n'est pas possible de diffuser *Berlin Alexander Platz* à la télévision ?

COLETTE GODARD.

\* Voir films nouveaux.

## DANSE

### LE CROWNSNEST AU THÉÂTRE DE LA VILLE

#### La plus que lente

Le Crownnest est de retour à Paris comme les oiseaux migrateurs après la rude hiver. On le retrouve avec plaisir, tant il fait partie du paysage du Théâtre de la Ville. Maintenant ils sont quatre dans le nid, avec Marie Fourcaud, qui paraît bien jeune et timide à côté des autres. L'élastique Robert Barnett n'est pas là. Retenu à New-York, il est remplacé par un autre danseur québécois dans la réserve du Pilobolus, Jarney Hampton. Son duo avec Félix Blaska, *Tarleton's Resurrection*, sur des chansons anglaises du Moyen Âge est le moment le plus réjouissant du spectacle. C'est un enchaînement de passes, de feintes, d'esquives de pas, entre le grand fort pas futé et le petit vit et melin, qui s'accroche à lui comme une arapède, l'étreint comme le lierre sur un tronc d'arbre, et le possède à tout coup. A qui est le main ? A qui appartient ce troisième pied ? On ne sait plus. D'étranges métamorphoses les saisissent, dans la meilleure tradition du Pilobolus.

Gibous Moon (création) est une fantaisie onirique où Blaska, coiffé d'une chéchia, et Hampton, en longue chemise de nuit, se livrent sur leurs partenaires interchangeables (Martha Clarke et Marie Fourcaud) à des effusions ou à des agressions sur des sursuaves de boston. La gestuelle est cocasse, le style burlesque. Un croissant de lune observe cette valse plus que lente, un peu

trop diluée dans l'espace et le temps.

On revolt volontiers *Les 10 Haiku*, où les attitudes se modifient au gré de la musique ardue de Crumb. Ces courts tableaux constituent une suite de rapports subtils entre trois individus, dont l'un finit toujours par évoluer en contrepoint des autres. Félix Blaska a toujours sa désinvolture nonchalante.

Nocturne, de Martha Clarke, est une charge grinçante. On y voit une ballerine à demi-décomposée harceler, telle Giselle sortie du tombeau, des lambeaux de variation qui s'achèvent dans des contractions Buto.

Martha Clarke a donné son solo *Fallen Angel* à Marie Fourcaud, qui se tire fort bien d'une danse rendue difficile par l'ampleur insuivie de sa robe ; mais elle manque encore d'étrangerité malgré son masque d'oiseau à la Max Ernst.

Garden of Villandry, enfin, est le ballet fétiche de la compagnie, un flirt à trois, ambigu, où les désirs, les jalousies, les pudeurs passent par une danse continue, fluide et souple, sous-tendue par une grande force nerveuse. Jarney Hampton ne fait pas oublier Robert Barnett et son élégance. Ainsi s'achève une soirée délicate, un peu trop évanescence peut-être, où, de ralenti en ralenti, l'énergie finit par se perdre.

MARCELLE MICHEL.

\* Théâtre de la Ville, 20 h 30.

## THÉÂTRE

### « OTHELLO », au Festival du Marais

#### Si proches et lointains sur les pelouses

Le vingtième Festival du Marais s'est ouvert le mercredi 8 juin, dans les jardins de l'hôtel de Sully, rue Saint-Antoine : des comédiens dirigés par Pierre Lamy, y jouaient *Othello* de Shakespeare dans la belle traduction de Pierre-Jean Jouve.

Entre les parterres de bois et de pelouse, et aussi contre les façades sculptées de l'hôtel, bâti vers 1630, ont été dressés des praticables de bois, peints en noir, sur quoi évoluent les acteurs ornés de superbes costumes de velours noir rehaussés d'argent et d'or (Desdémone se détachant en blanc sur la nuit).

Pour gagner ces aires de jeu, un peu surélevées, les acteurs doivent fendre la foule des spectateurs, qui se tiennent debout sur le gravier des allées, et les faufileuses rapides de ces hommes armés parmi ces pékins n'est pas sans rappeler les sprints des policiers entre les promeneurs, au quartier Latin.

Ces distances à parcourir d'un réseau à l'autre, l'obligation de hurler pour se faire entendre en plein air sans micros, impliquent des servitudes qui ne permettent pas une mise en scène à proprement parler. L'action, la poésie, la méditation, posées par Shakespeare, donnent plutôt lieu, ici, à une parade sonore, brillante, où par moments le texte bien trempé de Pierre-Jean Jouve sonne clair.

Pierre Santini, acteur inusable catégorie mi-jour, passé au fond de teint brou de noir, est un Othello sympathique. Corinne Le Poulain donne fraîcheur et blondeur au faux bon personnage de Desdémone. Geoffrey Thiébaud est un Cassio joli garçon à la voix chaude. Mais la dynamique du spectacle repose sur le très fort talent de Christian Colin, qui figure un Iago remarquable, habile, séduisant, pervers.

Reste que les représentations théâtrales de cette nature souffrent d'un travers essentiel. Les acteurs, à la fois trop proches et trop étrangers dans leurs oripeaux d'apparat et leur ton déclamatoire, côtoient et bousculent les spectateurs qui se sentent plutôt des badauds, des gourdes, que les participants actifs et réfléchis d'une création de l'esprit. Il y a une incohérence, une incertitude, qui affecte la perception du spectacle. Comme si tout cela avait lieu pour la forme, sous des sourires entendus. Des promeneurs particuliers, qui craignent que le temps se tourne à l'encre, laissent passer des hommes et des femmes déguisés qui font semblant de se poursuivre, de s'entretenir.

Une soirée quand même très aimable, courtoise, dans un beau jardin, avec de belles phrases qui volent dans la nuit.

MICHEL CURNOT.

\* Festival du Marais, hôtel de Sully, 21 h 30.

## AU FESTIVAL D'ÉTAMPES

### La percée hongroise

Le dernier Festival de Cannes a prouvé le rôle croissant joué par la cinématographie hongroise, avec un film en compétition et deux autres présentés dans les sections parallèles : *la Princesse*, de Pal Erdős, à la Semaine de la critique, a reçu la Caméra d'or, récompense officielle réservée à une première œuvre, et *Daniel prend le train*, de Pal Sándor, à la Quinzaine des réalisateurs, a reçu le Prix de la critique internationale.

*Daniel prend le train* est un des neuf films hongrois de long métrage projetés au Petit Théâtre d'Étampes à l'occasion du huitième Festival de musique ancienne consacré cette année à la musique savante et traditionnelle de Hongrie. Richard Magnien, programmateur régulier de la salle de cinéma, est visiblement passionné par ce qui se passe à Budapest. Non seulement sa sélection est remarquable, du Petit Valentin, film de jeune, à *Un autre regard*, de Karoly Makl, primé l'an dernier à Cannes en compétition officielle et oublié par la distribution, de la projection rarissime — à n'exister qu'une copie du film dans le monde — du *Martinovic*, de Judit Elek, au meilleur film de Pal Sándor, *Charlotte écrie*, mais le photographe, la vidéo et le court métrage hongrois ont également droit de cité à Étampes.

Franchissant un nouveau pas le mois prochain, Richard Magnien crée, en association avec un partenaire d'origine hongroise, sa maison de distribution, Assia film. Les deux

premiers films retenus sont hongrois : *la Princesse*, qui, malgré sa récompense cannoise, risquerait de passer à la trappe, et *le Temps suspendu*, de Peter Gothar. Plus tard, un film algérien, des films turcs. Tentative qui peut s'avérer décisive dans l'immédiat pour la meilleure connaissance, par un plus large public, de certains films hongrois de qualité, qui de grands distributeurs comme Gaumont ont à ce jour dédaigné à imposer dans les salles de leurs circuits.

LOUIS MARCORELLES.

\* Le Petit Théâtre, Étampes, jusqu'au 18 juin. Tél. : 493-32-11. De mardi 12 juin, rencontre-débat, à 15 heures, avec le scénariste Nicolas Schöffer et le cinéaste Gabor Talcus qui lui a consacré un documentaire ; mardi 14 juin en soirée, après la projection de *Daniel prend le train*, rencontre avec le réalisateur Pal Sándor.

« Un tableau de Van Dyck, le *Sainte Famille*, voté en 1960 dans l'église de Mollat, sur le Rhône à Beaune, a été retrouvé le 9 juin par la police de Gien-Caen et a été placé sous la protection de la gendarmerie. Le tableau a été trouvé dans une voiture conduite par un photographe, Albert Battistini, lequel s'apprêtait à le revendre à deux clients, au quart de sa valeur : 2 millions de francs (5 millions de dollars). Le tableau a été volé. L'art volé, en décompte la toile au musée, est en effet mille fois plus de plusieurs personnages. Le photographe est arrêté, les deux « clients » sont en fuite.

CE SOIR  
Théâtre du Soleil  
**Les Shakespeare**  
Richard II / La nuit des Rois

« LA NUIT DES ROIS » : Mercredi 8, jeudi 9, vendredi 10, samedi 11 juin à 18h30. Jeudi 15, vendredi 16, samedi 18 juin à 18h30, dimanche 19 juin à 15h30. RICHARD II, dimanche 12 juin à 15h30, mercredi 15 juin à 18h30.

THÉÂTRE MOGADOR  
**Dancin'**  
de Bob Fosse  
DERNIERE LE 19 JUIN

Tous les soirs à 20 h 30, relâche lundi  
Horaires d'été à partir du 4 juin  
Samedi 17 h 30 et 21 h 30  
Dimanche 15 h et 20 h 30

Location au 285 28 30  
au Théâtre, 25 r. de Mogador 75009 PARIS





# SPECTACLES

GAUMONT COLISÉE - ÉLYSÉES LINCOLN - ST-LAZARE PASQUIER - STUDIO DE LA HARPE - NATION  
IMPERIAL PATHÉ - CLICHY PATHÉ - GAUMONT HALLES - PAGODE - 7 PARNASSIENS  
P.L.M. ST-JACQUES - MONTPARNAISSE PATHÉ - CYRANO VERSAILLES - TRICYCLE ASNIÈRES  
BELLE ÉPINE PATHÉ THIAIS - PATHÉ CHAMPIGNY - FRANÇAIS ENGHEN - GAUMONT ÉVRY

COLIN - ST-LAZARE PASQUIER -  
PATHÉ - GAUMONT HALLES - P  
RNASSE PATHÉ - CYRANO VERS  
PATHÉ CHAMPIGNY - FRANÇAIS

**STUDIO DE LA HARPE – NATION  
AGODE – 7 PARNASSIENS  
AILLES – TRICYCLE ASNIÈRES  
ENGHIEN – GAUMONT ÉVRY**

**STUDIO DE LA HARPE – NATION  
AGODE – 7 PARNASSIENS  
AILLES – TRICYCLE ASNIÈRES  
ENGHIEN – GAUMONT ÉVRY**

## Succès de la grève à FR 3

Pour sa part, le Syndicat national des journalistes (S.N.J.) a décidé, après consultation de ses adhérents et au vu des résultats de la grève entamée ces jours, de poursuivre le mouvement ce vendredi 9 juin, considérant que la direction « n'a pas encore pris d'engagements écrits ou concrets sur les revendications posées ».

De notre envoyé spécial :

monde avait officiellement résolu  
"arrêter le travail, les « requis  
auraient évidemment obéi. C'est la  
ni ».

« Mais, précise le journaliste na-  
tienne, nous avons voulu attirer  
l'attention sur le fait qu'au-  
sont qui sont requis, et qui se déla-  
nent donc grévistes, sont payés, l'  
audrait savoir... A ce compte-là,  
est faire grève pendant six mois  
si les directeurs ou redacteurs en  
chef ont tendance à évoquer beau-  
coup de monde... De deux choses  
une : ou l'on fait grève ou l'on tra-  
vaille. Il faudrait moraliser cela ».

**Épinettes**  
contre archaïques

On retrouve le Noah qu'on aime bien, hors compétition, détaché et la plaisanterie facile, celui qui, justement, apporte au champion la dimension du héros. Le ceratère mutin et facétieux, gentiment rebelle et tête brûlée, bousculant un peu les conventions qu'impose son rang de tête de série. Noah en viree dans le pays, Yannick avec ses parents dans leur club de tennis, où il a tapé ses premières belles. Yannick Noah dans des interviews décousues. Il raconte son métier, ses passions - la musique qu'il pratique de plus en plus assidûment, - l'Afrique, le sourire rayonnant et sans jamais se prendre au sérieux.

## Théorie et action

## Théorie et action

Rheinische Zeitung, ont ensuite porté si loin le message de la révolution prolétarienne.

La figure imposante, l'œuvre considérable de Marx, ont fait connaître à Engels, lui, Français surtout, car en U.R.S.S. leurs visages paraissent indissociables. C'est un peu pour compenser ce déséquilibre que Bertrand de Jouvenel a pris la plume, montrant à quel point étaient complémentaires l'homme de la théorie et l'homme d'action, d'observation, d'émotion. Il y voit dans l'œuvre de Marx une situation de classe laborieuse en Angleterre, un précurseur du Zola de Germinal.

Bertrand de Jouvenel manifeste un grand respect pour celui qu'il met en scène, à tel point qu'il aime répéter à citer une tribune émissive de Marx, dont il est sûr, à trouver ses intimes dans parents avec Rousseau. Cela dit, sans jamais proposer quelque synopsis d'une *Méthode de la philosophie*, marxiste, notre auteur regrette qu'on ne sache pas au fond, après tant d'écrits de Marx et d'Engels, quelle était leur conception du socialisme, qu'ils aient tout ignoré les phénomènes sociaux et qu'ils n'aient pas senti que ce socialisme même était plus forte que la conscience prolétarienne.

Quant à *L'Anti-Dühring*, le livre d'étonnantes affirmations, trop oubliées, et notamment la justification de l'esclavage, sans lequel ni l'Etat grec, ni l'Empire romain, ni donc l'Europe moderne n'aurait connu son développement économique, politique et intellectuel. « Sans esclavage antique, point de socialisme moderne », écrit-il.

Dans cette tâche limpide qu'on lui connaît, Bertrand de Jouvenel réussit à faire oublier la « longue marche » de bédécien qui fut la sienne pour nous apporter sur un plateau les nourritures essentielles du marxisme.

**PIERRE DROUIN.**

\* Editions Julliard. Collection Comptoir. 242 pages, 65 F.

\_\_\_\_\_

## SÉLECTION CANNES 1983

JEAN-CLAUDE BOURBAULT · CHRISTIANE MILLET

# La Palombière



**TOUT HOMME  
DÉSIRE UN JOUR  
RENCONTRER  
UNE FEMME  
INACCESSIBLE**

UN FILM DE  
**JEAN-PIERRE DENIS**

**A.J.O** SCÉNARIO DE JEAN-PIERRE DENIS ADAPTATION DE JEAN-PIERRE DENIS ET DENIS GHEERBRANT  
PRODUIT PAR ARIEL ZEITOUN ET CLAUDE GILDAS

**83**  
**CANADA**  
**MONTREAL/QUEBEC**  
à partir de **2 990 F A/R**  
**AIRCON SEY**  
25, rue LAPOSTOLLE  
MONTEBELLARD

14-00000



# COMMUNICATION

# CARNET

Vendredi 10 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**-20% sur tous les**

**aspirateurs SINGER**

ex. SUPERTRONIC avec télécommande

**2400F 1920F**

Offre valable jusqu'au 27/83

- 20 h 35 Variétés : l'Amor des poètes. De J.-M. Collety.
- 21 h 40 Feuilleton : le Route de la liberté. De J. Kader, avec M. A. K. Kistoffmann.
- 22 h 45 Histoires naturelles : les Gardes-pêche. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Fleury.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**
- 20 h 35 Série : Par ordre du roi. De P. Dumayet, réal. M. Mitrani. Avec E. Margoni, J. P. Dumas, G. Darnier.
- 21 h 40 Feuilleton : la Princesse de la Princesse. La princesse Johanna pour habitude de couper la tête de ses amants et de les mettre en bocaux. Un conte de la folie extraordinaire. Ordinaire.
- 22 h 45 Apparences. Magazine littéraire de R. Pivrot.
- 23 h 15 Ce s'est passé en Amérique latine. Sous la direction de J. Bock (Voyage dans la nuit verte), E. Burgos (Moi,

- Rigoberta Menchú, M. Vargas-Llosa (la Guerre de la fin du monde), A.-S. Tiberghien (Mon cœur s'appelle Amazonie).
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club (cycle les années 70) : L'âme chante, l'autre pas. Film français d'Agnes Varda (1976), avec V. Mairesse, T. Liorard, R. Dabès, A. Raffi, G. Halimi.
- 24 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardot, P. Dhotel et J. Egar.
- 25 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardot, P. Dhotel et J. Egar.
- 26 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardot, P. Dhotel et J. Egar.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.) : les planches à voile.
- 21 h 35 Vendredi : Le diplomate de Dieu. Magazine d'information de A. Campana, une enquête d'A.-L. Maccari et Gilles Alexandre.
- 22 h 45 Histoires naturelles : les Gardes-pêche. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Fleury.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Jacques Maritain, interprète catholique du monde moderne.
- 21 h 30 Black and blue.
- 22 h 30 Nuits magiques : arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : « Concerto pour violon et orchestre n° 5 » de Mozart, « les Nuits d'été » de Berlioz, air de Dalia de Saint-Saëns, réclame et air du troisième acte des « Noces de Figaro » de Mozart. « Concerto pour piano et orchestre n° 4 » de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. B. Thomson, sol. A. Oppen, violon, A.S. Von Otter, mezzo, M. Ebbecke, basse, H. Hofmann, piano.
- 21 h 15, Fréquence de nuit : Tableaux d'en France ; M. Petrucci.

Samedi 11 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 45 Violon plus.
- 10 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
- 12 h Bonjour, bon appétit. Magazine de la cuisine, avec M. Oliver : Tarte aux fraises.
- 13 h 30 La séquence du spectateur.
- 14 h 10 Journal.
- 15 h 10 Les Français du tout du monde : un Français au Canada. Documentaire de P. Dhotel et J. Egar.
- 16 h 55 Série : Les violons. Hommage à Louise Weis.
- 17 h 35 Magazine auto-moto.
- 18 h 10 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.) : les transports aériens.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les uns pour les autres.
- 20 h Journal.
- 21 h 35 Série : Dallas. J.R. est absent, Roy apathique, Sue Ellen alcoolique, mais la saga continue malgré tout.
- 22 h 45 Droit de réponse. Émission de Michel Polak. Éthologie ou comme des bêtes.
- 23 h 50 Écoles et toiles : le tour de France des cinéastes. Magazine du cinéma de F. Minot.
- 24 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 15 ANTOPE.
- 11 h 30 Journal des séjours et des malentendus.
- 12 h 30 Pline 45.
- 13 h 45 Journal.
- 14 h 35 Série : Colorado.
- 15 h 10 Les jeux du stade.
- 16 h 55 Sports : le C.S.L.O. de Longchamp ; un reportage sur Yannick Noah ; cyclisme : les grands prix de Paris.
- 17 h 5 Récré A 2.
- 18 h 50 Les secrets de l'aventure. « Paganella 10 », deux hommes explorent un monde.
- 19 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 50 D'accord, pas d'accord. (L.N.C.).
- 20 h 50 Sports : Football. Finale de la Coupe de France.
- 21 h Histoires courtes : cinéma d'animation. Festival d'Annecy 1983.
- 22 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Vagabond.
- 20 h Les jeux.
- 21 h 35 Tous ensemble ou... à chacun son programme.

LE S.N.P.Q.R. ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'assemblée générale annuelle du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (S.N.P.Q.R.) s'est tenue à Paris, le mercredi 8 juin. Dans un lieu consacré à l'unité, on lit, notamment, que cette organisation « ne saurait accepter que soit instaurée une discrimination entre les différentes entreprises de presse qui conduirait inévitablement à une normalisation de la presse quotidienne contraire à la liberté de l'information (...) ». « La liberté de la presse est une condition de la liberté d'opinion dans une société démocratique. Cette liberté ne souffre aucune limitation, sous

quelque forme que ce soit. La diversité de la presse dans ses orientations, dans sa présentation, dans sa diffusion, est le reflet de la pluralité qui accroît la richesse des échanges d'idées et qui est jugée par tous, y compris par les plus hautes autorités de l'État, comme nécessaire et indispensable à la vie démocratique de notre pays. Cette diversité est le critère qui permet de juger de l'authenticité de notre liberté ».

M. Claude Puhl (le Républicain lorrain) : « a été réélu, par ailleurs, président du S.N.P.Q.R. ».

**un cocktail pour un moment de charme**

Le Cardinal.

1/3 Campari.

1/3 Gordon's Gin.

1/3 Noilly Prat Dry.

Presser un zeste de citron.

Servir glacé.

Malgré la décision du tribunal de commerce

## « L'EST RÉPUBLICAIN » TIENT SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La cour d'appel de Nancy a décidé, vendredi matin 10 juin, de « geler » la décision du tribunal de commerce de repousser la date de l'assemblée générale des actionnaires de l'Est républicain et de nommer un contrôleur. Comme nous l'indiquions dans nos dernières éditions (le Monde du 10 juin), les syndicats du quotidien de Nancy ont réagi très vivement à la décision du tribunal de commerce.

Finalement, le jugement de la cour d'appel légalise la réunion de l'assemblée générale, ce vendredi 10 juin, à 11 heures. Sans préjuger du résultat de l'affrontement des deux camps en présence, il est permis de pronostiquer, en l'état actuel des porteurs de parts, un succès de M. Gérard Lignac.

TRIBUNES ET DÉBATS

**SAMEDI 11 JUIN**

— MM. Jean Charpentier, Jean-François Justaume, Marc Valade et Jean-François Vitau, candidats à l'élection cantonale de Créteil, participent à un débat à 12 heures sur Radio-Be-Bo, 88,7 MHz, Joinville, Val-de-Marne.

— M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sera le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., à 13 heures.

**DIMANCHE 12 JUIN**

— M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, inaugure la nouvelle émission « Forum » sur R.M.C., à 12 h 30.

— M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, est invité à l'émission « Le Grand Jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.

— M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures.

**S.T. Dupont**

STYLO D'ORFÈVRE

Naissances

- Laurent et Claude ARDOUIN-BALAGUÉ ont la joie de faire part de la naissance de
- Natacha, le 19 avril 1983.
- Les Grands-Ormeaux (La Métairie), Toulouse, 37260 Monts.
- Jean-Pierre et Geneviève CAMPREDON ont la joie d'annoncer la naissance de leurs huitième et neuvième petits-enfants.
- Laure CAMPREDON, le 7 février 1983.
- Louis NEUVILLE, le 7 juin 1983, 13, rue des Guirines, 78620 L'Etang-la-Ville.

Décès

**Professeur HENRY HÉCAEN**

M. Henry Hécaen, son épouse, M. et M. Jean-Luc Jeunoy, M. Yvonne Hécaen, ses enfants, M. et M. Jean-Pierre Hécaen, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

professeur Henry HÉCAEN,

survenu le 8 juin 1983, à l'âge de soixante et onze ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mardi 14 juin, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

34-36, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

— Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique Et le personnel de l'École des hautes études en sciences sociales, ont le regret de faire part du décès du

professeur Henry HÉCAEN, directeur d'études.

— Ses collaborateurs, membres du groupe de recherches neuropsychologiques qu'il contribua à créer et diriger pendant de nombreuses années, ont la douleur d'annoncer la disparition de

Henry HÉCAEN,

survenu le 8 juin 1983.

Unité 111 de l'INSERM, ERA n° 274 du C.N.R.S., 2, rue d'Alésia, 75014 Paris.

Né le 5 mai 1912 à Brive, Henry Hécaen fut successivement directeur de la clinique de neurologie et médecin des hôpitaux psychiatriques, en 1942, attaché à l'Institut Salpêtrière, à l'enseignement de la psychiatrie à l'université de Paris. En 1970, il fut nommé président de la Société française de neurologie. Jusqu'en 1982, il dirigea l'Unité 111 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, associée au Centre national de la recherche scientifique et à l'école pratique des hautes études. Son laboratoire était spécialisé dans les troubles du langage, du geste et de la perception.

Les travaux du professeur Hécaen ont porté sur différents aspects de la neurologie et de la neuropsychologie. Récompensé en chef de la revue « Neuropsychologie », le professeur Hécaen avait publié, entre 1949 et 1980, de nombreux ouvrages scientifiques.

— M. François Eyries, L'ingénieur général de l'armement et M. Marc Eyries, M. et M. Michel Eyries, M. et M. Frédéric Eyries, M. et M. Robert Sachy et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

François EYRIES

leur époux, fils, frère et gendre, survenu le 8 juin 1983 dans sa trente-quatrième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Valernes (Alpes - de - Haute - Provence).

— M. Emile Legault, sa mère, M. Jeanne Darnet, sa tante, Ses frères et sœurs, Ses beaux-frères, Ses neveux, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre LEGAULT,

survenu le 2 juin 1983, à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le lundi 6 juin dans la plus stricte intimité. Hôtel de la Marine, Combleux (Loiret).

— Le président, la direction générale et le personnel du groupe de l'Union industrielle de crédit (U.I.C.), ont le profond regret de faire part du décès de

Jean WATTEAU, président d'honneur de l'Union industrielle de crédit, inspecteur général des finances honoraire, gouverneur honoraire de la Banque d'Algérie, commandeur de la Légion d'honneur.

survenu le 6 juin 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 8 juin en l'église de Hautot-sur-Mer.

Remerciements

— M. René Allombert, M. Georges Allombert, profondément touchés des marques d'affection qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

M. René ALLOMBERT,

prigent leurs amis d'accepter leurs très sincères remerciements.

— Lucette Valensi, sa mère, Sa famille, Ses amis,

ont l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui se sont exprimés lors du décès de leur cher

Denis VALENSI,

prigent toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici l'expression de leur gratitude.

Anniversaires

— Le 15 juin 1980, Georges J. SEDBON nous quitte.

Pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, il est toujours présent par la pensée.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de S.E. Mgr Pierre Césaire Nkou, évêque de Sangha (Cameroun), décédé le 17 mai 1983 à Rome, à l'église de la Madeleine, à Paris-8, le samedi 11 juin 1983, à 16 heures. Ses neveux et nièces.

Soutenances de thèses

**DOCTORAT D'ÉTAT**

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 11 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Turgot (Sorbonne), M. Madeleine Jost : « Sanctuaires et cultes d'Arcadie ».

— École des hautes études en sciences sociales, samedi 11 juin, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), M. Maria Daraki : « Cadres mentaux et devenir sociopolitique en Grèce antique d'Hésiode à Aristote ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), lundi 13 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Bachelard (Sorbonne), M. Emile Sanchez : « L'art de parler de Condillac ».

— Université Paris-IX (Dauphine), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle D-320, M. Jean-Louis Olivaux : « La distribution de dividendes : ses domaines financiers, fiscaux et juridiques en France et aux États-Unis ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité (recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique) ».

— Université Toulouse-II, mardi 14 juin, à 14 h 30, salle du château, M. Elise Signor : « Fonction du langage dans la structure logique d'identité chez des enfants d'âge préscolaire ».

— Université Paris-II, mardi 14 juin, à 17 heures, salle des Fêtes, M. Jean Marie Naggar : « L'instrumentalisation de l'appareil d'État par le parti socialiste unifié (S.E.D.) en République démocratique allemande ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— École des hautes études en sciences sociales, à Toulouse, mardi 14 juin, à 14 heures, salle n° 10, M. Jean Vaguer : « Les civilisations néolithiques en Languedoc occidental (inventaires et étude des habitats) ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 13 h 45, salle C-26, M. Jacques Nimier : « Mathématique et affectivité ; recherche sur divers modes de relation à l'objet mathématique ».

LA GENDARMERIE ET L'AFFAIRE DES « IRLANDAIS DE VINCENNES »

Deux officiers sont poursuivis pour subornation de témoins

Ce qui était prévisible est arrivé : la justice a décidé d'engager des poursuites contre les gendarmes impliqués dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes ». A cette fin, le procureur de Paris a demandé le 9 juin à la Cour de cassation de désigner la juridiction chargée d'instruire les gendarmes « qui auraient incité leurs subordonnés à faire de fausses déclarations ». Cette procédure devant la Cour de cassation est de règle lorsque des personnes ayant la qualité d'officiers de police judiciaire risquent d'être inculpées.

Ces poursuites visent pour l'instant le commandant Jean-Michel Beau et le major José Windels, officiers de gendarmerie. Ils sont accusés de subornation de témoins et risquent de ce fait de un à trois ans d'emprisonnement

et de 1 500 F à 20 000 F d'amende. En clair, la justice leur reproche d'avoir incité leurs hommes à mentir au juge d'instruction, afin de « couvrir » les irrégularités commises lors de l'opération de Vincennes le 28 août 1982.

La décision d'ouvrir une information judiciaire contre les gendarmes semble avoir été prise après l'audition, le 8 juin, par M. Alain Verleene, juge d'instruction, du commandant Beau, du major Windels, ainsi que du brigadier-chef Auguste Simonnet et du gendarme Philippe Matthys, qui étaient sur les lieux à Vincennes le 28 août. Selon toute probabilité, c'est M. Verleene qui devait être chargé de l'enquête concernant les gendarmes, enquête désormais distincte de celle qui vise les trois Irlandais.

De son côté, le ministre de la défense, qui est l'autorité de tutelle de la gendarmerie, a suspendu de leurs fonctions le chef d'escadron Beau et le major Windels, à la suite d'une enquête administrative confiée à l'inspecteur général de la gendarmerie.

On explique, dans les milieux compétents, que cette suspension est une mesure administrative qui peut être prise sans consultation d'aucune instance statutaire dans la mesure où les éléments recueillis sont jugés suffisamment graves pour justifier une mesure, dite conservatoire, qui consiste à écarter un responsable de ses fonctions en attendant les conclusions d'une procédure judiciaire. Dans un deuxième temps, le cas de l'officier et du sous-officier sera examiné au plan disciplinaire.

Du doute à l'évidence

Les poursuites engagées contre le commandant Jean-Michel Beau et le major José Windels constituent un tournant décisif dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. Du doute, on est passé aujourd'hui à l'évidence.

Le 28 août 1982 à 18 h 20, le capitaine Paul Barril, numéro deux du G.I.G.N., monte l'escalier du 82, rue Diderot à Vincennes (Val-de-Marne). Avec lui ou dans la rue d'autres gendarmes, hommes du G.I.G.N., de la brigade de recherches de Vincennes et de la section de recherches de Paris-Minimes. La veille, le capitaine Barril avait reçu un mystérieux renseignement sur la présence, en France, de trois dangereux terroristes. Trois Irlandais sont arrêtés qui revendiquent leur appartenance à l'Irish Republican Socialist Party (I.R.S.P.), organisation légale mais liée à un groupe clandestin, l'Irish National Liberation Army (I.N.L.A.), qui revendiqua l'assassinat, en 1979, à Londres, du député Airey Neave, un proche collaborateur de M. Thatcher. Il s'agit de Stephen King, Michael Plunkett et de la compagnie de ce dernier, Mary Reid.

Peu après 20 heures, l'Elysée publie un communiqué rédigé, croit-on, par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général, soulignant l'importance de la prise. Des arresta-

tions « jugées importantes ont été opérées aujourd'hui en France dans les milieux du terrorisme international. Ont été également saisis des documents et des explosifs ».

L'intervention de l'Elysée, surprenante dans une affaire de cette nature, s'explique par les événements qui se sont produits les semaines précédentes, la tuerie de la rue des Rosiers en particulier, et la volonté du gouvernement de prouver sa détermination face au terrorisme international.

Très vite cependant, l'importance de ces arrestations va être mise en doute. Qui plus est, le coup de filet opéré par les gendarmes du président n'éclaircit rien l'enquête sur les attentats parisiens récents, contrairement à ce qui transparaît en filigrane dans le communiqué de l'Elysée.

Le 1<sup>er</sup> février, le Monde publie une enquête sur « les fausses manœuvres des gendarmes du président ». L'information judiciaire confiée à M. Alain Verleene, juge d'instruction à Paris, a fait apparaître au fil des semaines de graves lacunes de procédure et nombre d'irrégularités. Ni le capitaine Barril ni le commandant Beau, chargés de coordonner les effectifs mobilisés à Vincennes le 28 août, ne sont habi-

lités comme officiers de police judiciaire dans le ressort de la cour d'appel de Paris.

De plus, aucun des trois Irlandais n'a assisté à la perquisition. Les armes, explosifs et détonateurs prétendument saisis dans l'appartement n'ont été présentés pour la première fois à Michael Plunkett que le lendemain de son arrestation. Il n'y a eu aucun relevé d'empreintes sur place, et les photos prises à ce moment-là ont mystérieusement disparu. Un doute sérieux plane sur la nature, et même sur l'origine, de l'explosif et des détonateurs découverts.

Le 23 mars, en dépit des rebondissements de l'enquête, la chambre d'accusation de Paris rejette la demande d'annulation de la procédure présentée par les avocats des trois Irlandais. Malgré l'avis favorable à cette demande de M. Verleene, le parquet général s'est opposé à la demande d'annulation. L'arrêt de la chambre d'accusation laisse perplexes nombre de juristes. On y lit, par exemple, que l'intervention des gendarmes de Vincennes en flagrant délit se justifie par le fait que les trois inculpés « vivaient clandestinement en France », ce qui constituerait « en soi un délit continu et public ».

Le 19 mai, M. Pierre Caudan, qui a appartenu à la brigade de re-

cherches de gendarmerie de Vincennes, est entendu par M. Verleene. Ce qu'il révèle confirme les doutes qui existent sur la régularité de l'opération du 28 août. M. Caudan affirme en effet que la perquisition et l'arrêt « l'hypothèse qu'un certain nombre d'objets aient pu être ramassés dans l'appartement ». M. Caudan fait aussi cette révélation qui explique les poursuites engagées aujourd'hui contre MM. Beau et Windels : « J'avais reçu des ordres afin de dissimuler un certain nombre de points ».

Sur le coup, le témoignage de M. Caudan est mis en doute par certains. Inculpé pour une affaire de droit commun dont un vol, il a été « démissionné » de la gendarmerie. Cependant, son témoignage va être rapidement corroboré par celui d'un autre gendarme, toujours en fonction à la brigade de recherches de Vincennes, M. Michel Lemoine.

Presque immédiatement, c'est-à-dire dans la nuit du 20 au 21 mai, les trois Irlandais sont remis en liberté. Deux semaines plus tard, la justice décide d'engager des poursuites contre les gendarmes responsables de l'opération de Vincennes, MM. Beau et Windels.

B. L. G.

Boomerang

(Suite de la première page.)

Enfin, le procureur général, M. Pierre Arpaillange, ne se contenterait pas de retirer l'habilitation territoriale des gendarmes officiers de police judiciaire (O.P.J.) impliqués, mais retirerait la qualité même d'O.P.J. à certains d'entre eux : celle-ci n'étant pas liée à une compétence territoriale, mais attachée au grade des officiers de gendarmerie, les sanctions pourraient ainsi viser des gendarmes du G.I.G.N., notamment le capitaine Paul Barril, qui dirigea l'opération de Vincennes et que l'on vient de remplacer à la tête de cette unité d'élite.

Trois dimensions pour une même volonté judiciaire. La justice a un retard à rattrapper en cette affaire : jusqu'aux révélations de deux gendarmes, en mai, elle fit la sourde oreille aux re-

quêtes répétées des avocats sur les irrégularités de procédure aussi bien que pour la mise en liberté de leurs clients. Les gendarmes auront donc à expliquer les raisons de leurs manipulations diverses. Ils ne pourront s'en tenir à leur seule réunion de concertation préalable, comme l'espèrent sans doute le commandant Beau, chargé de coordonner les effectifs à l'œuvre à Vincennes, qui, après de multiples dénégations vertueuses, vient de reconnaître son rôle actif dans cette « répétition générale ». Ils devront répondre à cette question : y a-t-il eu fabrication de fausses pièces à conviction ?

Car le pire serait de s'arrêter en chemin, de ne pas dévoiler toute la vérité. Tant de maladrances accumulées, notamment l'absence des futurs inculpés durant la perquisition, ne peuvent être mises

au compte de la seule précipitation. Quelle est leur vraie cause ? L'origine du renseignement ? Le zèle solitaire du capitaine Barril, le commandant Prouteau n'étant averti qu'en cours d'opération ? Ou, plus simplement, cette tentation policière classique : forcer la preuve pour la « bonne cause » ?

Au-delà, la quête de la vérité doit servir à rappeler le droit. Les « affaires » politico-policieres ont cette triste qualité d'éclaircir les dysfonctionnements des services policiers. N'est-ce pas l'affaire Ben Barka qui provoqua, dans les années 60, aussi bien l'unification de la police nationale que l'instauration d'une habilitation territoriale pour les O.P.J. ?

Le feuilleton des Irlandais de Vincennes soulève deux interrogations. La distinction entre logique policière et logique politique : s'il faut constater que l'Elysée a désormais le souci de laisser la vérité

poindre, souci peu courant sous les septennats précédents, comment nier qu'on y a, plusieurs mois durant, mêlé les genres ? Le devoir du pouvoir n'est-il pas de rappeler les services policiers au respect de la loi, de ne pas se laisser entraîner sur cette pente où, de quelques suspects, l'on fait — pour l'efficacité du résultat — des coupables ? Le contrôle des corps de police d'autre part : le commandant Beau déclara en substance à l'un des gendarmes, rétif au faux témoignage, qu'entre militaires l'on se soutenait. Qu'il s'agisse de la gendarmerie ou de la police, les institutions trop closes secrètent une solidarité de corps parfois nuisible à la manifestation de la vérité. La gauche avait, dans l'opposition, des idées sur la question.

EDWY PLENEL

CIRCULATION

LES SUITES DE L'ACCIDENT D'AUTOCARS DE BEAUNE EN JUILLET 1982

Une expertise complémentaire est en cours

Dans nos éditions du 24 mai, nous faisions état de la clôture de l'instruction judiciaire ouverte après l'accident d'autocars de Beaune, le 31 juillet 1982, qui avait fait cinquante-trois victimes. Nous précisâmes que « des rumeurs émanant du palais de justice de Dijon » n'écartaient pas la possibilité d'un non-lieu général dans cette affaire, car il n'était pas évident que des « fautes individualisables » aient pu être établies.

A la suite de cette information, diffusée aussi par de nombreux organes de presse et qui avait vivement ému les familles des victimes, le procureur de la République de Dijon a publié un communiqué déclarant notamment :

« Les autorités judiciaires de Dijon tiennent à préciser qu'il est prématuré d'évoquer les perspectives de cette procédure, et notamment d'affirmer ou d'infirmer l'éventualité d'un non-lieu ».

Une expertise complémentaire est en cours et des investigations

sont encore nécessaires de sorte que le magistrat instructeur et le parquet ne sont pas encore en mesure d'arrêter leur position sur cette affaire.

« Ils le feront lorsqu'ils disposeront de tous les éléments d'information utiles et après que les parties civiles auront pu présenter leurs observations ».

Nous nous étions, dans notre article, bien gardés de préjuger en quoi ce soit des suites de cette affaire et « d'affirmer ou d'infirmer l'éventualité d'un non-lieu ». Nous nous contentions de mettre cette dernière au rang des hypothèses telles qu'elles ressortaient de certaines déclarations du juge d'instruction lui-même. Cet article reprenait d'ailleurs partiellement les termes d'une dépêche de l'Agence France-Presse qui confirme que son correspondant à Dijon a bien recueilli ses informations au palais de justice, auprès du parquet et du juge d'instruction.

FAITS ET JUGEMENTS

Les élections dans la magistrature

Le ministère de la justice vient de rendre publics les résultats officiels des élections professionnelles dans la magistrature, qui ont eu lieu du 17 au 27 mai (le Monde du 14 mai et 1<sup>er</sup> juin). L'Union syndicale des magistrats (modérée) obtient 63,32 % des suffrages exprimés et 191 sièges. Le Syndicat de la magistrature (gauche) 26,72 % et 73 sièges. Les autres listes 7,95 % et 25 sièges. Le score de l'U.S.M. est meilleur dans les cours d'appel que dans les tribunaux et à la chancellerie. Le Syndicat de la magistrature obtient de meilleurs résultats dans ce dernier collège (tribunaux administratifs centraux) que dans les cours d'appel. Dans ces dernières, les résultats sont les suivants : U.S.M. : 68,19 % des suffrages et 54 sièges, S.M. : 22,07 % et 13 sièges. Autres listes : 9,74 % et 12 sièges.

Dans les tribunaux et à l'administration centrale, le score final s'établit de la manière suivante : U.S.M. : 63,06 % et 137 sièges, S.M. : 30,78 % et 60 sièges. Autres listes : 6,16 % et 13 sièges. Il y a eu au total 17,56 % d'abstentions.

• L'appel formé par M. Jean-Baptiste Doumeng, P.-D.G. de la société Interagra, contre les jugements du tribunal civil de Paris des 24 mars 1982 (le Monde daté 28-29 mars 1982) et 23 juin 1982, a été jugé irrecevable le 8 juin par la première chambre de la cour d'appel de Paris. M. Doumeng avait engagé une action en diffamation contre M. Philippe Alexandre, journaliste, qui l'avait accusé, en novembre 1981, au micro de R.T.L., d'évasion fiscale. M. Doumeng pourrait se pourvoir en cassation.

• La Ligue des droits de l'homme et Roger Knobelspiess. — Après l'inculpation, pour vol à main armée, de Roger Knobelspiess (le Monde du 9 juin), les sections de Rouen et d'Elbeuf de la Ligue des droits de l'homme ont déclaré, le 8 juin, ne pas regretter de s'être battues « pour mettre un terme au calvaire » subi par cet homme « condamné par erreur » autrefois. Le Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, le P.S.U., la Ligue communiste révolutionnaire, l'Ecole émancipée et le SGEN C.F.D.T. ont également signé ce texte.

LA SITUATION DANS LA POLICE

Le gouvernement fait confiance à ses hauts fonctionnaires

déclare M. Max Gallo

Commentant les réactions très critiques de certains syndicats de policiers, — et notamment de la C.G.T. — à la nomination de M. Pierre Verbrugghe aux fonctions de directeur général de la police nationale, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a notamment déclaré, jeudi 9 juin : « La nomination du nouveau préfet de police [M. Guy Fougier] et du nouveau directeur de la police nationale [M. Pierre Verbrugghe] permettent certaines réflexions. La première, c'est que, contrairement aux accusations portées contre lui, le gouvernement a décidé, depuis mai 1981, de faire confiance, publique, et même dans un domaine aussi sensible que celui de l'indépendance, à la haute fonction publique. Il y a là un choix politique et de gouvernement qui prend acte de la pratique du pluralisme français et de la continuité de l'Etat. Le gouvernement fait confiance à ses hauts fonctionnaires pour affirmer par leurs actes cette continuité de l'Etat au-delà des majorités successives qui sont désignées par les Français pour faire fonctionner cet Etat ».

« Deuxième réflexion : tout a fait naturellement, des hommes ayant

fait carrière dans la fonction publique au cours des vingt-cinq dernières années, parce qu'ils étaient ambitieux, au sens le plus noble du terme, ont été conduits à collaborer avec les ministres successifs. Cela fait partie du fonctionnement des institutions dans le pays démocratique qu'est la France ».

« L'un et l'autre [MM. Fougier et Verbrugghe] ont, à des moments de leur carrière, montré dans leurs fonctions — par exemple dans les années 60, à la préfecture de la Nièvre (M. Verbrugghe fut secrétaire général de la préfecture de la Nièvre de 1966 à 1970) — qu'ils étaient capables de se conduire en hauts fonctionnaires, c'est-à-dire tenant compte à la fois de la réalité d'une majorité et de la réalité d'une opposition. On ne demande pas davantage à des hauts fonctionnaires que d'exécuter, dans l'esprit de la Constitution, les directives que le gouvernement librement désigné par les Français leur donne. Qu'on ne juge pas les hommes sur leur carrière passée, quand cette carrière passée s'est déroulée dans le cadre de la fonction publique et conformément aux règlements et aux lois de cette fonction ».

NOUVELLES NOMINATIONS A PARIS

M. Georges Le Corre a été nommé, le 9 juin, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, en remplacement de M. André Bégue, mis à la retraite d'office par le ministre de l'Intérieur, après les manifestations policières du 3 juin.

Le contrôleur général Le Corre, qui est âgé de cinquante-cinq ans, était jusqu'à présent directeur adjoint des services techniques de la préfecture de police.

Il aura comme adjoint le commissaire divisionnaire André Meerschaut, cinquante-sept ans, qui est nommé à un emploi de sous-directeur à la sécurité publique qui était vacant. M. Meerschaut occupait les fonctions de sous-directeur des services généraux à la direction de la sécurité publique.

Enfin, les nominations Raymond Matteis et Jean Denbel sont nommés, à titre provisoire, chefs, respectivement, du premier et du deuxième district, en remplacement des commissaires Roger Doucet et Pierre Droussseau, suspendus en attendant leur comparution devant le conseil de discipline.

CLIMAT

Une cinquantaine de personnes ont pris part à la manifestation, mercredi 8 juin, pour les empêcher d'empêcher au commissariat de la Folie-Méricourt, à Paris (11<sup>e</sup>), un garçon de quinze ans, d'origine marocaine, dénoncé pour vol par le directeur d'un supermarché de la rue du Faubourg — du Temple (11<sup>e</sup>). Dans la bousculade, un policier aurait été frappé. Le mineur a été conduit au commissariat, puis, en raison de son âge, remis à ses parents.

D'autre part, trois policiers ont été légèrement blessés mercredi soir par des jeunes gens au cours de heurts à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise). Les incidents ont éclaté à la suite d'une légère collision sur le parking d'un magasin à grande surface entre deux véhicules, dont l'un conduit par un jeune habitant de la cité de la Muette. Les policiers chargés du constat avaient d'abord été pris à partie verbalement. Mais, vers 21 heures, plusieurs dizaines de jeunes gens de la Muette, dont certains armés de bâtons ou de barres de fer, estimant, semble-t-il, que le constat avait été injustement défavorable à leur ami, s'étaient rendus sur le parking.

• M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a justifié, jeudi 9 juin, sa présence à la manifestation des policiers du 3 juin en disant qu'il « était là pour témoigner, conformément à ses idées, de la nécessité de faire respecter la sécurité publique ».

Commentant la manifestation des policiers, il a estimé notamment que « ces derniers ont violé les obligations de réserve mais ils ont agi ainsi pour attirer l'attention des Français sur l'incapacité gouvernementale à les défendre contre la délinquance et le crime ». M. Le Pen a souligné qu'il était un « adversaire du syndicalisme dans la fonction publique donc dans la police ».

LA MANIFESTATION PRÉVUE POUR LE 16 JUIN SERA SANS DOUTE INTERDITE

L'intersyndicale des policiers proches de l'opposition — U.S.C., affiliée à la C.G.C., C.F.T.C.-Police, — a prévu de manifester dans la rue, jeudi 16 juin à Paris, de la place de Breteuil à la place Balard. Il s'agit d'une marche silencieuse, « exclusivement formée de policiers », qui porterait tous sur la bouche « un bâillon » enroulé adhésif pour « ne pas être accusés de pousser des cris hostiles au gouvernement ». L'intersyndicale a déposé, jeudi 9 juin, la demande d'autorisation de cette manifestation. Prenant les devants, M. Defferre, ministre de l'Intérieur, avait déclaré qu'elle « serait interdite si elle présente un caractère politique et séditieux ». Ce vendredi, un responsable syndical avait du coup le « sentiment que le défilé sera interdit ». Sentiment partagé par l'entourage de M. Defferre... Le nouveau préfet de police de Paris ne devrait pas tarder à signer l'arrêt d'interdiction.

La manifestation, prévue à 19 h 30, se poursuivrait par une réunion sous chapiteau place Balard, à 20 heures. Thème retenu : la sécurité des Français. Public : tous les sept à huit mille policiers de toutes les régions françaises. L'intersyndicale précise qu'un filtrage sera effectué à l'entrée pour « éviter que la réunion ne devienne une pétardière ».

M. PEYREFITTE : un champ de ruines.

(De notre correspondant régional) Lyon. — La « défaillance extrême » du pouvoir constatée vendredi dernier à l'occasion des manifestations de policiers est due, selon M. Peyrefitte, qui s'exprimait mercredi 8 juin à Lyon devant les journalistes, à deux causes : la « démission » au sein même de la police et « l'indignation très profonde des policiers contre la politique pénale du gouvernement, qui a entrepris le démantèlement de toutes les barrières imaginées pour faire obstacle au crime ». Sur le premier point, l'ancien ministre de la justice a estimé que le gouvernement, en sanctionnant notamment MM. Bréchet et Cousserant, « a scindé la brèche sur laquelle il était assis ». « Il est vrai », a déclaré M. Peyrefitte, « que l'autorité hiérarchique est combattue par une autorité occulte clandestine, celle des syndicats marxistes ».

Quant à l'indignation de la base de la police, elle serait directement liée à une série de mesures : la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, « qui avait fait barrage au terrorisme » ; l'abandon de la loi anticasseurs, « qui permettait le démantèlement des gangs et des bandes » ; la fin des quartiers de sécurité dans les prisons, « dont la fermeture était réclamée par Mearns et Knobelspiess, des gens qui faisaient pleurer les intellectuels de gauche ».

En résumé, le paysage pénal français est aujourd'hui un « champ de ruines » et « rien de positif n'a été fait ». Même la loi permettant l'indemnisation des victimes ne trouve pas grâce aux yeux de l'ancien ministre de la justice, car elle a été votée « pour faire passer le reste ».



## JUSTICE

### LE PROCÈS RECCO A DRAGUIGNAN

#### Le sphinx

De notre envoyé spécial

Draguignan. — Soudain, le calme étrange. Paradoxalement c'est au moment où l'on commençait, jeudi 8 juin, à examiner les trois crimes de Béziers, ceux qui, dans l'opinion, avaient suscité les plus violentes passions, que le chœur de la cour d'assises du Var s'est brusquement refroidi. Pas de tumulte, pas une injure. Joseph-Thomas Recco lui-même en est devenu quasiment un accusé ordinaire. Les familles sont pourtant toujours là, et toujours au premier rang. M. Maurel, le mari de Sylvette, M. Chamelloux, le père de René, et les parents de Joëlle Alcaraz : les trois femmes assassinées le 22 décembre 1979, dans la salle des coffres du magasin Mammouth où elles étaient employées.

Ces parents devaient des yeux l'homme qui, dans le box, apparaît aujourd'hui lui aussi passif. Mais ils sentent les poings sans rien dire. Ce silence est peut-être pire que les imprécations, les insultes, les cris de mort des jours précédents. M. Guy Maurel le dit. Il ne veut pas « faire du cinéma », mais Recco, qu'on en soit bien sûr, il ne le lâchera pas. Pour cela, « il n'a besoin de personne ». Une façon de signifier à l'association Legitime défense qu'elle n'a pas à mobiliser ses troupes.

Devant cette sagesse apparente et soudaine, le président François Brunet ne peut que soupir d'aise. A la fin de la journée, il remercia le public pour sa bonne tenue, sa dignité retrouvée.

Terrible journée pourtant pour Recco. On a écouté les enquêteurs. Ils ont patpaté pendant près d'un mois. Les pistes suivies ne menaient à rien. C'est l'autruche, celle de Carqueiranne, le 18 janvier 1980, qui les a mis sur la voie. A Carqueiranne, on avait tué comme à Béziers : une balle par victime et toujours tirée de gauche à droite, derrière l'oreille. A Carqueiranne, on avait les aveux de Recco, qui devaient être rétractés, mais qui n'en pèsent pas moins aujourd'hui encore de tout leur poids. Y compris cette petite

phrase rapportée par l'un des gendarmes de Toulon : « Recco m'a dit : « En tirant comme ça je n'ai pas besoin de me retourner pour savoir que le type est mort ».

Si l'on avait tué de la même façon, ce n'était pourtant pas suffisant. Les spécialistes de la balistique sont formels. Les balles tirées à Carqueiranne et celles tirées à Béziers l'ont été par une seule et même arme, un Smith et Wesson, calibre 38.

Le docteur Robert, médecin légiste, a eu des phrases qui ne s'oublient pas. En autopsiant les victimes de Carqueiranne, il se souvint de l'affaire de Béziers. Alors il pensa : c'est de la même main. « Oh ! dit-il, ce n'était pas un trait de génie. C'était seulement du bon sens », il ajoute : « Car cela m'avait choqué d'avoir devant moi trois corps alignés côte à côte et tués avec une parfaite économie de moyens : une seule balle et là où elle est nécessaire ».

Joseph-Thomas Recco, devenu sphinx, a écouté sans un mot, la tête penchée, rancogne. Il reste à entendre les témoins qui, eux aussi, après avoir vu sa photo dans les journaux au lendemain de son arrestation pour l'affaire de Carqueiranne, se sont souvenus l'avoir vu le 22 décembre au magasin Mammouth de Béziers.

Il reste aussi à entendre un détenu, Jean-Baptiste Lombard, auquel Recco aurait fait, naguère, des confidences. La triple crime de Carqueiranne aurait été une conséquence de celui de Béziers, parce que M. Gilles Le Goff aurait vu que Recco en était l'auteur. La raison, assurément, y trouverait son compte. Mais que vaut ce témoin Lombard ? Il fait une grave de la fin depuis le 25 mai et ne tient pas tellement à venir raconter sa petite histoire à Draguignan. La preuve, jeudi matin, il s'est jeté la tête contre les murs de sa cellule. Du coup, un mandat d'amener a été décerné, et, en principe, il devait paraître ce vendredi.

J.-M. THÉOLLEVE.

## EDUCATION

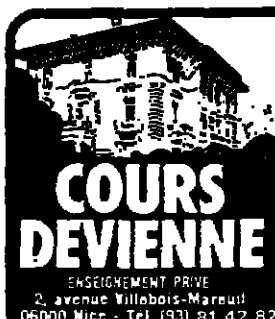
### LE PROJET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

#### L'Académie des sciences regrette la disparition du doctorat d'État

Les membres du bureau de l'Académie des sciences manifestent de nouveau leur inquiétude pour l'avenir de l'enseignement supérieur, au mois d'octobre, les académiciens avaient fait parvenir une mise en garde, sous forme d'« adresse », au ministre de l'éducation nationale à propos du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde 29 octobre 1982). Ils s'inquiétaient notamment d'une « réglementation trop stricte instaurant systématiquement la professionnalisation », souhaitaient une « orientation sélective » dans chaque cycle d'enseignement et proposaient des modifications dans le système des doctorats. C'est sur ce dernier point que les académiciens s'expriment une nouvelle fois dans un communiqué publié le 8 juin, regrettant que le ministre ne les ait pas entendus.

Il existe actuellement quatre types de doctorats : le doctorat d'université, celui de troisième cycle, le diplôme de docteur ingénieur, et, au plus haut niveau, le doctorat d'État. L'Académie propose dans son adresse de rétablir pour les trois derniers cités le principe d'un doctorat unique et de créer une « habilitation consacrant une œuvre scientifique personnelle et originale et acquise au terme d'une soutenance après une présentation à un jury de thèse à part ou d'un mémoire exposant la recherche ».

En d'autres termes, le système proposé par l'Académie reviendrait à fusionner les doctorats de troisième cycle et les doctorats d'ingénieur qui donneraient « l'équivalence au nouveau doctorat » dit unique, tandis que les doctorats d'État seraient remplacés par la notion d'« habilitation » à titre personnel. L'Académie qui reprend aujourd'hui cette argumentation regrette que le gouvernement, en faisant voter à l'Assemblée nationale l'article 14 du projet de loi unifiant les divers titres de docteur, n'ait pas « suivi ses recommandations ». Il a renoncé, déplore la communauté, « au maintien de l'ancien doctorat d'État sans inscrire dans la loi une habilitation répondant aux exigences explicitées dans l'adresse ». L'absence de cette habilitation risque selon l'Académie des sciences de « compromettre la qualité du recrutement des futurs professeurs d'université » et de provoquer un abaissement du niveau général de l'université.



Dans le calme et la verdure à « LA CHARMERIE » Internet - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D COURS DE VACANCES 83 du 28 juillet au 24 août de la 6<sup>e</sup> aux classes de 1<sup>re</sup> A, B, S 50 HEURES DE MATH Du 24 août au 3 septembre 83 de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> S

HONG KONG	LONDRES	TUNIS	TRIPOLE	JERSEY	ACCRA
GÈNES	DUBAÏ	BOGOTA	RIO DE JANEIRO	BELLEVILLE	CARACAS
LUSAKA	FRANCFORT	LOS ANGELES	BANJUL	ABIDJAN	RECIFE
LAGOS	MANCHESTER	GLASGOW	DALLAS/PORT WORTH	KANO	ATLANTA
ST. LOUIS	HOUSTON	GENÈVE	EDIMBOURG	AMSTERDAM	DOUALA
MONROVIA	SAN DUAN	FREETOWN	SÃO PAULO		

#### Et dire que certains s'obstinent à nous coller l'étiquette d'une petite compagnie aérienne intérieure!

Il fut un temps, en effet, où British Caledonian n'était qu'une petite compagnie aérienne intérieure.

C'était il y a 22 ans, lorsque notre premier avion effectua son premier décollage.

Depuis, les destinations inscrites sur nos étiquettes sont devenues un peu plus exotiques que Glasgow ou Manchester.

Notre réseau couvre maintenant 24 pays sur 5 continents et nos appareils réalisent chaque semaine plus de 700 liaisons régulières.

Aux Etats-Unis, par exemple, nos accords privilégiés avec Eastern Airlines et Continental Airlines nous permettent d'assurer des correspondances vers n'importe quelle destination du territoire américain depuis nos points d'accès remarquables : Atlanta et Los Angeles.

Pour le Sud des Etats-Unis, comme pour le Nigéria, nous offrons des liaisons plus fréquentes que tout autre transporteur européen.

Nous desservons également la quasi-totalité des pays producteurs de pétrole. Et nos services vers ces destinations sont si pratiques qu'ils nous ont valu le surnom de « compagnie aérienne des pétroliers ».

Aujourd'hui, British Caledonian est l'une des plus grandes compagnies aériennes du monde.

Et il n'y a aucune raison de nous coller une étiquette différente.

Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

British Caledonian

## RELIGION

### LE RAMADAN COMMENCE LE 11 JUIN

#### Désir de Dieu, charité et réconciliation

Le ramadan, mois de jeûne et d'abstinence pour les musulmans, commence dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 juin. Pendant ce mois, les fidèles de l'Islam — qui sont plus de deux millions en France — doivent s'abstenir de manger, de boire, de fumer et de toute relation sexuelle entre le lever et le coucher du soleil.

Depuis plusieurs années, le ramadan, neuvième mois du calendrier lunaire, qui se décale d'une dizaine de jours tous les ans par rapport aux mois solaires du calendrier occidental, tombe en été. Le chaleur rend l'abstinence encore plus difficile. En France, 70 % des musulmans vivent le ramadan et la plupart doivent continuer de travailler normalement. Dans les pays musulmans, les horaires sont aménagés pour que chacun, sauf les malades, les voyageurs et les enfants, puissent plus facilement observer le jeûne.

Le ramadan, au dire des religieux, est de plus en plus observé par les fi-

dèles aussi bien dans les pays musulmans que dans les pays occidentaux. Pour le croyant, le ramadan, institué l'an II de l'hégire, a plusieurs significations : le désir de Dieu, « le Ramadan nous rappelle qu'on n'est pas sur terre seulement pour manger, boire et dormir, mais pour penser à Dieu », disent les musulmans. C'est également un temps d'efforts et de maîtrise de soi et un temps de partage puisqu'il rappelle que beaucoup ont faim et soif toute l'année.

C'est le temps de la charité (tout musulman doit faire l'aumône à la fin du ramadan) et de la réconciliation (le fidèle doit être en paix avec tous pour le jeûne).

Le ramadan est, selon la tradition, un mois béni puisque les premières révélations coraniques ont eu lieu le vingt-septième jour du mois, la « nuit du destin ». Le ramadan se terminera cette année le 11 juillet par l'Aïd el Fitr au cours duquel une prière spéciale est dite à la mosquée.

gétaires, dont le conseil national des Eglises, des évêques catholiques, les principales Eglises luthériennes et méthodistes, des représentants de la « majorité morale », et des organisations juives, affirment que l'on doit cesser « les tentatives pour modifier des traits génétiques spécifiques », et demandent au Congrès de faire cesser les manipulations génétiques qui pourraient « s'apparenter à l'art de la manipulation technologique » et « changer de manière irréversible la composition des gènes pour toutes les générations à venir ». — (A.F.P.).

(Publié)

Université Paris-Nord ZONES D'EDUCATION FRONTIÈRES ET TRANSFORMATION SOCIALE DES MILIEUX URBAINS Université d'été de 3 à 15-16 jours (sans payés) ouverte aux enseignants, parents, travailleurs sociaux, étudiants dans une 22<sup>e</sup> Conférence, ateliers thématiques, séminaires. Université/Paris-Nord, 1925, av. J.-B. Clément 93000 Villetaneuse, 01-71-70-70 p. 43-44 ou 364-44-44

## SCIENCES

Le professeur Reynar Lili (Allemagne fédérale) dirigera l'Agence spatiale européenne (ESA) à partir du 15 mai 1984, date à laquelle il succédera à l'actuel directeur général, M. Erik Quidsgaard. C'est ce qu'a décidé le conseil de l'ESA au cours de la session du 8 juin. M. Lili, physicien, est actuellement président de la Max Planck Gesellschaft, organisation qui fédère les principaux instituts de recherche de la R.F.A. De 1962 à 1964, il fut directeur scientifique de l'ESRO, l'Organisation européenne de recherches spatiales, dont l'ESA a pris la succession.

## Le Monde DE L'EDUCATION

NUMÉRO DE JUIN

### PHILOSOPHIE UN ENSEIGNEMENT QUI FASCINE

Comment est enseignée la discipline préférée des lycéens ? Ou y étudie-t-on ? Ou est-ce qu'une « leçon » de philosophie ? Les anciens sont-ils dépassés par les modernes ?

#### LE REDOUBLEMENT : UNE CHANCE ?

Il faut parfois s'y résigner. Et l'on y gagne souvent, à condition de bien s'y prendre. A quel niveau vaut-il mieux redoubler ? A quel âge ? A cause de quelles disciplines ? Les erreurs à ne pas faire. Quelle attitude adopter à l'égard du redoublant ? Comment impliquer l'élève dans ce choix ? Un grand dossier.

#### DIRE LA MORT AUX ENFANTS

Comment faire ? Le silence comme le mensonge ont de graves conséquences. La mort fait partie de la vie, elle ne doit pas être cachée, même aux petits.

#### DOCUMENT : LES RÉFLEXIONS DU MINISTÈRE SUR LE PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE

Au centre des polémiques sur la future loi d'orientation : la physionomie des deux premières années à l'Université. Quels en seront le contenu et la forme ? Le document de travail de la direction des enseignements supérieurs, sur lequel on « planche » au ministère, permet d'y réfléchir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10,50 F

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TRANSPORTS

**A LYON, LA GARE DE LA PART-DIEU SERA OUVERTE AU PUBLIC LE 13 JUIN**

### T.G.V. mode d'emploi

De notre correspondant régional

Lyon. — La gare de la Part-Dieu va être discrètement ouverte au public le lundi 13 juin. L'inauguration officielle n'interviendra que cet automne, quelques jours après la mise en service de la ligne à grande vitesse qui mettra, à partir du 25 septembre, Paris à deux heures de Lyon. Pourtant, dès lundi prochain, la gare ultra-moderne de la Part-Dieu va accueillir tout le trafic voyageur, jusque-là assuré à la gare de Lyon-Brotaux. Cette dernière sera, le même jour, fermée au trafic. Le nouvel équipement lyonnais, dont les coûts de construction ont été conformes aux prévisions budgétaires (350 millions de francs, valeur 1981) pour la gare proprement dite (500 millions pour les accès et les équipements du quartier), mérite un premier mode d'emploi.

#### ACCÈS

— Par voitures particulières : le schéma routier réalisé permet d'accéder à la gare côté est (Villemur-et-Flac) et côté ouest (Lyon-Part-Dieu, centre commercial). La nouvelle voirie contourne l'ensemble de la gare. Selon la Société d'équipement de la région de Lyon (SERL), maître d'œuvre, elle a été étudiée pour entraîner une amélioration générale du trafic sur la rive gauche du Rhône. Des rues ont été prolongées, deux passages sous les voies ferrées construits. Les parkings, différenciés par des couleurs, sont du type aéroport. Ils permettent toutes les possibilités, du simple arrêt au stationnement longue durée.

— Par taxis : arrivées et départs sur la façade est. Arrivées seulement sur la façade ouest qui s'ouvre sur une vaste esplanade, une place encore en chantier et qui fait conseiller à tous les utilisateurs un accès par l'est.

— Par métro : la station Part-Dieu, située à l'intérieur du centre commercial, est assez éloignée de la façade ouest de la gare S.N.C.F. « C'est de la faute à tout le monde et à n'importe qui », a affirmé M. Charles Béraudier, président du conseil régional et responsable du groupe de travail de la gare de la Part-Dieu. Conséquence : 170 mètres minimum et 500 mètres maximum de cheminement supplémentaire imposés aux piétons. Des tapis roulants pourraient être installés

ultérieurement pour corriger une fâcheuse erreur dans les prévisions des urbanistes.

— Par autobus : à l'est, des lignes directes permettront le déplacement vers le nord et l'est de l'agglomération (Caluire, La Doua, les hôpitaux et Villeurbanne). A l'ouest, desserte par les lignes actuelles des transports en commun lyonnais (T.C.L.). Les T.C.L. installeront à la descente des quais un point d'information pour le public. Un « digipant » permettra, par simple touche sur la destination choisie, le bon choix des lignes du réseau de surface ou souterrain.

#### LES ÉQUIPEMENTS DE LA GARE

La gare de la Part-Dieu, nouvelle importante, sera fermée toutes les nuits entre 1 heure et 4 h. 45 du matin. Le trafic voyageurs nocturne, très résiduel, sera dirigé sur Lyon-Perrache. Cette fermeture devrait simplifier le gardiennage.

Les services offerts aux clients de la S.N.C.F. mais aussi aux visiteurs, aux nombreux salariés du secteur et aux piétons en transit entre deux quartiers seront très étendus : dix boutiques, des points de restauration, un commissariat de police et deux hôtels modernes à proximité immédiate.

Pour les usagers S.N.C.F. : jusqu'à l'application de l'horaire d'hiver — le 25 septembre — les horaires départs et arrivées de Lyon-Part-Dieu seront les mêmes que ceux de Lyon-Brotaux. De même, pendant cette période intermédiaire, il n'y aura aucun changement dans les trains de Lyon-Perrache. Les réservations — notamment pour le T.G.V. — et les achats de billets seront possibles dès le 13 juin.

Les responsables de la S.N.C.F. attirent l'attention des futurs usagers sur la nouveauté que constitue la présence de quais de service peints en noir. Comme leur nom l'indique, ils ne pourront être utilisés par les voyageurs qui devront emprunter, pour monter ou descendre des rames, un quai de couleur rouge. En cas d'intempéries, ces quais rouges sont couverts et protégés. Un privilège dont ne bénéficieront pas le personnel appelé aux travaux de manutention sur les quais de service.

CLAUDE RÉGENT.

## PARIS EN VISITES -

### DIMANCHE 12 JUIN

« Château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, vestibule côté parc (Caisse nationale des monuments historiques).

« Maffeiard et ses secrets », 10 h 30, métro Moine (Caisse nationale des monuments historiques).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 h, 2, rue des Archives (Paris autotour).

### CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Brumfeld : « La Tunisie inconnue », et 16 h 30, « Israël » (Rencontre des peuples) (audiovisuel).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 10 juin :

### UN DÉCRET

« Relatif au Conseil national de l'habitat ».

### UN ARRÊTÉ

« Portant organisation d'une semaine internationale de l'agriculture à Paris en 1984 ».

### UNE DÉCISION

« Relative à l'application du régime de prix des produits pétroliers ».

**LOTTO**

TIRAGE N°23  
DU 8 JUIN 1983

6 7 9 20 36 37

NUMERO COMPLEMENTAIRE

32

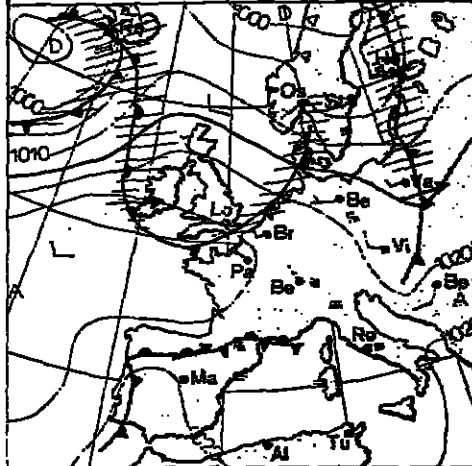
6 BONS NUMEROS	3	4 284 869,70 F
5 BONS NUMEROS	25	257 092,10 F
5 BONS NUMEROS	1 658	11 629,60 F
4 BONS NUMEROS	120 046	160,60 F
3 BONS NUMEROS	2 762 105	10,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 15 JUIN 1983

VALIDATION JUSQU'AU 14 JUIN 1983 APRES-MIDI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.06.83. A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 10 juin à 0 heure et le samedi 11 juin à midi.

Une perturbation orageuse située vendredi matin sur l'Espagne débordera sur les régions méditerranéennes et gagnera progressivement samedi la moitié sud du pays, l'autre moitié restant sous la protection des hautes pressions océaniques.

Samedi matin, des résidus orageux et un ciel passagèrement nuageux sur la moitié sud de la France. Progressivement, au cours de journée, les orages vont se réactiver, et, par place, quelques averses orageuses sont probables, cette activité se renforçant essentiellement près du relief. Sur la moitié nord, météo brumeuse et parfois assez nuageuse en bordure de la Manche ; en cours de journée, le beau temps se rétablira : soleil et chaleur estivale.

Les vents, très irréguliers en direction, seront faibles, à craindre seulement des rafales sous les grains dans le Midi.

Les températures seront encore en hausse, elles s'échelonneront de 22 à 23 degrés près de la Manche à plus de 30 degrés en bordure de la Méditerranée.

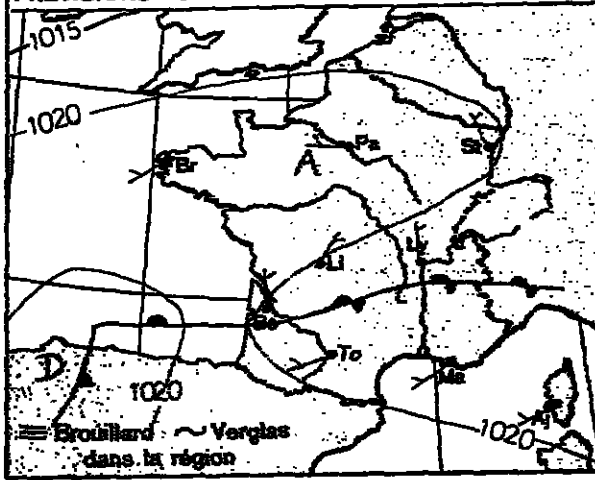
Depuis le début du mois, la France est soumise à une véritable vague de chaleur, les températures étant 5 à 6 degrés au-dessus des normales. Ce week-end, cette chaleur estivale persistera.

#### Sens d'évolution pour dimanche

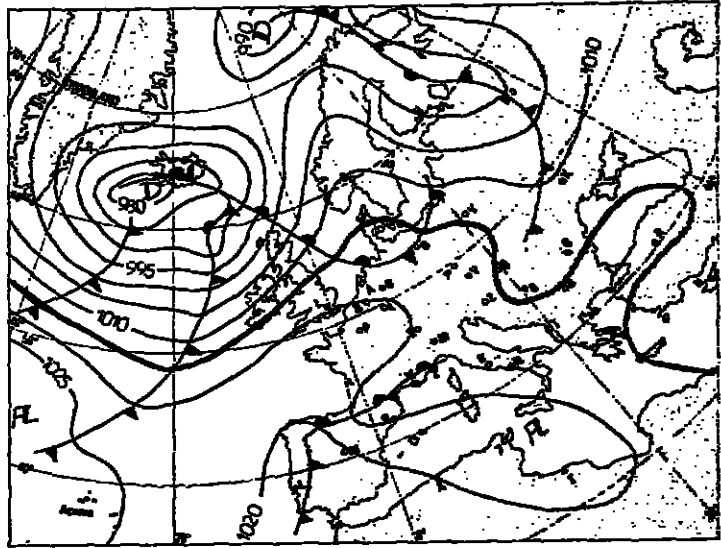
Les pressions qui resteront assez élevées sur la France maintiendront la période de beau temps chaud sur une grande partie de la France ; cependant, une aggravation limitée devrait se produire près de la Manche en marge du courant perturbé des îles Britanniques et, d'autre part, une accentuation de l'activité orageuse est à craindre dans le Midi.

Prévisions : ciel passagèrement nuageux de la Bretagne aux Flandres avec

PRÉVISIONS POUR LE 11.6 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 11 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



renforcement temporaire des vents du Sud. Persistance ailleurs de la période de beau temps chaud, cependant des orages épars se développeront près des Pyrénées et gagneront l'Aquitaine et le Languedoc.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin ; le second le minimum dans la nuit du 9 au 10 juin) :

Ajaccio, 25 et 11 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 25 et 15 ; Bourges, 25 et 12 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 18 et 11 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 29 et 16 ; Dijon, 27 et 15 ; Grenoble, 29 et 17 ; Lille, 19 et 5 ; Lyon, 29 et 17 ; Marseille-Marignane, 29 et 17 ; Nancy, 27 et 14 ; Nantes, 22 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 24 et 10 ; Pau, 25 et 17 ; Perpignan, 28 et 20 ; Rennes, 22 et 13 ; Strasbourg, 29 et 16 ; Tours, 24 et 12 ; Toulouse, 24 et 17 ; Pointe-à-Pitre 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 16 degrés ; Amsterdam, 19 et 13 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 24 et 15 ; Bonn, 24 et 15 ; Bruxelles, 20 et 11 ; Le Caire, 32 et 20 ; Les Canaries, 24 et 19 ; Coppenhague, 20 et 12 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 27 et 16 ; Genève, 29 et 15 ; Jérusalem, 25 et 12 ; Lisbonne, 24 et 14 ; Londres, 20 et 9 ; Luxembourg, 24 et 15 ; Madrid, 36 et 19 ; Moscou, 18 et 9 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 20 et 12 ; Palma-de-Majorque, 33 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Stockholm, 19 et 12 ; Tenez, 33 et 19 ; Tunis, 26 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## SPORTS

### VOILE

La Transat en double

### PLUS D'ESPOIR DE RETROUVER DIDIER BESTIN

Les recherches entreprises pour tenter de retrouver Didier Bestin, âgé de vingt-six ans, équipier du trimaran *Lorient-56* tombé à la mer, mercredi 8 juin, vers 21 heures (local), à 250 milles à l'est des Bermudes, ont été interrompues le lendemain en fin de journée. Au moment de l'accident, le jeune Lorientais venait de dîner avec Pierre Barrière, le skipper. Il devait être assis à l'arrière du bateau quand il a sans doute été déséquilibré.

Quand Barrière est monté sur le pont, peut-être une ou deux minutes plus tard, le stick (prolongement de la barre) en bois était cassé. Le trimaran, sous spinnaker, filait à 15 nœuds avec un vent d'ouest de 25 nœuds. Le temps d'effiler le spi de 400 mètres carrés, de hisser une voile d'avant et de revenir en luvoyant, il était difficile de localiser le point présumé de chute. Après avoir déclenché sa balise Argos, le skipper du *Lorient-56* a été aidé dans ses recherches par un garde-côte américain, un voilier de plaisance belge et un pétrolier britannique. En vain.

Une autre balise de détresse avait été actionnée, jeudi, celle du trimaran *Delos-Avenue*, qui se trouvait à 300 milles de Lorient-56. Un avion a pu larguer un radar à François Girard et Denis Horeau, qui étaient sur la coque de leur trimaran retourné. Les deux hommes ont pu être recensés dans la nuit par un cargo norvégien.

En tête de la course, le *William-Saurin* d'Eugène Riguidel et Jean-François Le Menac a accentué son avance. Le trimaran *Britannia-Ferries* de Daniel Gilard et Halvard Mabire, qui a repris la deuxième place au catamaran *Charente-Maritime* de Pierre Follenfant et Jean-François Fontaine, suit désormais à 72 milles.

## SPORTS ÉQUESTRES

### OUVERTURE MONOTONE A LONGCHAMP

Le « Jumping international de Longchamp » ou, pour mieux dire, le concours de France (C.S.I.O.), a vu, jeudi 9 juin, sous un ciel soleil, les cavaliers de dix nations, la France incluse, s'attaquer au premier obstacle dressé sur le vaste périmètre réservé les jours de courses aux « poulains ». Là, au gazon pelé à force d'être dans le feu des paris, piétiné fébrilement, une piste a été tracée d'un vert tendre que les chevaux foulaient à mi-sabot ; l'idéal. Pour le reste, prenons en patience notre attente, les points forts du concours s'inscrivent au programme du samedi 11 juin, avec la Coupe des nations, et du dimanche 12, avec le Grand Prix. Et puis, oublions vite pour son insigne monotonie cette première journée plus que longue, la troisième et dernière épreuve (finissant sur le coup de 21 h 30, la première débute à midi).

Pour donner une idée de la relative facilité de la première compétition, sur la trentaine de cavaliers inscrits dix-sept s'offrent le luxe d'un parcours sans faute, performance à notre connaissance jamais vue. Précisons, pour ajouter un piment à l'affaire, que le triomphateur ne fut autre qu'un obscur concurrent transalpin, Michele Della Casa, plus souvent dans les choux qu'aux honneurs. « Je passe ou je gagne », telle paraît être sa devise. Avec le secours de ses deux personnels, il aura vécu à Longchamp son heure de gloire, balayant sur son passage à 200 kilomètres à l'heure les cravaches les plus prestigieuses.

Avec la Coupe Pierre Jonquères d'Orliac, disputée en présence de l'illustre champion, les élités ont retrouvé leur droit à la parole. Résultat : premier, l'Autrichien Hugo Simon, sur l'alezan phénomène *Gladstone*, qui, à plus de quarant'ans, continue son festival ; deuxième, le Suisse Mellinger, en selle sur *Van Gogh* ; troisième, le crack britannique David Broome, la quatrième place revenant à l'professionnel français Pierre Derand pilotant le bai *Jappeloup*.

ROLAND MERLIN.

● RECTIFICATIF. — C'est à 20 000 dollars d'amende (environ 150 000 francs) et non à 20 000 francs, comme nous l'indiquions dans nos éditions du 10 juin, que le tennismen argentin Guillermo Vilas a été condamné pour avoir perçu des dessous-de-table lors du tournoi de Rotterdam.

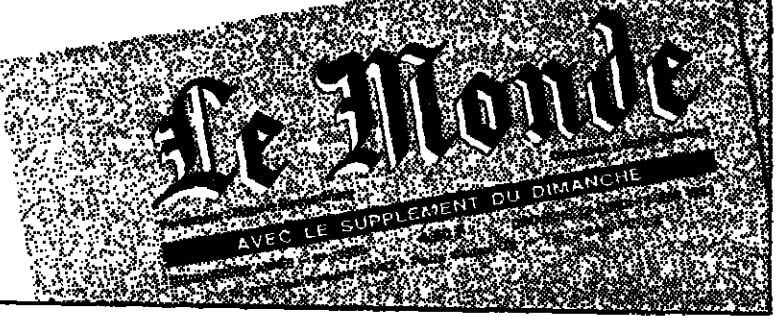
Les mots croisés se trouvent page 19.

## SAMEDI DIMANCHE

- **ENQUÊTE :**  
Les déçus du socialisme
- **GRANDE-BRETAGNE :**  
Le travail des enfants
- **POLOGNE :**  
L'Eglise reine
- **RELIGION :**  
Sœur Emmanuelle
- **CINEMA :**  
Ettore Scola mène le bal
- **SPORT :**  
Les enfants du golf
- **SUPPLEMENT :**  
La Corse avant la visite du chef de l'Etat.

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

**Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.**







Le Monde

## économie

## La C.G.T., la C.F.D.T. et la réforme de la fiscalité

Prénant prétexte du projet de loi du IX<sup>e</sup> Plan, qui sera discuté au Parlement à partir du 14 juin, les deux principaux syndicats ouvriers, la C.G.T. et la C.F.D.T., remettent à l'honneur la réforme de la fiscalité, tout en accordant un satisfecit aux premières réalisations : impôt sur les grandes fortunes, aménagement de l'impôt sur le revenu.

Là s'arrêtent les convergences. Dans le rappel succinct de ses propositions, la C.G.T. montre bien qu'elle a la souci de s'en prendre aux plus riches, en accentuant la pression sur les grandes fortunes, en taxant les prélèvements capitalistes sur les entreprises ou en confisquant le produit des spéculations et des exportations illégales de capitaux, avec, comme corollaire, l'allègement du poids de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation et des impôts indirects. Du fait que ce sont les entreprises qui sont particulièrement visées, le petit contribuable et même le contribuable moyen n'auront rien à dire là.

Plus grinçantes paraîtront sans doute les propositions de la C.F.D.T., qui, dans la stratégie d'une réforme par étapes, veut aller vers la suppression du quotient familial, la modification de la prise en compte des frais professionnels, la réforme des droits de succession et la régularisation de la situation des non-salariés, modifications qui concernent au premier chef les personnes.

M. Edmond Maire n'ignore pas, il l'a précisé le 8 juin devant

la presse, qu'on entre dans un domaine délicat, celui de la répartition de l'argent dans la société, et que tout le monde cherchera à sauvegarder ses privilèges. Cela n'empêche pas la C.F.D.T. de faire de cette réforme son cheval de bataille. Au nom de la justice et pour lutter contre les inégalités. Au nom des difficultés du moment, aussi, puisqu'elle considère que la réduction du taux d'imposition pour les successions en ligne directe pourrait combler le déficit des caisses d'assurance-chômage.

On ignore quel sera l'impact de cette campagne, qui, en dernier ressort, fait appel à un minimum de générosité. Le sens de la solidarité n'est peut-être pas la chose la mieux partagée du monde. Au demeurant, la C.F.D.T. reste prudente et demande que des études soient menées pour mesurer les conséquences des choix qu'elle propose.

Mais ce faisant, les syndicats prennent le risque de rompre la trêve des réformes souhaitées par le gouvernement. L'écheveau de la fiscalité est si compliqué qu'une maille tirée peut défaire tout l'ouvrage. MM. Henri Krasucki et Edmond Maire peuvent néanmoins arguer du fait que le président de la République avait lui-même proposé, lors de la campagne électorale, une forme de la fiscalité, qui n'a été jusqu'ici que partiellement réalisée. — F. S.

## AFFAIRES

## LA CRISE DE LA MACHINE-OUTIL FRANÇAISE

## Une vaste restructuration ralentie par une conjoncture catastrophique

La cinquième Exposition européenne de la machine-outil (EMO) s'ouvre, ce vendredi 10 juin, à la porte de Versailles à Paris, dans une conjoncture catastrophique. Cette exposition, qui a lieu tous les deux ans, est la plus importante du monde. Elle comptera, cette année, plus de quinze cents exposants venus de trente-deux pays, et les organisateurs attendent cent cinquante mille visiteurs.

L'éclatement d'un secteur en de multiples P.M.I. provoque-t-il son effondrement ? Pas toujours. Mais certainement dans la machine-outil, où de trop petites entreprises se livraient à des batailles d'arrière-garde pendant que la technologie changeait du tout au tout avec les ordinateurs.

Pour le neuvième plan machine-outil, les pouvoirs publics avaient donc choisi d'effectuer des regroupements et de faire émerger un à trois « pôles » par type de machine. Une aide publique de 2,3 milliards de francs devait leur être distribuée sur la période 1982-1983. Somme importante par rapport aux 500 millions promis, et pas toujours versés, des plans précédents et par rapport au chiffre d'affaires de la profession, de 4,4 milliards de francs en 1981. Mais somme indispensable étant donné l'état de délabrement du secteur : régression de 20 %, entre 1974 et 1981, de la production et de 30 % des effectifs, ramenés à dix-sept mille personnes aujourd'hui.

La stratégie retenue vise à privilégier comme au Japon, les machines à commande numérique (infor-

matisées) grâce auxquelles les Japonais ont pris le leadership mondial. (Il y a sept ans pourtant, ce secteur était en grande crise au Japon). Il s'agit d'accélérer la production au rythme volontariste de 40 % l'an, pour qu'elle représente la moitié de la production totale de machines-outils en 1984 (niveau atteint par les Japonais en 1981).

Diverses mesures d'accompagnement (formation, recherche et commande de 400 millions de francs par an de l'éducation nationale pour que les jeunes puissent enfin — se former sur les technologies d'aujourd'hui) sont prévues, tandis qu'on doit « pousser la demande » en adoptant la procédure Meca confiée à l'Adapa (Agence nationale pour le développement de la production automatisée).

Cette procédure vise surtout à briser la « barrière psychologique » dont s'entourent les patrons de P.M.I., qui craignent les machines automatisées. Craintes apparemment partagées : 20 % du parc de machines-outils en France ont plus de trente ans d'âge, 16 % seulement ont moins de cinq ans (d'après une étude du BIPE, réalisée en 1980). L'Adapa met un ingénieur-conseil à la disposition du chef d'entreprise et offre une possibilité de renvoyer la machine si elle ne convient pas. « Ça n'est pas arrivé », explique-t-on au ministère de l'Industrie, en y voyant une preuve de l'existence de cette barrière psychologique. L'Adapa, surtout, subventionne l'achat de la première machine à hauteur de 5 % à 15 %, suivant son degré d'innovation. Des cent derniers par mois que traite actuellement l'Agence, plus de 90 % conduisent à l'achat de machines françaises. L'Agence, qui a reçu un budget de 95 millions de francs en 1982 et espère 120 millions de francs en 1983, développe donc la demande, particulièrement française.

## Trente contrats de croissance

Un an et demi après le lancement du plan, où en est-on ? Les habitudes archaïques et divers déboires ont ralenti l'exécution. Il a fallu des trésors de diplomatie à ses promoteurs pour que le ministère de l'Industrie puisse nous affirmer aujourd'hui que « ce qui avait été prévu a été fait », que trente contrats de croissance ont été signés avec les pôles choisis et que 60 % de la production de machines-outils françaises, 20 % du reste étant aux mains de Renault.

Toutefois, cet optimisme doit être nuancé à de justes proportions. Si l'Etat a bien distribué 400 millions de francs en 1982 et que près de 1 milliard de francs sont prévus pour 1983, plusieurs restructurations n'ont pas eu lieu. Ernaut-Somma, qui devait rejoindre le pool Huré-Graffenstaden, a été bloqué par les problèmes de sa maison mère Creusot-Loire. Dufour est resté en plan et n'a pu s'aligner à Verzier, tandis que Micronix, SIT à Cholet et RAMO ont, par ailleurs, déposé leur bilan. La cause ? L'effondrement de la conjoncture de 50 % aux Etats-Unis, de 20 % en France, qui a paralysé les Etats-majors et surtout modifié considérablement les données financières des regroupements en alourdissant les pertes. Avec le risque que les entreprises aient utilisé les aides publiques pour « boucher les trous » au

## La restructuration de la chimie TOTAL S'IMPATIENTE

La tension monte entre les diverses parties prenantes — gouvernement, Elf Aquitaine, Total-C.F.P. — à propos de la restructuration de l'industrie chimique. Le règlement de ce dossier houleux, sur le sort de ATO-Chloé, dont le capital est partagé entre la S.N.E.A. et Total.

Dès le début des discussions, Total a fait savoir qu'elle souhaitait vendre sa participation de 50 %. Une expertise de ATO-Chloé a alors été confiée à l'ETAP, société publique qui est l'actionnaire majoritaire de la S.N.E.A. L'expertise a conclu à une valeur de 1 milliard de francs pour ATO-Chloé. Ainsi la S.N.E.A. devrait verser 500 millions à la C.F.P., auxquels s'ajouteraient 180 millions de francs pour rembourser les avances consenties en juin 1982 par Total à ATO-Chloé.

Total s'était ralliée à cette solution, mais la S.N.E.A. a contesté le chiffre de 500 millions. Ce groupe, présidé par M. Chaboudon, fait d'urgence pour rembourser l'Etat de 180 millions, voire pour verser à Total 250 millions de francs sur cinq ans, mais ne veut pas déboursier beaucoup plus. La C.F.P. a alors proposé de se faire payer pour partie par la cession de Roumadet, une filiale de ATO-Chloé. Nouveaux refus de M. Chaboudon.

L'arbitrage de M. Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, fut donc demandé. Celui-ci indiqua alors que, faute d'un accord entre les deux groupes, la S.N.E.A. devrait verser 250 millions de francs restants à Total par cession de certains de ses actifs pétroliers de la mer du Nord. Une date limite, celle du 25 mai, était même fixée. Or, depuis, plus rien.

ERIC LE BOUCHER.

## Renault renforce sa position au Mexique

Renault poursuit sa stratégie de développement sur le continent américain. Le constructeur automobile français vient en effet de racheter à l'Etat mexicain ses parts majoritaires dans les firmes automobiles Renault de Mexico et Véhicules automobiles mexicains (V.A.M.).

Grâce à cet accord et à la mise en service prochaine d'une nouvelle usine de moteurs au Mexique, Renault se fixe comme objectif de doubler rapidement ses ventes au Mexique (un marché annuel de 300 000 véhicules) et de porter sa part de 7,5 à 15 % du marché. Volkswagen (43 %), Nissan (18 %), Ford (14 %) et Chrysler (12 %) sont les principaux concurrents de Renault et de sa filiale américaine A.M.C.

Avec ce rachat Renault va en effet disposer de 92 % des parts de Renault de Mexico (contre 40 % avant l'accord), une entreprise qui emploie 2 500 personnes à l'assemblage des R-5, R-12 et R-18 et à leur commercialisation (22 131 véhicules ont été produits en 1983).

D'autre part Renault et A.M.C. prennent conjointement 100 % de

V.A.M. (dont A.M.C. détenait 5 % du capital), une société de 1 500 personnes qui assemble et commercialise les véhicules A.M.C. et Renault conjointement.

Par ailleurs Renault rappelle qu'il va mettre en service en 1984 une usine de mécanique qui produira des moteurs dont 80 % seront exportés vers les Etats-Unis.

Volonté de réduire les coûts de fabrication de l'alliance et futurs modèles produits aux Etats-Unis cette diversification géographique offre, affirme la Régie, bien des avantages puisque Renault exporte en 1983 et 1984 pour 2,3 milliards de francs d'équipements pour ses usines mexicaines et que le Mexique s'intégrera ainsi dans le « pôle de développement Renault en Amérique du Nord » grâce à cette usine de moteurs, au renforcement de la commercialisation de jeeps au Mexique (marché important pour ce produit) et à l'assemblage au Mexique à partir de 1984 de la R-9 Alliance.

L'Amérique est décidément l'axe majeur de la stratégie du groupe B.D.

## NOMINATIONS

● M. ANDRÉ DE LATTRE, ancien sous-gouverneur de la Banque de France, ancien président du Crédit national, vient d'être nommé directeur général de l'Institut pour la finance internationale créé à l'initiative d'une trentaine de grandes banques commerciales internationales. Il a été précédé à l'ancien ministre ouest-allemand des finances, M. Lahmstein, pour diriger cet organisme chargé d'améliorer l'information des banques sur la situation des pays emprunteurs.

● M. JACQUES ROZNER, conseiller du président de la Société générale, est nommé à la présidence de la société Schneider radio-télévision, où il succède à M. Pierre Amblard, qui a demandé à être déchargé de ses fonctions pour des motifs personnels. Agé de soixante-dix ans, M. Rozner a fait une longue carrière au quotidien économique les Echos avant d'entrer en 1970 à la Société générale pour y occuper diverses fonctions, la dernière étant celle de conseiller de l'ancien président de la banque.

M. Maurice Lauré, un poste qu'il devait conserver auprès de M. Jacques Mayoux.

● M. DOMINIQUE CHATELON, ancien président du Crédit industriel et commercial, a été nommé à la présidence du conseil de surveillance de la Midland Bank S.A., nouvelle dénomination sociale de la B.C.T. Midland Bank, appelée à regrouper l'essentiel de la présence du groupe britannique Midland en France. Quant au directeur de Midland Bank S.A., il est présidé par M. Hervé de Cammoy, la direction générale étant assurée par M. Léon Brasseur. Agé de cinquante-cinq ans, M. Châtelon occupe actuellement un poste de conseiller auprès du président du groupe Suez, M. Jean Peyrefitte.

● M. JEAN-PIERRE DUMONT, a été nommé directeur de la recherche et des relations extérieures au Centre national d'études supérieures de sécurité sociale à compter du 1<sup>er</sup> mai 1983. Jean-Pierre Dumont était précédemment chef de la rubrique sociale du Monde.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-IL	7,6310 7,6330	+ 140 + 220	+ 350 + 430	+ 980 + 1120
DM	6,2225 6,2334	+ 140 + 200	+ 310 + 380	+ 810 + 950
Yen (100)	3,1687 3,1709	+ 140 + 180	+ 310 + 360	+ 970 + 1040
DM	3,8107 3,8124	+ 170 + 200	+ 360 + 400	+ 1040 + 1110
Florin	2,6847 2,6854	+ 120 + 150	+ 280 + 310	+ 710 + 820
F.B. (100)	15,6498 15,6573	+ 300 + 420	+ 690 + 850	+ 1440 + 2150
F.S.	3,6130 3,6263	+ 210 + 250	+ 450 + 580	+ 1260 + 1440
L (1 000)	5,9727 5,9811	+ 210 + 250	+ 450 + 580	+ 1260 + 1440
F. franc	12,1336 12,1315	+ 220 + 340	+ 550 + 680	+ 1620 + 1800

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/8	9 3/8	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 7/8	10 1/4
SE-IL	5 5/8	5 1/2	5 1/16	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	5 5/8	5 1/2	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.B. (100)	8 7/8	9 1/8	9 3/8	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 7/8	10 1/4
F.S.	2 7/8	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	3 7/8	3 7/8	3 7/8
L (1 000)	13 3/4	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 1/2	15 3/4	15 3/4	15 3/4
F. franc	9 7/8	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 3/4	11 3/4
F. franc	12 1/8	13	13 1/4	13 1/2	13 3/4	14 1/8	14 1/8	14 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués fin de matinée par une grande banque de la place.

## COOPÉRATION

LES TRAVAUX DE LA VI<sup>e</sup> CNUCED

## M. Delors plaide pour un « projet global » de développement

Belgrade. — M. Jacques Delors a présenté, le 9 juin, la manière dont le gouvernement français, qui accorde une grande importance à la conférence de Belgrade, adresse ses travaux : dans un esprit d'ouverture, mais « sans pour autant se départir du réalisme indispensable ». « Les relations entre les pays industrialisés (de l'Ouest comme de l'Est) et tous les pays en développement sont au cœur de la mutation que nous vivons. Les directions que prendra la coopération Nord-Sud influenceront par là même profondément l'avenir commun de tous les peuples du monde », a déclaré le ministre de l'économie. Le « risque majeur » serait, selon lui, le repli sur soi et le protectionnisme.

Dans la perspective d'un « véritable dialogue entre les nations », la France plaide pour un « projet global » qui « ne naîtra pas comme le

## De notre envoyé spécial

Phénix de ses cendres, mais d'une volonté sans faille et d'une avance pragmatique, partout où des progrès sont possibles ». Ainsi, de nouveaux transferts de ressources sont nécessaires, à condition qu'ils renforcent les facteurs de base du développement, et il faut renforcer le rôle des institutions de financement de ce développement.

La France souhaite, a précisé M. Delors, « que soit entreprise sans délai une ambitieuse révision du programme d'activités et des ressources de la Banque mondiale », jugeant « très probablement » nécessaire une augmentation générale de son capital, s'employant à pallier les difficultés de sa filiale, l'Association internationale de développement, et se montrant favorable à un accroissement « judicieux » des prêts hors projet. Elle souhaite, en outre, que l'« indispensable coopération » entre les deux institutions de Washington s'améliore « concrètement, rapidement et substantiellement ». M. Delors faisait vraisemblablement allusion au manque de concertation qui a parfois été constaté entre les actions d'ajustement à court terme, imposées par le F.M.I., et les politiques de développement auxquelles la Banque mondiale contribue.

Le deuxième axe de ce projet global est la priorité donnée aux pays les plus désavantagés. Pour le ministre de l'économie, les institutions multilatérales de développement se doivent d'accroître très sensiblement leur aide. La France constate, en effet, que l'assistance du F.M.I. privilégie l'Amérique latine ; celle de la Banque mondiale, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et maintenant la Chine. En ce qui concerne l'Afrique, M. Delors a rappelé que la France avait proposé le lancement d'un « plan d'urgence » visant à accroître l'effort d'aide extérieure et à en adapter les modalités sur une base contractuelle.

Le troisième volet du projet est la croissance du commerce mondial. Le ministre de l'économie a souligné que les produits de base constituaient les trois cinquièmes des ressources d'exportation des pays en voie de développement (P.V.D.). Aussi M. Delors a-t-il lancé un « nouvel appel pressant » à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, pour qu'ils ratifient l'accord sur le fonds commun de stabilisation des cours des matières premières, dont la mise en place, estime-t-il, favorisera la signature de nouveaux accords par produits.

La France, a-t-il ajouté, soutiendra les travaux qui seront faits pour améliorer la « facilité compensatoire », du F.M.I., système créé en 1963 pour compenser des baisses de recettes d'exportation de produits de base. De même, elle est prête à franchir le « pas important » que représenterait l'extension du Staber visé au même but pour certaines productions des pays associés à la C.E.E.

Le quatrième point est « la nécessité d'un nouvel ordre monétaire ». Pour M. Delors, l'accroissement des liquidités internationales « viendra de la révision des quotas du F.M.I. et des nouvelles ressources dégagées par des accords généraux d'emprunt ». Il s'agit, selon le ministre de l'économie et des finances, de s'appuyer sur les institutions existantes pour accroître leur rôle et reconstruire un système monétaire international ordonné.

Enfin pour M. Delors, c'est aux pays industrialisés d'assurer la relance de l'économie mondiale, mais il serait vain d'attendre de la seule reprise des économies du Nord la solution à tous les problèmes. Une baisse des taux d'intérêt et une relative stabilité des taux de change « seraient de nature à soulager sensiblement les P.V.D. », mais il est clair qu'on demande beaucoup au dollar, sans doute trop, a souligné M. Delors, et que ce n'est pas sans influence sur les taux d'intérêt pratiqués aux Etats-Unis, ni sur le cours de cette monnaie. L'existence d'autres moyens de paiement serait sans doute un moyen de desserrer les contraintes actuelles.

GÉRARD VIRATELLE.

## LES BORDEAUX 1982 EN PRIMEUR OU LES TROUVER ?

1982 est un millésime exceptionnel. C'est pourquoi, dans quelques années, les meilleurs châteaux de BORDEAUX 1982 deviendront introuvables ou très chers.

Si vous voulez enrichir votre cave, aux meilleures conditions avec les crus classés de 1982, il faut les retenir dès maintenant chez un spécialiste de confiance.

Envoyez votre carte de visite, en indiquant seulement « Primeurs 1982 » à Henri ARIES, qui vous transmettra aussitôt sa sélection de grands vins de 1982, sans aucun engagement de votre part.

HENRI ARIES  
83, Cours St Louis - BP 41  
33027 BORDEAUX CEDEX

## L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

THE EEC'S FINANCIAL CRISIS  
The Economist looks at why the new British Government may break EEC law, and why France may block Spanish entry

EN VENTE DEMAIN CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

الطبعة 1520



af 110 150

# AFFAIRES

## Le Fonds de modernisation industrielle serait mis en place en juillet

Six semaines après l'annonce par M. Laurent Fabius d'un nouveau produit d'épargne destiné à alimenter un Fonds de modernisation industrielle (F.M.I.) en vue de faciliter le financement des entreprises de haute technologie, la Rue de Rivoli commence à apporter quelques précisions utiles sur la nature de ces

futurs comptes pour le développement industriel (Codevi) qui seront mis en place à partir d'octobre prochain dans l'ensemble des réseaux.

La commission des finances de l'Assemblée nationale procède actuellement à l'étude de

projet de loi relatif « à la fiscalité des entreprises industrielles et à l'épargne industrielle » qui en est résulté. Ce texte, sur lequel on ne prévoit aucun amendement concernant les Codevi, devrait être déposé le 16 ou le 17 juin prochain sur le bureau de l'Assemblée pour discussion en séance plénière.

En présentant au conseil des ministres du mercredi 25 mai, les premiers détails des futurs comptes pour le développement industriel, dont l'idée avait été lancée un mois plus tôt par M. Laurent Fabius sous le nom de livret d'épargne industrielle (Le Monde du 26 mai), le ministre de l'économie et des finances a sans doute voulu reprendre l'initiative d'un projet dont la maîtrise risquait fort d'échapper à la Rue de Rivoli, au bénéfice du ministre de l'Industrie et de la Recherche, très tenté par l'idée de disposer enfin de son propre « trésor de guerre ».

De nombreux points importants restent encore à régler, et Matignon, voire l'Elysée, devra sans doute procéder à de délicats arbitrages entre les deux principaux ministères concernés. Cela dit, le schéma d'ensemble, qui doit permettre de canaliser une partie de l'épargne des ménages vers des entreprises incapables d'investir en raison d'un autofinancement insuffisant et d'un endettement souvent disproportionné avec l'état de leurs fonds propres, est à présent tracé à gros traits.

On sait maintenant que ces comptes pour le développement industriel (Codevi) pourront être ouverts par chaque contribuable (celui que son conjoint), dans la limite de 10 000 francs, auprès de tous les réseaux de collecte de l'épargne, c'est-à-dire non seulement des caisses de l'Eurecurel et de la poste, mais également auprès du Crédit mutuel, du Crédit agricole et surtout de toutes les banques inscrites. C'est là le second exemple de la « banalisation » d'un produit nouveau, puisque le livret d'épargne populaire, plus communément appelé « livret rose », avait déjà été mis en place dans tous les réseaux de collecte, en dépit des réticences des caisses d'épargne.

Si ces nouveaux comptes à usage industriel doivent effectivement voir le jour avant la fin de l'année (dès le 1<sup>er</sup> octobre prochain, au dire de M. Delors, ce qui implique l'adoption par le Parlement au cours de la présente session d'un projet de loi en ce sens), le Fonds de modernisation industrielle, appelé à recueillir ainsi l'argent collecté dans les banques et les caisses d'épargne, sera, lui, créé beaucoup plus tôt. « Au mois de

### Un nouveau rôle pour l'Anvar

Une fois « la pompe amorcée », grâce à cette dotation initiale de la Caisse des dépôts, le Fonds de modernisation industrielle devrait être amené à l'Anvar, un organisme placé sous l'égide de M. Fabius qui aide et conseille depuis plusieurs années les entreprises françaises dans leur développement technologique.

C'est donc un rôle totalement nouveau et autrement important qui sera dévolu à l'Anvar, obligant les pouvoirs publics à modifier sans doute ses statuts. Très décentralisée et d'une efficacité reconnue, en partie grâce à son implantation régionale, l'Anvar n'emploie pour l'instant que trois cent cinquante personnes, dont environ deux cents cadres et techniciens répartis pour moitié à Paris et en province. Des effectifs nettement insuffisants pour répondre à la mission que lui a assignée M. Fabius, qui consiste, selon le communiqué du conseil des ministres du 29 avril dernier, à « accorder, en particulier, des prêts participatifs simplifiés à bas taux d'intérêt et des concours sous forme de crédits-bail incitant à la création d'équipements ».

En clair, l'Anvar doit dépasser le cadre de ses capacités actuelles d'expertise technique au service des entreprises qui font appel à elle pour « accéder » à des concours financiers. Ce qui va impliquer un travail de gestion lourd et compliqué, allant de l'instruction des dossiers proprement dits aux versements des prêts consentis, sans oublier les inévitables procédures de rappel et, en fin de parcours, la politique de placement à suivre pour les sommes recueillies en attendant leur affectation.

### La rémunération des Codevi

L'argent drainé par les Codevi sera utilisé par trois types d'entreprises : les sociétés qui désirent moderniser leur outil de production à travers l'acquisition de matériels de haute technologie (robotique, pro- ductique), les firmes aptes à développer un certain nombre d'innovations dans des domaines précis (biotechnologie, bureautique, cartes à mémoire, voiture à moteur 3 litres) et, enfin, les entreprises participant aux grands programmes de la filière électronique ou de l'espace. En fait, le F.M.I. aura un double rôle : aider au financement d'achats de matériels non seulement pour les entreprises mais également pour les administrations (par exemple, l'acquisition de vingt mille ordinateurs par l'éducation nationale) et contribuer au développement général de l'innovation dans des secteurs précis de haute technologie.

Voilà pour la gestion de ces sommes. Encore reste-t-il à régler le délicat problème de la rémunération offerte aux épargnants pour les inciter à souscrire aux Codevi sans abandonner pour autant les autres formes de placement. M. Fabius avait marqué sa préférence pour un produit « analogue au livret A », mais la Rue de Rivoli avait aussitôt fait valoir que cette idée allait à l'encontre de tous les efforts déployés depuis de longs mois par le gouvernement pour élaborer des formes de placement susceptibles de générer une épargne à long terme.

En l'état actuel du dossier, les pouvoirs publics, qui ont fini de consulter la place financière, s'orientent vers une formule qui s'apparenterait à un livret-obligation sur lequel l'épargnant pourrait procéder à tout moment à des retraits et à des dépôts dans la limite, bien sûr, du plafond prévu. Quant à la rémunération proprement dite, les services de M. Delors auront à se prononcer entre un taux très légèrement supérieur à celui de l'épargne liquide (8,50 %), avec quasi-suppression du risque en capital, et un taux plus élevé, voisin de 11 % (taux de rendement actuel, net d'impôt, des obligations), à condition que le souscripteur accepte une certaine part de risque en capital. Ce compte pour le développement industriel fonctionnerait alors comme une Sicav, où l'argent recueilli serait investi dans des obligations étendues d'impôts émises par les établissements spécialisés (Crédit national, Crédit d'équipement des P.M.E.). Une formule « panachée », avec un taux d'intérêt à mi-chemin entre l'épargne courte et longue, est également envisagée.

Partagé entre la nécessité de créer une formule de placement aussi simple que possible pour le « grand public » et la crainte de voir s'opérer des transferts de compte à compte, l'épargne n'est pas élastique, le gouvernement tient à peaufiner l'ensemble du système. Ne serait-ce que pour éviter un « loupé » susceptible de compromettre cette tentative — la première du genre — d'accomplir pour l'industrie française les mêmes efforts financiers que ceux qui ont été entrepris depuis la fin de la dernière guerre en faveur du logement et des collectivités locales.

SERGE MARTI.

Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, offrez-vous une feuille de papier, un timbre-poste et une enveloppe.

Sur la feuille, notez vos désirs, besoins et questions en matière de formation. Ainsi que vos nom, prénom et adresse ! Mettez la feuille dans l'enveloppe, collez le timbre et jetez dans une boîte. Vous recevrez sans engagement des informations sur le programme de formation polyvalente en gestion.

### Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets. Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière. Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

**ECADE** Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), 021/22 15 11

**Dès maintenant, la solution pour vos VACANCES c'est PARIS TOURS**

la **TUNISIE**  
Le cœur de la Méditerranée

- RESIDENCE CLUB de Kerkennah, 1 semaine à partir de 550'
- HOTEL \*\*\* à Hammamet, 1 semaine à partir de 610'
- VILLAGE DE VACANCES à Hammamet, 1 semaine à partir de 550'
- CIRCUIT OASIS, 8 jours à partir de 800'

Avion PARIS/TUNIS/PARIS à partir de 1190'

Demandez notre brochure générale à : **PARIS TOURS** 14, rue d'Antin - 75002 Paris Tél. : (1) 286.45.74

### La restructuration de la S.N.P.A.

La restructuration de la S.N.P.A. (Société Nationale de Production Agricole) est en cours. L'objectif est de moderniser l'entreprise et de la rendre plus compétitive. Les travaux de restructuration sont en cours et devraient être achevés d'ici la fin de l'année.

### La position au Mexique

La position au Mexique est en constante évolution. Les relations commerciales entre la France et le Mexique sont de plus en plus importantes. Les entreprises françaises doivent être conscientes de cette situation et adapter leur stratégie en conséquence.

### FINANCES

Les finances de l'entreprise sont un élément clé de sa réussite. Une bonne gestion financière permet de maximiser les profits et de réduire les risques. Les entreprises doivent donc veiller à maintenir une saine gestion financière.

### BANCAIRE DES DEVIS

Devise	Taux
Dollar	100
Mark	100
Yen	100
Franc suisse	100
Franc allemand	100
Franc français	100

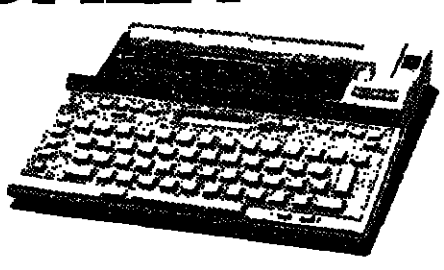
### EURO-MONNAIES

Monnaie	Taux
Mark	100
Yen	100
Franc suisse	100
Franc allemand	100
Franc français	100



La jambe des petits pots, le carnet des cochons-crautes, la bouteille de vin de 5 heures, les friandises de la cuisine aux crêpes... Pour les Papas New-look, c'est la fête tous les jours. Avec une Brother EP-20, j'ai traversé sur le vif cette grande aventure moderne. Croquez-moi, ça vaut la traversée de la forêt amazonienne ou solitaire !

# J'AI ECRIT "PAPA, CAVA ETRE TA FETE!" SANS LACHER NOEMIE



Extra-petit (45 cm), ultra-léger (2,3 kg) et toute petite (32 cm x 22,5 cm) la nouvelle machine à écrire Brother EP-20, c'est l'électronique de pointe au bout de vos doigts. Les performances de son clavier miniature égalent celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage avant impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier de symboles scientifiques. Et le tout, en silence : sa matrice thermique imprime avec une mini-cassette ruban.

**brother EP20**

ou directement, sans bruit de frappe ni de moteur. Difficile de résister au charme de cette petite merveille (surtout pour 1680 francs\*). Difficile de ne pas l'emporter partout avec soi dans sa jolie sacoche\*\* : elle fonctionne à pile ou sur secteur. En vente chez Brother : 1, rue Etienne-Marcel Paris 1<sup>er</sup> et chez tous les revendeurs Brother.

**L'ECRITURE ELECTRONIQUE PASSE-PARTOUT**

\*Prix conseillé TTC en option

## SOCIAL

A la conférence internationale du travail

### M. BÉRÉGOVOY DÉFINIT LES CONDITIONS D'UN RETOUR A LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

(De notre correspondante)

Genève. — M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a consacré l'essentiel de son allocution, le 9 juin, devant la conférence internationale du travail, au travail des enfants (le Monde daté 22-23 mai). Le ministre a rappelé que la pauvreté était responsable de ce fléau, et que l'on ne pouvait pour le combattre que recourir à un seul moyen : la croissance économique. Afin de parvenir à cet objectif, trois conditions sont, selon M. Bérégovoy, nécessaires : « La stabilité monétaire, étape vers la redéfinition du système monétaire international assis sur des bases nouvelles ; des moyens de financement nouveaux en faveur du développement à l'échelle du monde ; des systèmes de garanties pour les cours des matières premières, afin d'éviter les variations erratiques des ressources des pays dont elles constituent l'essentiel des biens exportables. » Il a précisé également qu'il ne suffisait pas d'interdire le travail des enfants, mais qu'il fallait préparer ceux-ci aux emplois de demain. Comme l'avait fait la veille le président égyptien, M. Hosni Moubarak, le ministre a mis l'accent sur les efforts accrus de formation professionnelle.

L.V.

## Libres opinions

### Rassembler et débattre par une autre démarche syndicale

par DANIEL RICHTER, JEAN-PIERRE ANSELME, SERGE LE GOFF, WALY BODIANG et JEAN-PAUL RAINGAL (\*)

Le 1<sup>er</sup> mai, un millier de militants C.F.D.T. défilait sous la bannière « Pour une autre démarche syndicale » se positionnant ainsi de façon critique sur les orientations de la confédération et ses méthodes autoritaires de direction (1). Le malaise s'aggrave dans l'organisation lorsque les dernières déclarations d'Edmond Maire, prônant la réduction de la consommation et la réduction des dépenses d'investissement salariales, renforcent les interrogations des travailleurs sur la politique de la C.F.D.T. Le « nouveau look » confédéral inquiète d'autant plus qu'il en rajoute sur la rigueur gouvernementale. La confédération tente également d'enfermer les militants dans un faux débat entre rigueur et protectionnisme, comme si la C.F.D.T. n'avait de choix possible qu'entre l'une ou l'autre de ces politiques économiques, alors que toutes deux s'inscrivent ou s'inscriront dans des projets politiques gouvernementaux non porteurs de transformation sociale.

Peut-on espérer sortir de la crise sur l'idée de relance, grâce aux Etats-Unis et à la coordination des politiques économiques comme Edmond Maire l'a proposé à Reagan ? D'une manière claire, la confédération juge les contraintes internationales incontournables. Elle accepte donc la logique de la concurrence internationale capitaliste. A l'échelon national, la réduction de la consommation et du pouvoir d'achat avancée par Edmond Maire pour relancer l'investissement des entreprises correspond à la recherche d'un compromis avec le patronat, invité à assumer ses responsabilités en jouant pleinement son rôle d'entrepreneur.

Ce nouvel équilibre serait assuré par l'aménagement du temps de travail qui deviendrait l'unique contrepartie des gains de productivité laissés à la seule utilisation du patronat, dont le pouvoir n'est pas remis en cause. Marquée par cette orientation, la journée d'action du 26 mai, outre qu'elle a fait l'impasse sur la recherche de l'unité d'action avec la C.G.T., n'a pas été à la hauteur des enjeux de la situation. Elle n'a pas créé les conditions d'une relance de l'action revendicative évitant toute mise en cause fondamentale de la politique gouvernementale.

La confédération doit cesser de jouer au poker menteur avec l'organisation. Il faut parler vrai : le projet qu'elle veut nous imposer tourne le dos aux objectifs de transformation visant à modifier les rapports de pouvoir en faveur des travailleurs. Une autre politique est urgente si l'on veut éviter que les espoirs nés du 10 mai 1981 ne se transforment à court terme en triple échec (économique, politique et social), car le pari de redresser la situation du pays et de mener une politique active de l'emploi avec le patronat est perdue d'avance.

Une autre stratégie syndicale est possible. Elle vise, dans une perspective autogestionnaire, à accroître le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise (choix de production, contrôle des investissements...) en s'appuyant sur une dynamique de rupture avec l'économie de marché. L'issue à la crise passe par la mise en œuvre d'un autre type de développement.

Il faut impulser un large débat public avec les travailleurs sur les changements que cela nécessite (produits et mode de consommation différents avec les conséquences qui en découlent, tant sur les choix technologiques que sur l'organisation et la division du travail).

Il faut relancer la réflexion et l'action sur des politiques industrielles alternatives permettant au syndicalisme d'être porteur d'une analyse et d'un projet économique autonomes.

Cela implique la réussite d'une mobilisation sociale contre le patronat.

Nous devons réaffirmer et démontrer l'indépendance syndicale à l'égard du gouvernement.

Pour nous, les seuls acteurs possibles d'une politique économique et sociale alternative à la crise sont les travailleurs. Ces débats ont été entamés au sein d'un regroupement « Pour une autre démarche syndicale ». Ce texte constitue une contribution pour la réunion nationale que ce regroupement organise le 11 juin 1983 à Paris.

(\*) L'un des derniers exemples en date étant la volonté de la confédération d'imposer aux syndicats Livre-Papier-Carton des regroupements contraires à leur avis majoritaire.

(\*) Syndicalistes C.F.D.T. Renault-Flins, Papier-Carton, Livre-Papier-Carton (région parisienne), bureaux d'études et publicité (BETOR-PUB-RP).

## Longwy au bord de la « sinistrose »

De notre envoyé spécial

Longwy. — Ce sont les mêmes chefs d'entreprise, dans cette partie de la Lorraine appelée le Pays-Haut frontalière, qui, d'un côté, accusent les journaux nationaux de toujours présenter la région de Longwy sous un jour défavorable — de « cultiver la sinistrose » — et qui, de l'autre, ne cessent de lancer des cris d'alarme de nature économique et sociale. La journée organisée le 8 juin par l'Union des industries de la région de Longwy (U.I.R.L.), présidée par M. Bernard Labbé, membre de la commission sociale du C.N.P.F., a été une nouvelle illustration de cette contradiction.

« Région sinistrée », c'est pourtant bien l'expression qui a été employée à cette occasion par M. Labbé, reprenant en cela les mêmes mots prononcés la veille par M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du parti socialiste, en visite dans cette contrée (le Monde du 9 juin), a promis de plaider la cause des Lorrains auprès de M. Mitterrand lui-même. Et c'est bien un tableau sombre de la situation du Pays-Haut qu'a dressé le président de l'U.I.R.L., tout en formulant, c'est vrai, « des raisons d'espérer », qui tiennent, selon lui, « aux atouts objectifs » dont dispose sa « province », comme son emplacement géographique au carrefour de trois frontières.

Quatre ans après la grande crise de 1979 et les révoltes des mineurs, touché par des restructurations qui ont provoqué des coupes massives dans les effectifs, la sidérurgie lorraine maure, sans mauvais jeu de mots, à feu continu. Sans remonter au temps de la prospérité, elle comptait, dans le bassin de Longwy, 16 450 personnes en 1975. Elle n'en occupe plus aujourd'hui que 7 000, et 2 000 suppressions d'emplois sont prévues d'ici à 1988.

Dans les mines de fer, où une journée d'action cégétiste est prévue le 17 juin, c'est encore plus catastrophique : les puits ferment les uns après les autres, ou plutôt suspendent leur activité (1). Ce sera de nouveau le cas de cinq d'entre eux avant la fin de l'année, avec 440 suppressions d'emploi à la clé dans les sociétés Lorraine et Usinor. Et la liste est longue des départs de billes, règlements et liquidations judiciaires, faillites d'entreprises sous-traitantes (mécanique, chaudronnerie) qui gravitent autour du noyau sidérurgique, activité industrielle monolithique de la région, de par la faute « historique » des maîtres de forges.

L'objectif officiel — la production de 24 millions de tonnes d'acier en France, selon la meilleure hypothèse du rapport Juetet — sera encore réduit, a confirmé, il y a quelques jours, M. Pechen, directeur d'Usinor-Longwy (2). Cette production n'a été que de 18,4 millions de tonnes en 1982 et devrait tomber à 17 millions de tonnes en 1983.

« Prendre n'importe quoi » Avec le décalage « habituel » en matière économique, la crise industrielle de 1979 fait aujourd'hui sentir ses effets dans le secteur tertiaire, affectant en particulier le commerce longévien, qui, selon l'un de ses représentants, M. Dubois, n'offrirait plus que 2 000 emplois — contre 2 500 il y a quelques années — malgré son « dynamisme » et l'installation de jeunes négociants.

La raison première est que le Pays-Haut se dépeuple. Dans le même temps — mais ce n'est pas une contradiction — le taux de chômage a fortement augmenté dans ce coin de Meurthe-et-Moselle, où il atteint 13 %, contre une moyenne nationale d'environ 9 %. Les jeunes ont tendance à quitter le pays. Le pouvoir d'achat baisse en raison du chômage : autant de frains à la consommation.

Concurrence étrangère accrue — avec le minerai de fer suédois, par exemple — compétitivité affaiblie, poids des charges sociales et fiscales, en liaison avec les nouveaux choix politiques (de la semaine de trente-neuf heures au relèvement de la T.V.A.), en passant par les lois Auroux, M. Andrin, qui représentait les P.M.E. et P.M.I. de la région au cours de cette journée d'information, a énuméré des doléances de caractère général. Mais, selon lui, c'est

dans une diversification « tous azimuts » des activités industrielles — « on est prêt à prendre n'importe quoi » — que le Pays-Haut peut trouver son salut.

Déjà, dans cette zone où l'aide des pouvoirs publics atteint son maximum pour les créations d'emplois — 50 000 F chacune, sans compter les primes régionales (3), — et où la formation professionnelle est bien assurée, de petites entreprises (sidérurgiques, hôtellerie, mécanique fine, fonderie d'aluminium sous pression) commencent à s'implanter, qui embaucheront de dix à quatre cents personnes. Ce sont là les « raisons d'espérer » du président de l'U.I.R.L., mais M. Labbé ne paraît guère se faire d'illusions. « C'est notoirement insuffisant, dit-il, pour combler l'hémorragie provoquée par la crise de la sidérurgie. »

D'autant que pas mal d'autre projet, comme la construction d'une usine Thomson (vidéo-cassettes), pourtant annoncée par M. Mauroy lors de son voyage en Lorraine le 4 décembre 1982, ou la création d'un deuxième I.U.T., ne sont pas près de voir le jour. « En particulier, nous a assuré M. Labbé, les pouvoirs publics ne considèrent pas assez sérieusement la possibilité d'implanter une véritable industrie de l'électronique dans le Pays-Haut. » « Or, conclut-il, il faudrait prendre des mesures dérogatoires, des mesures d'exception, pour une zone défavorisée comme la nôtre. La région a toutes les infrastructures nécessaires pour rester fidèle à sa vocation industrielle. »

MICHEL CASTAING.

(1) Lors de son voyage dans la région le 13 octobre 1981, M. Mitterrand avait affirmé qu'il n'y aurait pas de fermeture de mine de fer. Les puits sont donc mis en sommeil, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas exploités, mais encore en état de leurs activités, mais encore en état de choses obligé à engager d'importantes dépenses pour assurer leur entretien. M. Jospin lui-même a admis que cette distinction entre fermeture et suspension d'activités pouvait paraître « abstraite aux yeux des travailleurs ».

(2) Usinor-Longwy ne doit plus conserver, dans l'avenir, que ses deux trains à fil et à poutrelles — « très performants », selon son directeur — et fermer ses autres installations.

(3) Usinor a créé, en 1982, une filiale, appelée Solidor (Société de développement industriel), pour aider, en complément de primes nationales et régionales, toute entreprise dont le but est de créer des emplois.

## LE CONTRAT DE SOLIDARITÉ DASSAULT

### La C.G.T. décide de consulter une partie du personnel de l'entreprise

Chant du cygne ou radicalisation, le ton monte chez Dassault-Aviation après la signature par M. Jack Rallie, le 6 juin, du contrat de solidarité lié à la réduction du temps de travail (voir le Monde du 9 juin).

Fort mécontente de l'accord socialisé accepté par la C.F.D.T. par F.O., et par la C.G.C., la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. a annoncé le 9 juin à la presse que le syndicat C.G.T. de Dassault organiserait, le 15 juin, une consultation « démocratique » des 8 650 salariés, sur 15 789, qui, les premiers, s'engageront dans le processus de réduction du temps de travail.

Entre les différentes parties en présence s'est, en effet, engagée une compétition dont les enjeux dépassent largement le sort de la politique sociale de Dassault. Le gouvernement, et M. Pierre Bérégovoy en tête, attend beaucoup de la signature de contrats de solidarité, réduisant le temps de travail pour enrayer la montée prévisible du chômage.

Parmi les organisations syndicales, la C.F.D.T. ne fait pas mystère de sa volonté d'étayer son orientation par des accords exemplaires

dont celui de Dassault serait le premier signe. Dans l'accord signé, on retrouve bien des ingrédients qui satisfont la C.F.D.T. : la réduction du temps de travail est liée à l'embauche ; la compensation salariale n'est que partielle, mais le produit des sommes sera capitalisé et transformé en créations d'emploi. Selon l'ampleur de ces créations d'emplois la restitution des sommes économisées sera partielle ou totale.

Pour la C.G.T. l'analyse est diamétralement opposée puisque l'accord socialisé Dassault comble pratiquement tout ce qu'elle rejette : réduction du temps de travail avec perte de salaire en francs constants, adaptation des conditions de travail aux impératifs du plan de charge, et embauches jugées insuffisantes.

Les différents textes ayant été approuvés malgré son opposition, y compris par M. Jack Rallie pour le contrat de solidarité, la C.G.T. tente maintenant de sortir de son isolement en faisant appel au vote d'une partie des travailleurs (9 650) de Dassault alors que la réduction du temps de travail concernera au 1<sup>er</sup> juin 1985, les 15 789 salariés de l'entreprise. — A.L.

● Les prix ont augmenté de 0,7 % au cours du mois de mai, selon l'indice publié par la C.G.T. Pour la centrale syndicale, la hausse des prix a été de 4,9 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier, et de 10,1 % depuis le mois de mai 1982.

● Vers un accord médecin-Sécurité sociale sur le taux de cotisation du secteur « libre ». — Les parties signataires de la convention médecins-Sécurité sociale se sont réunies le 7 juin pour débattre de l'évolution des tarifs et de la fixation des cotisations pour les médecins du secteur conventionnel à honoraires libres (dit secteur « 2 »).

Aucun accord n'est encore intervenu. Mais, d'ici fin juin, les parties signataires se réuniront à nouveau pour prendre alors une position plus définitive sur ces deux points.

Le secteur « 2 » devrait obtenir un niveau de taux de cotisations plus favorable, comparable à celui versé par les « non-agricoles » non-salariés à la Canam.

● La nouvelle commission nationale de la séquestration collective se réunira le 28 juin. — Le ministre des affaires sociales et de la solidarité a arrêté la composition de la commission nationale de la négociation collective. Côté syndical, sur les dix-huit représentants, six viennent de la C.G.T., quatre de Force ouvrière et de la C.F.D.T., et deux de la C.G.C. et de la C.F.T.C. Les dix-huit représentants patronaux se répartissent ainsi : neuf pour le C.N.P.F. (dont deux pour les petites et moyennes entreprises), deux pour les entreprises publiques (après consultation du C.N.P.F.), deux pour la Confédération générale des P.M.E., deux pour l'agriculture et trois pour les artisans. De droit, siègent les ministres (ou leurs représentants) du travail, de l'agriculture et de l'économie, et le président de la section sociale du Conseil d'Etat. Le S.N.P.M.I. demeure à l'écart de la commission, mais la présence des P.M.E. est renforcée (le Monde du 25 février 1983).

## ÉNERGIE

### Les malheurs de la centrale solaire Thémis

L'inauguration en grande pompe, avec officiels et responsables, de la centrale solaire Thémis, construite à grands frais, près de Targassonne (Pyrénées orientales) n'aura pas lieu. Le mauvais sort qui s'acharne sur ce projet depuis son engagement au printemps 1979 a une nouvelle fois contrarié les vœux des promoteurs de cette centrale d'une puissance de 2,5 mégawatts couplée au réseau par E.D.F. voici à peine un mois. Un incendie, rapidement maîtrisé, s'est en effet déclaré mercredi 8 juin, peu après 20 h 30, dans les locaux de Thémis causant des dégâts considérables dont il est encore impossible aujourd'hui d'évaluer l'importance.

A l'origine de ce sinistre, il y a la rupture de vannes permettant le contrôle du fluide qui évacue les calories produites par la chaudière solaire — placée au sommet d'une tour de 90 mètres de haut — et alimente la turbine chargée de produire — à un coût élevé — de l'électricité. En céder, les vannes de contrôle ont donc laissé échapper plusieurs mètres cubes de ce fluide caloporteur d'un mélange de sels fondus porté à une température de plusieurs centaines de degrés. Aucun membre du personnel n'a

été blessé dans cet incident, qui a détruit une partie des installations électriques de la centrale et recouvert certaines autres d'une gangue de sels séchés.

Cette nouvelle mésaventure dans un programme qui a connu en son temps les aides de la politique publique au moment du choix du site de construction, puis ceux de la technique avec la réalisation et la mise au point notamment des quelques deux cents miroirs (héliostats) destinés à focaliser les rayons du soleil sur la chaudière de la centrale, va une fois encore apporter de l'eau au moulin de ceux qui ont toujours considéré ce projet comme coûteux et inutile.

En 1979, le gouvernement avait tenté de l'abandonner (le Monde du 25 mai 1979), et E.D.F. lui-même, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la centrale, n'avait accepté que du bout des lèvres ce projet dont le coût s'est élevé à 230 millions hors taxes et sur la rentabilité duquel certains spécialistes s'interrogent, arguant du fait qu'il leur paraît difficile d'alimenter les vingt ans de durée de vie de la centrale par des programmes d'expériences tournés. Qu'en pensez-vous ? Peut-être. — J.-F.A.

## ÉTRANGER

### ÉTATS-UNIS

● Baisse des investissements en 1983. — Les investissements des entreprises américaines devraient atteindre 305 milliards de dollars en 1983, en baisse de 3,1 % en termes réels, a annoncé jeudi le département du commerce. Ce serait la première fois qu'une baisse des investissements intervient durant une

période de reprise économique, a noté un analyste de ce département du commerce. Les entreprises américaines sont peu enclines à investir actuellement du fait des niveaux élevés des taux d'intérêt, de profits toujours faibles, et surtout de l'existence d'importantes capacités de production inutilisées.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ÉCHANGE DES OBLIGATIONS DE L'ONERA CONTRE DES OBLIGATIONS DE LA CAISSE NATIONALE DE L'INDUSTRIE

Par décision en date du 2 juin 1983, le ministre de l'économie, des finances et du budget a fixé au 1<sup>er</sup> juillet 1983 le début des opérations relatives à l'échange obligatoire des obligations de 1 800 F nominal émises par l'Office national d'études et de recherches aéronautiques — ONERA — contre des obligations de 5 000 F ou de 500 F nominal, délivrées par la Caisse nationale de l'industrie, sous la forme nominative ou au porteur, en gré de l'obligataire.

En cas d'existence de romps, l'obligataire pourra soit en demander le remboursement, soit en compléter le montant par un versement inférieur à 500 F afin d'obtenir, selon les cas, une obligation de 5 000 F ou une obligation de 500 F.

La remise des obligations ONERA à échanger devra impérativement être effectuée entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 15 juillet 1983 compris auprès de la Caisse nationale de l'industrie, des agents de change, des comptables directs du Trésor et des principaux établissements bancaires. Passé ce délai, l'obligataire qui n'aura pas exercé son option en matière de romps perdra le droit de compléter en espèces et se verra donc obligatoirement rembourser le montant de son romps.

La Caisse nationale de l'industrie est chargée, pour le compte de la Caisse nationale de l'industrie, de la centralisation matérielle des opérations d'échange.

### SAXBY

Le conseil d'administration et les organes de représentation du personnel de la société Saxby ont examiné, le 9 juin 1983, divers projets de restructuration des activités — signalisation ferroviaire et automatismes — et « chariots élévateurs et assimilés ».

Il est envisagé de céder les actifs de la branche « signalisation ferroviaire et automatismes » à Jeumont-Schneider, ce regroupement devant permettre notamment l'amélioration de la position de l'industrie française de la signalisation ferroviaire sur les marchés étrangers.

La société Saxby ferait, par ailleurs, apport de sa branche « chariots élévateurs et assimilés » à sa filiale Matral Saxby Manufacture, afin de regrouper cette activité au sein d'une même entité juridique et promouvoir sa rationalisation industrielle et commerciale.

Cet apport partiel d'actif d'une valeur nette de 2 500 000 F serait rémunéré par une augmentation de capital corrélatrice de la société Matral Saxby Manufacture dont les modalités seront soumises aux Commissaires aux comptes, Commissaires aux apports et à l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Aux termes de ce regroupement, Saxby s'associerait au groupe britannique Lancer Boss Ltd, constructeur spécialisé de chariots élévateurs disposant d'une solide implantation mondiale, en cédant une participation majoritaire dans le capital de Matral Saxby Manufacture. Saxby apporterait à Matral Saxby Manufacture les concours financiers nécessaires à la restructuration de l'activité « chariots élévateurs et assimilés » destinée à répondre à l'évolution de la concurrence internationale et aux difficultés de cette industrie en France et en Europe.

Le conseil d'administration a approuvé le principe de ces opérations et donné mandat à son président pour convoquer les assemblées générales extraordinaires appelées à statuer sur les projets définis qui lui seront présentés.

### CREDIT LYONNAIS

#### SITUATION AU 3 MAI 1983

La situation au 3 mai 1983 s'établit à 587 923 millions contre 596 139 millions au 31 mars 1983. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 29 420 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 216 952 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle réalisent 209 899 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élevaient à 202 627 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 232 539 millions de francs et les comptes ordinaires d'Émission à 27 087 millions de francs.

Europarteneurs : Comenbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma.

### VEILLE MONTAGNE

L'Assemblée ordinaire du 3 juin 1983 a approuvé le bilan et les comptes au 31 décembre 1982.

M. Roger Martin a été réélu administrateur ; MM. François Grappotte et Guy de Cordes ont été élus administrateurs.

M. Michel Bouchat a été désigné pour succéder à M. Paul-Emile Cordas dans la fonction de président, ce dernier recevant le titre de président honoraire ; le comte de Miramon a reçu celui d'administrateur honoraire.

### B.T.P.

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le produit net bancaire s'élève à 140 313 000,79 F contre 114 755 278,33 F en 1981, soit une progression de 22,3 %.

[Voir le Monde du 6 juin 1983.]



**9 JUIN**

VALEURS	Cours prix	Dernier cours	9/8	Emission Frais incl.	Rachât net

B. N. Mexique .....	7 25	.....
B. Repl. Internat. ....	40000	39600
Banque Paribas .....	110	110

**SICAV**

Action France .....	181 54	173 31
---------------------	--------	--------

[illegible][illegible]

General Remount ..	125 10	125	Gen. Ser. France ..	323 08	305 19
Art. Nederlanden ..	485	483	Hassena Oblig. ....	1121 18	1070 34
Holland ..	209	207	Horizon ..	526 34	512 02
.....	.....	.....	L.M.S.I. ....	315 62	301 31

[illegible]

Hyson Co. 1,000	302		Natio-Placements	56487 97	56487 97
Imry Indus. Inc.	16	16 25	Nato-Values	433 26	413 61
Julie Morgan	502		Odium	149 26	142 48
Nagora-Lite	375	352	Pacific Sp-Honor	350 20	334 32
West Rand	76	76 10	Parish Empire	10891 15	10837 40
			Parish Empire	476 19	456 60
			Parish Empire	1042 93	1029 48

Manufacturing revenues	1043 53	1022 40
Person Placements	218 25	217 16
Power Investments	361 17	344 79
Province Income	240 42	229 52
Rentals, St-Honore	10858 39	10301 88
Sales, Mobilites	372 79	355 89
S&L court terms	11024 86	10942 89

U.S. F.M.D.	740	742	Silic. Mobil. Dev.	291.50	276.31
U.S. F.M.D.	230	240	Silicones Research	158.25	149.16
U. of Calif. Honolulu	1.39	1.79	Silicones, Vol. Franc.	187.69	163.11
U. of Calif. Los Angeles	1770	1780	S.I.F. Inc. et al.	370.17	375.16
U. of Calif. Los Angeles	144.50	144.10	Sisomax	432.94	413.31
U. of Calif. Los Angeles	305	300	Sisow 5000	176.66	167.80
U. of Calif. Los Angeles	1182	1182	Sisoware	259.32	290.02
U. of Calif. Los Angeles	1630	1630	Sisoware	273.61	261.20
U. of Calif. Los Angeles	214	215	Sisoware	196.65	187.73

.....	434	436 70	Shanter	317 48	302 08
			SJ - Est	827 02	789 52
			SJ.G	698 68	698 22
<b>Hors-cote</b>			SJ.L	938 54	894 45
			Soliveau	385 61	388 12
			Sopapanga	313 84	299 81
			Souper	750 68	716 64
.....	180 50	.....			

... du Pin	18		Regnier	957 25	913 84
... copier	325	312	Société Invest.	412 80	394 18
... E.M. (L)	70	3 50 c	U.A.P. Invest.	294 83	281 54
... de Mure	68 50		Unibanc	218 20	208 31
... de Mure			Unibanc	575 70	548 59
... de Mure			Unigestion	554	528 88
... de Mure	160	140 c			

Omnia N.V.	524	826	Onepac	318 43	971 88
Unit. Moroccan Carv.	129	.....	Unicredit	1572 43	1520 73
U.K.F. (Applic. int.)	60	.....	Unicor	12134 32	12134 32
U.P.R.	119	119	Unilever	351 02	235 10
Consol C.F.N.	88	.....	Unipac	10222 53	10171 87
Finser	299	.....	Unipol	1127032 08	12589 47
			Unipol Investment	681 43	850 53

décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant  
objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette  
plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

	Premier cours	Com- pensation	VALEURS	Cours proposé	Premier cours	Dernier cours	Premier cours
10	77 50	88	Imp. Chemical . .	71 50	70	70	70
	1375	100	Inco. Limited . .	141 10	141 10	141 10	138 30
	877	1020	BSM . . . . .	1072	1083	1083	1071

1000	50	Ito-Yokado	47 20	48 60	46 90	48 90
253		ITT	365 10	367	363	360
633	395	Mitsubishi	58 20	58 95	58	58 90
608	800	Merck	796	794	794	788
198	810	Minizato M.	830	814	814	804
1090	280	Mobil Corp.	281	275 70	276 70	275
961						

531	1780	Noralt	1795	1794	1794	1790
539						
488	106	Norak Hydro	510	515	515	508
806	504	Paraflex	990	996	993	981
41 60	580	Philo Morris	561	552	551	554
520	153	Philips	180	185 50	167	155 20
256	476	Pres. Brand	448 50	461	466	461

70	78 80	558	President Shays	505	520	518	511
	1198	1210	Chambers	1201	1202	1202	1200
	178 20	1690	Ranchester	1385	1410	1430	1438
50	315	380	Royal Dutch	393	390	386	387 30
	435 20	96	Rio Tinto Zinc	84 80	84 70	84	83 60
	680	420	St Helena Co	383	405	410	398 10
	630						

10	172 90	425	Schlumberger .....	431	426	431	424
	556	73	Shell transp. ....	77 60	77 40	77 40	76 80
	313	1290	Siemens A.G. ....	1253	1262	1272	1265
	480	144	Sony .....	141 90	144	144	144
	470	196	T.D.K. ....	199 80	203 50	203 60	199 60
	226 20	850	Unilever .....	658	674	674	668
	283						

1043	680	Univ. Techn. ....	681	655	655	655
643	1150	Vital Plans .....	1082	1103	1120	1123
76 80	696	West Deep .....	541	653	653	548
210 70	618	West Hold. ....	488	620	622	520
31 40	416	Worces Corp. ....	440	440	441	440
543	3 30	Zarube Corp. ....	2 94	2 92	3	2 92

**COURS DES BILLETS AUX GUICHETS**

Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	volume prix.	volume S/S
7 510	7 910	Or fin (à la barre) .....	100550	101100
290	310	Or fin (en lingot) .....	100400	101200
14 500	15 600	Plaque française (20 gr) .....	682	684
256	276	Plaque française (10 gr) .....	401	414

80	88	Fiche notes (20 fr)	688	670
103	110	Fiche notes (20 fr)	644	645
11 800	12 600	Souverain	815	825
8 250	10 250	Fiche de 20 dollars	3890	3900
4 847	5 300	Fiche de 10 dollars	1880	1890
975	975	Fiche de 5 dollars	1210	1125

98	103	Folios de 50 papeles	4265	4266
41 800	43 800	Folios de 10 papeles	680	691
5 300	5 900			
6 850	8 250			
6 150	6 450			

3 080	3 240			
-------	-------	--	--	--

**MADE**  
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE  
38 et 40, rue Jacob - 75006  
PARIS. Tél. 260.84.25

A	B	C	D	F	G	H
---	---	---	---	---	---	---

**SAINT-HONORÉ**

135-137 rue de Rennes, / 5000 Paris - Tel. 544.38.66. Parking à proximité

\_\_\_\_\_